El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Jeudi 12 juin 2014

ÉDITION DU CENTRE

N°7200 - Vingt-quatrième année - Prix : Algérie : 15 DA. France : 1 €. USA : 2,15 $. ISSN : 1111-0333 - http://www.elwatan.com

■ SYRIENS BLOQUÉS À LA FRONTIÈRE ALGÉRO-MAROCAINE

«Donnez-nous un territoire !»

LIRE L'ARTICLE DE **CHAHREDINE BERRIAH** EN PAGE 6

30 jours en ballon

MONTAGE EL WATAN

● Le coup d'envoi du plus grand événement sportif de la planète sera donné aujourd'hui à 21h, à l'occasion du match d'ouverture entre le Brésil, pays organisateur, et la Croatie.

● La sélection nationale algérienne se déplacera dimanche à Belo Horizonte pour disputer son premier match du groupe H contre la Belgique (17h, heure algérienne).

LIRE LES ARTICLES DE **OMAR KHAROUM, TAREK AÏT SELLAMET, A. AÏCHOUN, M. SLIMANE** ET L'ENTRETIEN RÉALISÉ PAR **SAMIR GHEZLAOUI EN PAGES 2, 3, 4 ET 5, AINSI QUE LE COMMENTAIRE EN PAGE 32**

El Watan Magazine

LA TRICHE HALAL, UNE MARQUE DÉPOSÉE !

◗ CASSE-TÊTE

OÙ VA L'ARGENT DE LA VIGNETTE ?

◗ HORS-CHAMP

MAHMOUD L'ARGENTIN, ROBERTO L'ALGÉRIEN

RETROUVEZ VOTRE MAGAZINE EN PAGES 15, 16, 17, 18 ET 19

CONFÉRENCE NATIONALE DE L'OPPOSITION

UNE INSTANCE COMMUNE DE SUIVI INSTALLÉE

● Maintenir les contacts entre les acteurs de l'opposition, organiser une série de conférences publiques et élaborer une plateforme politique à soumettre au pouvoir sont les principales résolutions de la rencontre de Mazafran.

LIRE L'ARTICLE DE **MADJID MAKEDHI** EN PAGE 6

COUP D'ENVOI CE SOIR DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

30 jours en ballon...

● Après des mois d'attente, c'est enfin le jour J pour le Mondial brésilien, l'un des plus grands événements sportifs planétaires de ce début du XXIe siècle, à l'occasion de cette 20e édition de la Coupe du monde qu'abrite le pays du football.

PHOTO : D. R.

L'antre du football brésilien, le mythique stade Maracana à Rio de Janeiro

C'est parti pour le Mondial brésilien 2014, qui a débuté officiellement hier soir, avec l'illumination du Christ Rédempteur de Rio de Janeiro aux couleurs des 32 nations qui prendront part à la 20e édition de la Coupe du monde. Une 2e édition qu'organise le Brésil, 64 ans après la première tenue en terre carioca, qui a vu la sélection la plus titrée du monde (5 trophées), accrochée dans son mythique stade de Maracana par le voisin uruguayen.

64 années que le pays de la samba et du roi Pelé attend «sa revanche» pour décrocher son 6e trophée de Coupe du monde, le premier sur ses terres. Un Mondial qui débutera d'ailleurs avec un alléchant Brésil-Croatie en match d'ouverture (21h, heure algérienne).

Moins de deux heures avant cette première sortie officielle du Mondial et de la Seleçao, un milliard de téléspectateurs et 62 600 spectateurs suivront la cérémonie d'ouverture du Mondial (19h15), au stade Arena Corinthians (ou Itaquerao) de Sao Paulo. Une cérémonie de 25 minutes, que la FIFA annone grandiose, et qui verra des stars mondiales de la chanson, à l'image de Pitbull, Claudia Leitte, Jennifer Lopez et Olodum, faire leur show, en interprétant la chanson officielle du Mondial We are one. Un show qui sera suivi d'un spectacle interprété par 660 artistes, gymnastes et spécialistes de la capoeira, sous le thème «Hommage aux trois trésors du Brésil : la nature, le peuple et le football».

Une cérémonie d'ouverture qui sera suivie par une dizaine de chefs d'Etat, en passant par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. Un message d'appel à la paix du pape François et d'autres leaders religieux sera lu à l'occasion, et sera suivi d'un lâcher de colombes blanches, avant que la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, ne prononce le discours inaugural du Mondial, pour céder enfin la place au football et aux 32 sélections qui se disputeront la succession de la Roja.

CONTESTATIONS SOCIALES ET SCANDALES

La Coupe du monde qui retrouve le pays du football, le Brésil, 64 ans après son unique passage, se déroulera dans un contexte particulier. Un Mondial qu'une majorité des 200 millions de Brésiliens, pourtant adorateurs de la balle ronde, contestent depuis plus d'une année, en raison des milliards dépensés par le gouvernement de Dilma Rousseff pour l'organisation du Mondial (11 milliards de dollars). Grèves, marches, sit-in et affrontements, en passant par les problèmes de l'insécurité, sont les ingrédients qui pourraient constituer le quotidien du Mondial, le plus coûteux et le plus contesté. Un dispositif sécuritaire impressionnant a été mis en place par les autorités pour éviter que la fête planétaire et la cérémonie d'ouverture ne soient perturbées par les contestataires, qui comptent bien se faire entendre au moment où Sao Paulo et tout le Brésil seront le centre du monde pour les 30 jours à venir.

Outre la contesta au pays de la samba, cette 20e édition du Mondial de football est éclaboussée par le scandale du «Qatargate», avec la FIFA au cœur de la tourmente, à cause des soupçons de corruption qui pèsent sur ses dirigeants, dans l'attribution de la 22e édition du Mondial au Qatar.

Un Mondial particulier au pays du football, où l'amour du jeu, la compétition et le spectacle, en passant par les 600 000 touristes de la balle ronde qui se déplaceront au Brésil, devront cohabiter avec la contestation et le malaise social des Brésiliens. ***T. A. S.***

GROUPE H

Les supporters russes en force

Les quatre pays du groupe H, Belgique, Russie, Algérie et Corée du Sud en découdront dans des stades à guichets fermés. En plus des supporters brésiliens qui suivront l'évènement organisé pour la deuxième fois dans leur pays, après l'amère édition de 1950, les quatre antagonistes seront soutenus par leurs fans qui feront le déplacement. Une grande partie est déjà sur place, le reste arrivera au fur et à mesure que les rencontres approchent. L'Algérie, qui s'est qualifiée pour la quatrième fois de son histoire à la Coupe du monde, sera soutenue par 2000 supporters. Ils regagneront le pays de la samba à partir de demain dans des avions affrétés par Air Algérie. Le nombre des fans algériens peut augmenter sensiblement avec l'arrivée de ceux résidant en Europe. Cependant, ce sont les Russes qui détiennent la part du lion avec 20 000 supporters attendus lors de cette édition. Parmi ces fans se trouvent quelque 500 hooligans, qui seront surveillés par le personnel du consulat général et les forces de maintien de l'ordre. Des consignes au respect des lois et des coutumes du pays hôte ont été données aux supporters pour éviter tout malentendu ou situation conflictuelle. C'est le même langage tenu par les autorités algériennes à l'égard des citoyens algériens durant le Mondial.

D'ailleurs les fans algériens seront accompagnés par 17 policiers pour coordonner le travail avec le service d'ordre brésilien. La délégation belge sera, elle aussi, accompagnée par sept policiers, habitués au contact avec les supporters. Les Diables rouges, qui reviennent au Mondial après deux éditions ratées (2006 et 2010), seront soutenus par environ 4000 supporters déchaînés qui croient en les chances de leur nouvelle génération. Des fans zones ont été installées au bord de la plage pour accueillir les supporters belges. La Corée du Sud sera également soutenue par un grand nombre de supporters durant le Mondial même si la distance à parcourir est grande. L'évènement le plus populaire de la planète vaut bien le déplacement. ***S. M.***

PHOTO : D. R.

DILMA ROUSSEFF : «BRAS OUVERTS ET PRÊT SUR ET HORS DES TERRAINS»

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a défendu mardi soir l'organisation controversée du Mondial 2014 qui débute aujourd'hui en affirmant que le Brésil était *«prêt, sur et en dehors des terrains»*. Dans une allocution radiotélévisée à la nation, Mme Rousseff a souhaité la bienvenue aux supporteurs du monde entier en leur disant que le Brésil les attend *«les bras ouverts»*, comme le Christ Rédempteur qui domine la baie de Rio de Janeiro. *«Le Brésil a surmonté les principaux obstacles et il est prêt sur et en dehors des terrains»*, a déclaré Mme Rousseff. La présidente brésilienne, candidate à sa réélection en octobre prochain, s'est lancée dans un plaidoyer sur les bienfaits du Mondial pour le pays. *«Nous avons construit, amélioré des aéroports, des ports, des avenues, des ponts, des voies d'accès, des lignes de transport rapides et nous l'avons fait en premier lieu pour les Brésiliens»*, a-t-elle dit. Ces réalisations *«ne partiront pas dans les valises des touristes après le Mondial. Elles resteront ici, bénéficiant à tous les Brésiliens. La Coupe dure à peine un mois* (12 juin-13 juillet, ndlr), *mais les bénéfices resteront toute la vie»*, a-t-elle poursuivi. La présidente brésilienne s'est efforcée de minimiser le fardeau des 11 milliards de dollars investis dans la préparation du Mondial, dont un tiers dans la construction ou la rénovation des stades. Les Brésiliens avaient massivement protesté en juin 2013 contre ces dépenses, pour réclamer à leur place des investissements dans des services publics de base très déficients comme les transports, la santé et l'éducation. *AFP*

À SIX JOURS DE SON PREMIER MATCH AU MONDIAL 2014

Halilhodzic prépare son plan d'attaque face à la Belgique

● Le coach Vahid Halilhodzic a opté pour le huis clos.

La sélection nationale continue sa préparation au Brésil. Le staff technique national a organisé, pour la journée d'hier, durant l'après-midi, au Sorocaba World Sports Center, le camp de base des Verts, une séance ouverte aux médias. La même chose est prévue demain dans la matinée.

Aujourd'hui, le coach Vahid Halilhodzic a opté pour le huis clos. Il s'agirait, selon toute vraisemblance, d'une séance tactique durant laquelle celui-ci mettra en place, lors d'un match d'application entre joueurs, son plan de jeu face à la Belgique et peaufiner les automatismes des trois compartiments, notamment la défense qui s'est montrée fébrile en première période face à la Roumanie.

Il est sans rappeler que les Verts vont affronter les Diables rouges, mardi 17 juin à Belo Horizonte. Le déplacement vers cette ville se fera ce dimanche, 48 heures donc avant le match. En somme, le groupe est entré dans le vif du sujet. La volonté et la motivation sont présentes chez les joueurs qui affichent, tous, de l'optimisme quant à leurs chances de passer au second tour. La mission sera difficile, mais les Verts, qui seront probablement privés des services de Hassen Yebda, qui a rechuté, avant-hier, lors d'une séance d'entraînement, lui qui avait déjà raté le match amical face à l'Arménie alors qu'il n'a bénéficié que de quelques minutes face à la Roumanie, sont décidés à créer un exploit face au premier favori du groupe H qui arrive avec une nouvelle génération de joueurs doués. C'est le rêve de tous les Algériens qui ont commencé à croire en les chances de leur équipe après avoir vu les rencontres amicales des adversaires de l'Algérie, notamment la Belgique mais surtout la Corée du Sud, qui ont été perçus comme étant des adversaires assez «prenables» pour Bougherra et ses coéquipiers. Bien évidemment, rien n'est gagné et les choses vont être très difficiles parce que, comme d'ailleurs l'a signalé Ghilas lors d'un point de presse animé au Brésil, une rencontre amicale ne ressemble en rien à un match de Coupe du monde. Mais les Verts ont montré, lors de leurs matchs amicaux, de bonnes dispositions de jeu qui vont leur permettre éventuellement de tenir tête à leurs adversaires et pourquoi pas les battre et créer l'exploit de passer au second tour pour la première fois dans l'histoire du football algérien en Coupe du monde. En tout cas, il est clair que les joueurs vont tout faire pour réaliser un bon parcours durant ce Mondial. En plus de la Belgique, dont le match est prévu mardi, l'Algérie affrontera la Corée du Sud le 22 juin et la Russie le 26 juin.

Abdelghani Aïchoun

PHOTOS : D. R.

Séance d'entraînement des Verts à Sorocaba

BELGIQUE
Lukaku reprend l'entraînement

L'attaquant international belge Romelu Lukaku, blessé à une cheville lors de la victoire des Diables rouges contre la Tunisie (1-0) en match amical de préparation disputé le 7 juin à Bruxelles, a repris l'entraînement hier, rapporte la presse locale. Le buteur en forme de l'équipe nationale belge a participé cet après-midi à la première séance d'entraînement des Diables Rouges au Brésil sur le terrain du golfe de Lake Resort de Mogi das Cruzes, lieu de résidence de l'équipe. Une séance qui a duré un peu plus d'une heure et a été axée sur la récupération après le long voyage de la veille. Les hommes de Marc Wilmots affronteront les Etats-Unis aujourd'hui en match amical à huis clos. Ils reprendront l'avion dimanche pour rejoindre Belo Horizonte, où ils affronteront l'Algérie le 17 juin.

CORÉE DU SUD
L'entraîneur stimule ses joueurs

Le sélectionneur de la Corée du Sud a indiqué mardi à Miami qu'il est impératif pour ses jeunes joueurs de rebondir rapidement après la cuisante défaite essuyée face au Ghana (0-4) en match amical de préparation.

«Nous devons revoir ce qui n'a pas marché lors de cette rencontre contre le Ghana. Nous avons une jeune équipe, et elle peut surmonter sa déception», **a déclaré Hong Myung-Bo. Le coach sud-coréen a reconnu que ses joueurs ont commis trop d'erreurs et que le match a été trop difficile pour eux : *«Nous avons encore des problèmes à régler au niveau de la défense. Mais les défenseurs ne sont pas les seuls à blâmer. Nos joueurs offensifs doivent participer à l'effort défensif.»***

LES FAVORIS, LES OUTSIDERS ET LES GROSSES COTES

A domicile, le Brésil apparaît comme le grand favori du Mondial-2014 qui débute aujourd'hui. Mais l'Espagne, tenante du titre, est elle aussi une candidate naturelle au titre, alors que derrière, l'Allemagne et l'Argentine de Messi mènent la troupe des outsiders. En embuscade, quelques équipes comme le Portugal ou la Belgique sont elles prêtes à créer une énorme surprise.

LES FAVORIS

Brésil-Espagne, c'était en 2013 la finale de la dernière Coupe des confédérations, répétition à échelle réduite de la Coupe du monde. Cela pourrait aussi être celle du Mondial, le 13 juillet au Maracana, tant les deux équipes semblent encore un cran au-dessus de la concurrence. La confrontation pourrait même avoir lieu plus vite que prévu si Roja ou Seleçao connaissaient un accroc lors de la phase de poules. En effet, les groupes A (celui du Brésil) et B (celui de l'Espagne), se croisent dès les 8es de finale. Attention à celui qui aurait la mauvaise idée de finir deuxième ! Pour son Mondial, le Brésil n'a pas le droit à l'erreur.

Un nouvel échec à domicile, comme en 1950, serait un nouveau drame. Le capitaine Thiago Silva, Neymar et les autres le savent. Leur succès 3-0 l'an dernier en Coupe des confédérations face à l'Espagne a montré que les Brésiliens étaient forts. Sans doute moins obsédée par le jogo bonito que certaines de ses devancières, la Seleçao 2014 est solide, mais pourrait se lézarder par le socle. Son gardien Julio Cesar, 34 ans, a en effet dû accepter un prêt à Toronto pour trouver du temps de jeu et semble fragile.

Le gardien de l'Espagne devrait être Iker Casillas, auteur en finale de la Ligue des champions d'une énorme erreur qui aurait pu coûter cher au Real Madrid. Son état de forme, ainsi que celui de l'avant-centre Diego Costa, font partie des sujets d'interrogation pour le sélectionneur Vicente Del Bosque.

L'autre question porte sur un éventuel vieillissement du modèle espagnol, symbolisé par la saison moyenne de Xavi. Mais à l'Euro 2012, les Espagnols avaient aussi parfois semblé à court d'idées avant de détruire l'Italie en finale (4-0).

LES OUTSIDERS

Le premier outsider est peut-être l'Argentine de Messi. L'attaquant de Barcelone n'a pas réussi la meilleure saison de sa vie. Mais une saison mitigée pour lui, c'est 43 buts en 49 matches. Avec un tel phénomène et une belle armada offensive (Agüero, Di Maria, Higuain...), l'Albiceleste peut viser haut, malgré une défense moins sûre et un gardien suspect (Romero).

L'Allemagne de son côté tourne autour depuis un moment (demi-finale des Mondiaux 2006 et 2010, finale de l'Euro 2008, demi-finaliste en 2012) et sa formidable génération a les moyens d'atteindre une finale de grand tournoi. Son milieu de terrain (Schweinsteiger, Kroos, Khedira, Ozil...) est peut-être le plus riche du tournoi. Finaliste du dernier Euro, l'Italie est une valeur sûre des grandes compétitions. Buffon et Pirlo s'approchent de la fin de carrière mais restent les patrons d'une Nazionale qui a des atouts avec Balotelli, Motta et une défense historiquement solide. Le forfait de Montolivo est tout de même un coup dur.

L'Uruguay enfin semblait avoir les moyens de faire au moins aussi bien que sa demi-finale de 2010 avec son impressionnant duo d'attaque Cavani-Suarez. Mais la blessure du joueur de Liverpool juste avant le Mondial rend la menace plus incertaine.

LES GROSSES COTES

Même avec leurs leaders offensifs Cristiano Ronaldo et Ribéry en pleine forme, le Portugal et la France n'auraient pas fait partie des premiers favoris. Avec un CR7 diminué et le forfait de Ribéry, les voir atteindre la finale voire le dernier carré serait une grande surprise et une vraie performance.

La Belgique et sa jeune génération emmenée par Eden Hazard ne manque pas de talent mais sans doute un peu d'expérience.

Finalistes en 2010, les Pays-Bas ont moins de certitudes cette année, avec un effectif rajeuni par Louis Van Gaal et un secteur défensif qui semble un peu juste à ce niveau.

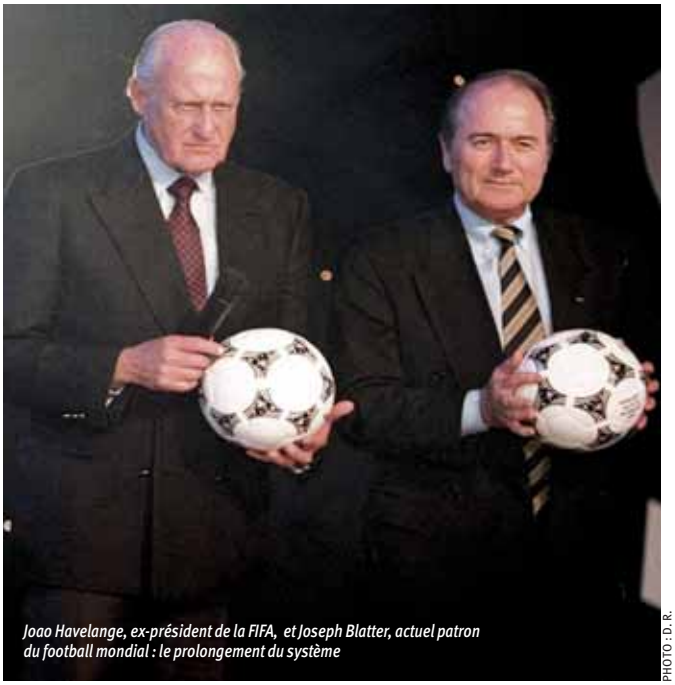
Chez les Africains enfin, c'est sans doute la Côte d'Ivoire qui a les meilleures chances avec, pour une fois, un groupe accessible et pour patron un Yaya Touré qui est désormais l'un des meilleurs joueurs du monde tous postes confondus.

AFP

CONFLITS D'INTÉRÊT, ABSENCE DE MORALE ET D'ÉTHIQUE, QATARGATE...

La FIFA au bord du déshonneur

Fondée en 1904 à Paris, la Fédération internationale de football association (FIFA) a débuté son histoire par un différend d'ordre pratique entre l'Association française des sports athlétiques et la Football Association anglaise. La première voulait affubler du profil d'amateur tout footballeur régulièrement inscrit dans un club, donc hostile au professionnalisme. La seconde, la fédération anglaise, a donné le statut de professionnel dès 1885 à tout joueur dont le revenu principal était tiré du football. Lancée donc par une poignée de nations au départ, la FIFA compte aujourd'hui 209 pays membres et reste maîtresse absolue de tous les rouages et de toutes les compétitions du football.
Confinée jadis dans le rôle de modeste institution en charge de la propagation du football dans le monde, en édicter les règles et désigner les villes devant abriter la seule compétition d'envergure internationale inscrite dans ses tablettes, la Coupe du monde, l'avancée technologique fulgurante de la période ayant suivi la Seconde Guerre mondiale allait lui donner une puissance inattendue.



Joao Havelange, ex-président de la FIFA, et Joseph Blatter, actuel patron du football mondial : le prolongement du système

PHOTO : D. R.

LA TÉLÉ ENRICHIT LA FIFA

L'intrusion de la télévision dans les foyers a eu pour conséquence immédiate d'asseoir définitivement l'hégémonie du football sur les autres sports. La World Cup 1966 en Angleterre s'ouvrait sur une nouveauté technique : la retransmission des matchs en direct.
La popularité grandissante de la balle ronde devait générer un apport financier considérable pour la FIFA. Sponsors, équipementiers et droits TV : une masse d'argent conséquente est cumulée à partir du milieu des années 1980 dans les caisses de la Fédération internationale. Ce cash-flow attirera une masse de prestataires de services et autres sociétés-écrans dont la plus connue est l'International Sport & Leisure, rendue fameuse plus tard sous les initiales d'ISL. Cette société de droit suisse a été fondée par l'ancien patron d'Adidas, Horst Dassler, et était étroitement liée à la FIFA, au CIO et à la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) dont elle trustait les contrats en tout genre. Le foot s'est mis à flirter avec le business et la FIFA excitait les appétits à l'extérieur et à l'intérieur de son enceinte. Joao Havelange (président de la FIFA de 1974 à 1998) se trouvait en ce temps-là au bon moment et au bon endroit : des prises de décisions sans partage, favorisées par une autoconcentration de tous les pouvoirs au sein de la FIFA au moment où les Coupes du monde successives allaient générer beaucoup d'argent en terme de droits télévisés et de marketing. Selon différentes investigations médiatiques particulièrement issues de Grande-Bretagne, Havelange aurait détourné à ce jeu-là 56 millions de dollars. L'enquête judiciaire déclenchée en Suisse et médiocrement menée n'a rien révélé.
La FIFA est protégée au sein de la Confédération helvétique, estiment des observateurs, du fait de son statut d'association internationale de prestige et de l'opacité des transactions financières douteuses à l'intérieur de ce qui a été longtemps le paradis du secret bancaire. Après de nombreuses affaires scabreuses que tout le monde savait à la FIFA et que personne n'osait dénoncer, faute de preuves palpables, ISL, la société douteuse très liée à Joao Havelange, est mise en faillite.
Entretemps, Sepp Blatter, l'inamovible secrétaire général, tête pensante de la FIFA, prend la place du Brésilien, parti après 28 ans de règne absolu dont le plus grand «mérite» est d'avoir transformé la vénérable institution en oligarchie indéboulonnable. Sous son air faussement débonnaire, le polyglotte suisse, aux compétences administratives et juridiques avérées, doté d'un sens aiguisé de l'organisation et à l'intelligence rare, allait substituer au système Havelange le sien propre. Le long de son parcours depuis son avènement en 1998, Blatter multipliera les formules coupe du monde à destination des jeunes catégories de footballeurs et également des femmes qui possèdent, depuis quelques années, leur propre Mondial.

PAS DE DONNÉES BANCAIRES

C'est en fait autant de sponsors, de droits télévisés, donc de corruption et de magouilles. La FIFA se transforme ainsi en société commerciale et l'argent coule à flots.
Mais sur les bords paisibles du lac de Zurich, d'autres grosses affaires vont tonner jusqu'aux abords du Mondial brésilien qui s'enclenche ce soir et durera un mois. Il s'agit des derniers rebondissements ayant présidé à l'octroi de l'organisation de la Coupe du monde 2022 au Qatar, petit pays par la superficie mais grand par ses recettes pétrolières. À moindre coût que la Russie qui accueillera le Mondial 2018, le Qatar et certains responsables de la FIFA sont dans l'œil du cyclone, particulièrement les 23 votants du comité exécutif issus d'horizons divers et qui ont eu en charge de plébisciter le petit émirat au détriment de la puissante Albion, l'Angleterre, qui voulait renouer avec le rendez-vous mondial après celui qui l'avait consacré en 1966. Comme il est difficile d'avoir des données bancaires sur de telles forfaitures, toutes les sonnettes d'alarme tirées par la presse ou par des personnalités en vue s'avéreront vaines. Pour se donner bonne conscience, Blatter a mis en place une commission d'enquête de la FIFA pour évaluer les attributions des Mondiaux 2018 et 2022. Comment les propres membres de la FIFA peuvent-ils être juge et partie dans ces affaires ? Quelle crédibilité ont les investigateurs quand ils obéissent au doigt et à l'œil à Blatter ? Ainsi est fait le système Blatter. On tourne en rond, en attendant que l'orage passe pour que tout redevienne docile et tranquille. Sans contrepouvoir tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, la FIFA restera sous la Coupe de sa propre oligarchie née sous l'ère Havelange, prolongée et sophistiquée par Blatter. A moins d'un coup de théâtre au parfum de scandale planétaire…

Omar Kharoum

RAOURAOUA MENACE LES ENVOYÉS SPÉCIAUX ALGÉRIENS

Les médias algériens n'ont-ils plus le droit de critiquer la FIFA ? Apparemment, l'instance internationale de football est en train d'user de tous les moyens afin de taire toute voix discordante. Le quotidien *Liberté* a rapporté hier que le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, a averti, au Brésil même, tout journaliste qui véhiculerait de *«fausses informations»*. Il a évoqué l'*«intransigeance de la FIFA»* qui a prévu de retirer aux journalistes concernés leurs accréditations au Mondial.
Mais de quoi s'agit-il au juste ? Même si le premier responsable du football algérien n'a pas été plus précis, il est fort à parier que cela soit en relation avec les accusations de corruption émises à l'encontre de responsables de la FIFA rapportées par certains médias algériens ou les analyses qui lient ces accusations avec la volonté de Michel Platini, président de l'UEFA, de se porter candidat pour la présidence de la FIFA, ce qui gênerait énormément Blatter. L'instance internationale veut mettre un terme à tout cela et elle a chargé, dans cet objectif, les fédérations nationales, la FAF dans notre cas, de faire en sorte que les médias nationaux n'évoquent plus les sujets qui fâchent. La FIFA est sujette aux critiques comme toute autre institution. Et les accusations de corruption qui la touchent sont lancées depuis des années déjà. Le principal mis en cause par les journaux britanniques dans cette affaire de Mondial 2022, le Qatari Bin Hamad n'a-t-il pas été radié à vie en 2012 par la FIFA même ? Trop de doutes planent sur la planète football. Et les médias ont le droit de se poser des questions.

K. G.

JÉRÔME CHAMPAGNE. *Candidat à la présidence de la FIFA*

«Le football ne sera jamais prioritaire face aux revendications sociales»

Jérôme Champagne, candidat déclaré à la présidence de la FIFA en 2015, est un diplomate français. Depuis quatre ans, il est conseiller en football international de plusieurs fédérations, notamment celles de la Palestine et du Kosovo. Dans cet entretien, accordé exclusivement à un journal algérien, il présente et défend sa candidature à la présidence de la FIFA, et commente l'actualité qui agite le foot mondial.

PHOTO : D. R.

Jérôme Champagne

Propos recueillis par **Samir Ghezlaoui**

Le roi Pelé soutient votre candidature à la présidence de la FIFA pour 2015. Mais quelles chances avez-vous de l'emporter face au président-candidat Sepp Blatter ?

J'ai toujours refusé de faire des hypothèses. Je me suis déclaré officiellement candidat il y a maintenant 5 mois. Sepp Blatter a affirmé très récemment sa volonté de se présenter à nouveau. L'élection présidentielle de la FIFA en 2015 est un moment décisif pour l'avenir du football. Avant d'être une compétition entre des hommes, il s'agit d'un débat d'idées. J'ai exposé les miennes et je continue à le faire à travers des lettres thématiques envoyées à chacune des 209 fédérations et publiées sur internet. J'attends maintenant les autres programmes pour lancer un grand débat attendu par l'ensemble du peuple du football…

Avez-vous des contacts ou des soutiens parmi les fédérations africaines, particulièrement la FAF ?

Bien évidemment, mais vous comprendrez que je ne peux à ce moment en révéler les noms afin d'éviter que ces fédérations soient l'objet de pressions. La liste des cinq fédérations soutenant un candidat ne doit être fournie à la FIFA qu'en janvier 2015. Quant à la Fédération algérienne, j'ai suivi de très près sa vie depuis maintenant plus de quinze années avec les améliorations nettes intervenues avec stabilité, développement et professionnalisme sous la présidence de monsieur Raouraoua.

Président de la FIFA, qu'est-ce que vous allez changer d'important dans la gestion du foot mondial ?

Mon programme d'actions vise à relever les défis posés au football mondial, liés à la croissance des inégalités, la privatisation du jeu et le scepticisme grandissant vis-à-vis de ses institutions. La fracture s'accroît entre l'Europe et le reste du monde. Il n'est pas normal qu'aujourd'hui le continent africain reste principalement voué à l'exportation de joueurs vers l'Europe. Il existe également des inégalités au sein d'un même continent. En Europe par exemple, est-il courant de voir un club néerlandais ou suédois accéder aux quarts de finale d'une compétition internationale ? Cela semble presque impossible contrairement à il y a une vingtaine d'années.

C'est dû à quoi, selon vous ?

L'autorité des institutions du monde du football est remise en cause par la privatisation du jeu. On voit aujourd'hui des grandes sociétés, des fonds de pension, des structures multinationales et même des gouvernements investir massivement dans le football. Je ne suis pas contre l'argent dans le football, au contraire, mais il faut veiller à l'équilibre entre le football en club et le football en sélection nationale. L'argent ne peut pas prendre le pas sur les engagements internationaux. Finalement il faut admettre que la FIFA connaît actuellement un déficit d'image. Les institutions du football suscitent un scepticisme grandissant de la part de l'opinion publique. Bien que nombre d'allégations ne soient pas toujours fondées sur la gestion de l'argent, il faut aujourd'hui redorer l'image du football.

Mais il y a un peu de vérité dans tout ça quand même. L'argent et la corruption polluent la FIFA et les différentes fédérations nationales du football. Comment comptez-vous lutter contre ces fléaux ?

La moralisation du football passe nécessairement par la réduction des inégalités actuelles qui mettent en danger son avenir ! La FIFA doit accroître encore ses programmes de développement compte tenu de ses réserves financières, par exemple en lançant un ambitieux programme mondial d'installations de pelouses synthétiques dans les pays et zones défavorisées avec une réduction des coûts sur la base d'économies d'échelle. Elle doit aussi mettre en place un programme spécial réservé aux plus démunis. Aujourd'hui, tous les programmes de la FIFA comme Goal, FAP, «Gagner en…», etc., sont bénéfiques à tous, sans distinction de situation économique et financière. S'il est normal que toutes les fédérations reçoivent leur part des revenus, la FIFA ne peut soutenir de la même manière une riche fédération européenne, du Golfe ou de l'Extrême-Orient, et les fédérations les plus démunies d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Océanie, voire même d'Europe de l'Est. Je propose également de renforcer la transparence et la traçabilité des aides financières de la FIFA et du football en général (fonds des autres institutions du football, fonds publics, etc.). Je suis pour la création d'un «haut conseil mondial pour le développement du football» chargé de coordonner l'ensemble des programmes de développement et veiller à une redistribution plus juste des revenus du football.

En cas de confirmation des soupçons de corruption qui pèsent sur l'attribution du Mondial 2022 au Qatar, surtout après les dernières révélations de la presse anglaise. Demanderiez-vous de retirer l'organisation à ce pays ?

Au sujet du Qatar 2022, mes positions n'ont jamais changé. Je crois que c'est une bonne chose d'amener la Coupe du monde dans toutes les régions de notre planète. J'ai occupé mon premier poste diplomatique à l'ambassade de France à Oman, j'aime cette région. Le principe qui doit prévaloir est «innocent jusqu'à preuve de culpabilité», mais on doit savoir ce qui s'est passé. Les éléments publiés par le *Sunday Times* ne font que renforcer cette position. Je fais confiance à Michael Garcia et j'attends son rapport avec impatience. Toutes les options sont sur la table d'autant qu'au-delà des allégations sur les conditions du vote, se rajoutent la question des travailleurs du sous-continent indien et celle de la date. L'image de la Coupe du monde et celle de la FIFA sont au centre de mes préoccupations.

La Coupe du monde au Brésil suscite aussi de nombreuses réactions négatives de la part des populations locales. Pensez-vous, comme Platini, que le foot est prioritaire aux revendications sociales du peuple brésilien ! ?

Le football ne sera jamais prioritaire aux revendications sociales d'un pays. A mon avis, la FIFA va devoir engager une réflexion approfondie sur le processus de désignation des pays hôtes de la Coupe du monde. A l'avenir, la FIFA devra peut-être revoir à la baisse ses attentes et mieux cerner les enjeux locaux. Si la FIFA souhaite que la Coupe du monde continue à se dérouler dans des pays démocratiques, il va falloir changer de style, être moins impérialiste, moins exigeant.

L'Algérie et la France seront au Brésil. Quel pronostic faites-vous sur les parcours des Fennecs et des Bleus en cette Coupe du monde ?

Je suis ravi que l'Algérie soit représentée pour la quatrième fois de son histoire lors de la plus prestigieuse des compétitions de football. A l'international, les Fennecs poursuivent un parcours intéressant depuis 2010 : deux participations consécutives à la Coupe du monde, et deux présences à la CAN en 2010 et 2013. Passé l'épreuve des qualifications au sein de ce groupe H me semble à la portée de l'Algérie à condition de solidifier les acquis de ces deux dernières années et gagner en stabilité dans la gestion interne de l'équipe. Les Fennecs devront sans doute batailler face à une équipe belge très prometteuse pour obtenir une première ou une seconde place. Quant aux Bleus, c'est une équipe qui devrait arriver au Brésil sans pression, avec des joueurs parmi les meilleurs à leurs postes dans le monde. C'est à eux et Didier Deschamps de former une vraie équipe de cette constellation de talents.

S. G.

BLATTER : LE FOOT, UNE «ENTREPRISE» QUI PROVOQUE PARFOIS DES «CONTROVERSES»

PHOTO : D. R.

Joseph Sepp Blatter, président de la FIFA

Le président de la FIFA, Joseph Blatter, a dit mercredi que le foot était devenu une «entreprise» qui pèse *«plusieurs milliards de dollars»*, ce qui génère parfois des *«controverses»* et des *«situations compliquées»*, dans son discours de bienvenue du Congrès à Sao Paulo. Blatter n'a pas évoqué son avenir, lui qui ne cache plus son souhait d'un 5e mandat à 78 ans.

Il a encore deux moments pour le faire, s'il le veut, puisque son discours formel est le 8e point de l'agenda du Congrès et qu'il y a une conférence de presse de clôture. *«Le foot n'est pas seulement un jeu, c'est devenu, qu'on le veuille ou non, une entreprise qui pèse plusieurs milliards de dollars et génère parfois des controverses et des situations compliquées.»* Depuis l'attribution du Mondial 2022 au Qatar en décembre 2010, c'est un flot ininterrompu d'accusations de corruption qui est charrié par la presse, surtout anglaise, et déferle sur la FIFA. C'est ce qu'on appelle le «Qatargate».

Mardi, l'UEFA a reproché à Blatter d'être président en exercice et de ne pas avoir su mettre un terme à ce climat délétère autour de la FIFA, le sommant de ne pas se présenter à l'élection du 29 mai 2015 à Zurich. Michael J. Garcia, enquêteur de la FIFA, doit remettre dans six semaines son rapport sur le Mondial 2022 à la chambre de jugement du comité d'éthique de la FIFA. Blatter espère que les conclusions de cette chambre seront rendues en septembre ou octobre. Des sponsors de la FIFA comme Visa, Hyundai, Coca-Cola, Adidas, Budweiser ou Sony, ont sommé en début de semaine la Fifa d'agir pour mettre fin au «Qatargate». ***AFP***

CONFÉRENCE NATIONALE DE L'OPPOSITION

Une instance commune de suivi installée

● Les acteurs de l'opposition se sont mis d'accord sur la mise en place d'un cadre organisé qui permettra à la démarche entreprise d'avancer.

Consolider la démarche et rapprocher les initiatives. Après avoir réussi un premier pas vers l'union, les leaders de l'opposition, qui se sont réunis mardi dernier à Alger, ne comptent pas retomber dans leurs divisions à l'avenir. En coulisses, pendant et après le conclave d'avant-hier à l'hôtel Mazafran, ils étaient unanimes à maintenir cette nouvelle dynamique et la renforcer avec *«le dialogue, le rapprochement et l'association du citoyen à cette démarche». «Tous les participants sont d'accord sur ce point. Comme nous l'avons souligné dans les résolutions adoptées à l'issue de la conférence, il est nécessaire d'associer le citoyen à cette démarche. Il faut constituer un rapport de force en s'ouvrant davantage sur toutes les franges de la société»*, explique Zineddine Tebbal, chargé de la communication du Mouvement de la société pour la paix (MSP). La seconde décision porte sur le rapprochement des initiatives en vue d'avancer dans la revendication de la transition.

La conférence nationale de transition a été clôturée avec l'adoption d'une série de recommandations.

Les résolutions de ce conclave portent sur onze points, dont un appelle à l'élargissement du débat pour interpeller le pouvoir sur la gravité de la situation et les menaces qui pèsent sur le pays. Après avoir dénoncé les fléaux de la bureaucratie et de la corruption qui minent la nation, les participants en appellent également à une plus grande mobilisation pour une sortie de crise organisée. Afin d'entretenir cette nouvelle flamme qui vient d'être allumée sur la scène politique nationale, les acteurs de l'opposition se sont mis d'accord sur la mise en place d'un cadre organisé qui permettra à la démarche entreprise d'avancer. Pour cela, ils ont décidé d'installer une instance de concertation et de suivi. *«Ce cadre organisé ne devrait pas se substituer aux partis politiques, qui garderont leurs identités. C'est à travers ce cadre que nous maintiendrons le contact avec tous les participants à la conférence d'hier (mardi, ndlr) pour approfondir le dialogue afin d'enrichir la plateforme élaborée par la CLTD»*, explique encore Zineddine Tebbal.

De plus, la conférence insiste sur la nécessité de *«poursuivre le combat pour un véritable changement qui concrétise la souveraineté du peuple dans le choix de ses décideurs et de ses représentants». «Après enrichissement de la plateforme et son adoption, le document consensuel qui en résultera sera proposé au pouvoir et à la société»*, lit-on dans ces résolutions.

PHOTO : H. LYÈS

Les participants comptent donner un prolongement à la conférence à travers une série d'actions qui reste à déterminer

ORGANISATION DE CONFÉRENCES THÉMATIQUES

Dans ce sens, les participants invitent le pouvoir à répondre favorablement à la demande de transition et à saisir l'opportunité qui lui est offerte par la conférence. Sachant qu'aucune initiative politique ne peut aboutir sans la population, les leaders de l'opposition décident également de communiquer continuellement avec le peuple, faire participer la femme et les jeunes à la démarche de la transition démocratique et élargir le front des partis et des personnalités convaincus par le changement. *«Il a été décidé aussi de poursuivre la concertation avec les partis politiques et les personnalités nationales pour garantir la poursuite de la coordination et le travail commun avec les différentes parties participant à la conférence»*, précise-t-on, indiquant que la CLTD se charge de la poursuite des consultations.

Parmi les décisions prises également, selon le chargé de communication du MSP, des conférences thématiques qui traiteront de toutes les questions qui concernent le citoyen. Par ailleurs, la CLTD devra tenir, au cours de la semaine prochaine, une réunion pour évaluer la conférence d'hier. ***Madjid Makedhi***

TRIBUNAL D'ALGER

6 mois de prison avec sursis pour l'avocat Mohcène Amara

Le tribunal d'Alger a condamné, lundi dernier, l'avocat Mohcène Amara à une peine de six mois de prison avec sursis pour «avoir outragé le bâtonnier» et décidé du non-lieu pour le délit de «menace de mort». Ce délibéré a été prononcé deux semaines après le procès qui a opposé l'avocat à son adversaire, Abdelmadjid Sellini, bâtonnier d'Alger, à la suite d'une plainte déposée par ce dernier auprès du tribunal d'Alger qui a valu au prévenu, fait unique, une détention provisoire de plusieurs jours. Après de nombreux reports, l'audience du jugement a été programmée le 26 mai dernier, durant laquelle le débat était électrique en raison des propos entre la défense de la partie civile et le prévenu. Après cinq heures de questions-réponses, le ministère public a requis 6 mois de prison ferme, avant que l'affaire ne soit mise en délibéré.

Lundi dernier, le tribunal a décidé «un non-lieu pour le délit de menace de mort et six mois de prison avec sursis pour celui d'outrage au bâtonnier».

Contacté, maître Amara a fait savoir qu'il introduira un appel auprès de la cour d'Alger parce qu'il conteste le verdict. Il persiste à dire que *«le délit d'outrage à bâtonnier n'existe nulle part dans le code pénal. Il y a l'outrage à avocat, mais dans l'exercice de ses fonctions. Or ce n'est pas le cas. Je ne vais pas me laisser faire. Je compte déposer une plainte contre tous ceux qui ont participé à ce procès, à commencer par le procureur général et le bâtonnier, maître Sellini»*.

A signaler que la mise en détention de l'avocat est un fait unique dans les annales de la justice, mais cela n'avait malheureusement pas suscité de réprobation dans les rangs des avocats d'Alger, occupés par les préparatifs de l'élection des membres du barreau de la capitale. Pourtant, le prévenu avait été arrêté, selon son avocat, Mokrane Aït Larbi, «en violation» de la procédure. D'abord du fait qu'il s'agit d'un avocat protégé par un statut, mais aussi parce que l'arrestation s'est déroulée en dehors des heures légales prévues par le code de procédure pénale. ***Salima Tlemçani***

ALGÉRIE - ETATS-UNIS

Lobbying de Hillary Clinton en faveur de General Electric

Hillary Clinton a révélé, dans son ouvrage *Hard Choices*, avoir fait du lobbying auprès du président Abdelaziz Bouteflika en faveur de la compagnie américaine General Electric (GE). Cette révélation est contenue dans la sixième et dernière section du livre, qui vient d'être édité aux Etats-Unis. L'ancienne secrétaire d'Etat américaine dévoile les coulisses de son intervention en faveur de ce géant américain. Elle affirme qu'après la rencontre avec Abdelaziz Bouteflika en octobre 2012 à Alger, elle était *«optimiste»* pour GE et que *«moins d'une année après, elle l'a fait»*. Cette intervention a permis à General Electric d'annoncer, en 2013, la signature de l'une des plus grosses commandes de son histoire avec la SPE, une filiale de l'entreprise publique de gaz et d'électricité, Sonelgaz. Cette société avait acheté neuf centrales électriques au groupe américain. Le contrat s'élevait à 2,7 milliards de dollars. Ces équipements doivent permettre, à eux seuls, à l'Algérie d'accroître sa capacité de production d'électricité de 70%. Hillary Clinton a entamé un véritable marathon médiatique pour la promotion de son ouvrage pour lequel elle aurait touché plus de 14 millions de dollars de la part de son éditeur. Interviews, discours, dédicaces : si ce n'est pas officiellement un départ en campagne présidentielle, reste que la tournée qu'entame cette semaine Hillary Clinton ressemble à s'y méprendre au prélude à une candidature à la Maison-Blanche. *Hard Choices* est consacré exclusivement aux «décisions difficiles» diplomatiques auxquelles Hillary Clinton fut associée de 2009 à 2013, que ce soit sur le Moyen-Orient, l'Iran, le Printemps arabe ou la Russie. ***Salim Mesbah***

FAMILLES SYRIENNES BLOQUÉES À LA FRONTIÈRE ALGÉRO-MAROCAINE

«Donnez-nous un territoire !»

● Huit Syriens, dont quatre enfants en bas âge, composant deux familles, sont bloqués dans un no man's land entre l'Algérie et le Maroc.

Mercredi, 14h 30. Un soleil de plomb terrasse les corps frêles d'êtres humains victimes du destin, mais surtout de la bêtise… humaine ! Sobhi Aïd, 31 ans, originaire de Homs, n'a plus de voix : *«Regardez-nous, nous ne sommes ni ici ni là-bas (allusion faite aux deux territoires qui se font face). On a fait de nous des apatrides.»* Et d'ajouter : *«Nous sommes entrés par l'Algérie, mais dès que nous avons eu vent de la régularisation des Syriens par le gouvernement marocain, nous avons traversé la frontière pour aller à Oujda déposer nos dossiers. Sur place, les autorités marocaines nous ont remis un récépissé de séjour. Cependant, les mêmes responsables se sont aperçus de l'expiration de nos documents de voyage. Nous avons dû donc retourner à Alger pour renouveler nos passeports. C'est ce qui a été fait, mais pendant la traversée, on a été arrêtés par les soldats marocains pour être refoulés vers l'Algérie. Qu'à cela ne tienne ! Curieusement, les garde-frontières s'y sont opposés, motivant leur décision par le fait que nous sommes résidents au Maroc. C'est vraiment kafkaïen !»* Notre interlocuteur affirme qu'ils reçoivent la nourriture des GGF algériens.

Fawzia, épouse du frère de Sobhi et maman de la petite Afinate, un an et demi, gravement malade, arrive difficilement à se confier : *«J'ai du mal à croire que nous sommes dans une situation de prisonniers, parce que c'est le cas même si nous sommes en plein air et sans hostilité des uns et des autres. L'état de santé de ma fille est très inquiétant. On ne peut pas l'évacuer vers une structure hospitalière ni en Algérie ni au Maroc, puisque les deux pays nous refusent. Notre seule demande c'est de nous permettre de nous déplacer de ces lieux inhospitaliers le plus vite possible dans n'importe quelle direction. Nous souhaitons simplement aller dans un pays pour survivre dignement et décemment, soigner notre fille et nous éviter des lendemains incertains.»*

Bizarrement, au moment où nous nous apprêtons à retourner à Maghnia, nous avons failli être arrêtés par les gardes-frontières pour le délit… d'«immigration clandestine». Et dire que nous étions en territoire algérien ! Afinate, Fawzia, Sobhi… interpellent le monde : *«Donnez-nous un territoire !»* ***Chahredine Berriah***

CONTRÔLE DE LA TRANSFORMATION DE LA POUDRE DE LAIT

Le gouvernement fait machine arrière

● Prévue pour le 1er juin, l'application de cette mesure a été ajournée.

Le ministère du Commerce et celui de l'Agriculture font machine arrière au sujet de l'application de la mesure relative au contrôle de l'utilisation par les laiteries de la poudre de lait subventionnée.

Si elle a été officiellement reportée à janvier 2015, pour *«des raisons pratiques»*, si on s'en tient aux propos d'un haut responsable du département du Commerce, il n'en demeure pas moins que cette mesure a déjà suscité de vives réactions de la part de l'Association de protection et orientation du consommateur et de son environnement (Apoce) qui s'est farouchement opposée à son application.

Prévue pour le 1er juin dernier, l'application de cette instruction interministérielle a été ajournée, selon les explications du même responsable, repris par l'APS, en raison d'une importante disponibilité de stocks d'emballage résiduel déjà pré-imprimé. *«On a décidé de reporter la mis en œuvre de cette instruction afin de ne pas pénaliser les producteurs disposant déjà d'importants stocks d'emballage»*, a souligné Abdelhamid Boukahnoun, directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce.

PHOTO : D. R.

L'ajout d'amidon de maïs peut nuire aux consommateurs diabétiques

Or, cette mesure a été largement contestée par l'Apoce qui a demandé au ministère de la revoir. Le président de cette association, Mustapha Zebdi, avait émis comme réserve sur l'ajout de l'amidon de maïs comme traceur, à raison de 0,5 g à chaque 100 g de poudre de lait. *«Très riche en sucre, ce qui peut nuire aux consommateurs diabétiques dont le nombre dépasse les deux millions en Algérie»*, avait notamment mis en garde M. Zebdi. Mais, selon M. Boukahnoun, *«l'objectif de cette instruction est de s'attaquer surtout aux tricheries et aux tromperies sur la qualité substantielle des produits qui bénéficient d'une subvention de l'Etat»*. Cette mesure (d'ajout d'amidon), poursuit-il, *«est pratiquée par plusieurs pays qui subventionnent ces produits sensibles sans oublier que plusieurs aliments contiennent déjà de l'amidon, donc on ne peut parler de risques sur la santé»*, a-t-il rassuré.

Il reste que l'Apoce, qui avait réclamé que l'application de l'instruction soit retardée, a réussi à avoir gain de cause. L'association avait notamment demandé de revoir la question de l'adjonction du traceur, en apportant des garanties de santé et préconisé à ce que le traceur utilisé ne soit pas mis dans le mélangeur de la laiterie, mais introduit par le pays d'origine.

Publiée le 5 mars dans le cadre de l'accompagnement du secteur de l'agriculture dans l'organisation de la filière lait, l'instruction vise à faciliter, également, les opérations de contrôle pour que ce produit ne soit pas détourné de sa finalité, à savoir la production de lait en sachet administré depuis 2001 à 25 DA.

R. Beldjenna

PASSIVITÉ ET LAXISME DES POUVOIRS PUBLICS

L'impunité à l'origine des intoxications alimentaires

C'est l'été. Les risques d'intoxication alimentaire augmentent durant cette saison. Le non-respect de la chaîne de froid et le comportement de certains commerçants sans scrupule mettent en danger la vie des citoyens. L'Association de protection et orientation du consommateur et de son environnement (Apoce) tire la sonnette d'alarme.

«Des vies humaines sont en danger. L'impunité règne. La lutte la plus efficace est d'intensifier les contrôles en amont et en aval», souligne le président de l'association, Mustapha Zebdi. Intervenant hier à Alger, lors d'une conférence de presse organisée par l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCCA), M. Zebdi n'y va pas par 4 chemins pour dénoncer le laxisme des pouvoirs publics. *«Il existe des commerçants qui trichent sur la date du produit et d'autres qui utilisent des substances pour faire croire que la viande est fraîche. Mais lorsqu'ils sont démasqués, les élus communaux, pour des considérations politiciennes, ne sanctionnent pas. Au pire, le local est fermé durant deux semaines, puis il est rouvert»*, expose, à titre d'exemple, M. Zebdi. Et de s'interroger : *«Où est l'Etat, où sont les services qui ne doivent aucunement tolérer ce genre de pratiques ? Où sont les directions du commerce. Il faut savoir que cette passivité engendre mort d'homme.»* Mustapha Zebdi préconise le transfert des services d'hygiène à d'autres départements. *«Ils ne peuvent continuer à être chapeautés par la commune pour des considérations électorales»*, explique-t-il. D'autre part, le président de l'Apoce affirme qu'*«il y a plus dangereux que les intoxications alimentaires, entre autres, les produits chimiques utilisés dans l'agroalimentaire, des OGM et aussi des emballages qui ne répondent pas aux normes»*. Selon lui, *«il faut lutter contre la mauvaise hygiène à la source pour pouvoir éliminer les risques d'intoxication successivement»*.

Mustapha Zebdi ne cache pas son amertume. *«Nous avons sollicité plusieurs fois les directions de commerce pour réaliser des analyses sur des produits. Mais à chaque fois, c'est la passivité qui prime. Donc, nous avons opté pour d'autres formules plus radicales. Nous saisissons l'opérateur et nous exigeons de lui de retirer du marché un article, sinon, nous le dénonçons publiquement. C'est du chantage, mais nous n'avons pas le(d'autre) choix. Nous sommes prêts à utiliser tous les raccourcis pour sauver la vie des consommateurs»*, dit-il.

M. B.

TRAVAIL DES ENFANTS

19 000 mineurs «exploités» à Chlef

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le travail des enfants, qui coïncide chaque année avec le 12 juin, le bureau de wilaya de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) de Chlef dénonce l'emploi des enfants pour des travaux divers. Il estime que 19 000 mineurs sont embauchés pendant les vacances d'été et 8000 autres travaillent de manière régulière à travers la wilaya. La plupart d'entre eux sont souvent utilisés comme main-d'œuvre dans les décharges sauvages, les commerces et les exploitations agricoles. Privés de scolarisation, ils sont surtout présents dans les dépotoirs pour récupérer les objets destinés au recyclage, mettant ainsi leur vie en péril pour la modique somme de 200 DA la journée, relève le bureau de wilaya de la LADDH. Il cite les causes à l'origine de ce phénomène, à savoir la pauvreté, l'exclusion du système scolaire, les disparités économiques et sociales, et l'éclatement de la cellule familiale, entre autres. Le phénomène est encore accentué par la dégradation continue des conditions de vie et l'absence d'une stratégie gouvernementale pour juguler le chômage, a ajouté la Ligue de défense des droits de l'homme. Elle émet par ailleurs des recommandations pour la prise en charge de cette catégorie de personnes en difficulté.

A. Yechkour

SYNDICAT NATIONAL DES ENSEIGNANTS CHERCHEURS

Appel au maintien de l'activité complémentaire

Les assises de la santé, l'activité complémentaire, le financement et l'organisation des structures de la santé sont les points essentiels abordés hier par le professeur Djidjelli, président du Syndicat national des enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires (Snechu), lors d'une conférence de presse organisée au siège du syndicat, à l'hôpital Mustapha. Abordant d'emblée la tenue des assises nationales de la santé les 16 et 17 du mois en cours sans pour autant opter pour le boycott, le président du syndicat rejette en bloc toute la démarche initiée par le ministère de la Santé à travers laquelle sont posés les problèmes de la santé en Algérie. Il estime que le système de santé a besoin d'être examiné dans toutes sa complexité et des questions précises telles que l'autonomie et la décentralisation des structures de santé, la réévaluation des actes, la médecine gratuite et la médecine à deux vitesses doivent être réglées au préalable avant d'aller vers un regroupement national qui risque de connaître le même sort que les précédentes réunions. *«Avant d'aller à ce type de rencontre, il faut se fixer des objectifs et surtout avoir la garantie d'un engagement politique qui pourra assurer l'aboutissement de ces objectifs. Plusieurs points, tels le financement de la santé, la santé à deux vitesses, nécessitent aujourd'hui un débat national, car ce n'est pas lors des assises qu'on pourra le faire»*, a-t-il souligné en faisant référence à la délivrance des prises en charge à l'étranger. Sur ce point précis, il estime que les Algériens ont le droit de savoir qui en bénéficie. *«Il est temps de revoir le mécanisme lui-même – qui décide et comment cela se décide – pour faire cesser cette injustice et travailler dans la transparence totale tout en préservant le secret médical»*, a-t-il indiqué. Quant à la pratique de l'activité complémentaire, le Pr Djidjelli plaide pour son maintien en tant qu'activité lucrative qui ne peut être assurée que durant les week-ends et les jours fériés. *«Elle doit être aussi liée au rendement des personnes dans leurs services. Elle ne sera accordée qu'à ceux qui ont assuré leur programme annuel et ont montré satisfaction aux yeux de l'administration. Tout dépassement doit être sévèrement sanctionné et l'administration est là pour assurer le contrôle»*, a-t-il suggéré. Interrogé sur les résultats contestés du concours d'accès à la chefferie de service, le Pr Djidjelli, postulant à ce concours, a signalé que le syndicat ne peut pas être partie prenante à ce débat, bien que *«c'est grâce au syndicat que ce concours a pu avoir lieu. Il n'est pas normal de recourir à la contestation alors que les résultats officiels ne sont pas affichés. On ne peut pas réagir sur ouï-dire. La grille que les candidats contestent est connue depuis deux ans. Ils ont accepté d'être évalués sur la base de cette grille, personne ne l'a contestée avant le concours et aucune autorité n'a été saisie. Maintenant, il faut savoir qu'une fois les résultats proclamés, ces candidats ont dix jours pour déposer leurs recours et la loi est claire à ce propos»*. Par ailleurs, des audiences ont été accordées hier par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, et par celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Mebarki, au collectif des candidats lésés lors de ce concours.

Dj. Kourta

HÔPITAL DE BIRTRARIA

Grève des paramédicaux à partir du 17 juin

Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) a déposé un préavis de grève de deux jours par semaine à partir du 17 juin au niveau de l'hôpital de Birtraria (El Biar), pour dénoncer *«les pressions exercées sur les membres du bureau de la section syndicale locale»*, dans un communiqué diffusé hier, le syndicat rassure que le service minimum sera maintenu. La direction de cette structure sanitaire est interpellée, selon le syndicat, sur le respect du droit à l'activité syndicale. Lounes Ghachi, président de ce syndicat autonome dénonce l'attitude de la première responsable de cette structure concernant *«les pressions subies par des syndicalistes qui ne demandent qu'à disposer du cadre nécessaire pour l'exercice de leur droit garanti par la Constitution»*. Le bureau syndical de cette structure a déposé une plainte pour dénoncer *«les intimidations et autres formes de pression subies par des syndicalistes»*, apprenons-nous auprès de membres du bureau de ce syndicat. Le SAP réclame également le bilan de la gestion des œuvres sociales de cet établissement et la remise des fiches de paie des travailleurs.

F.A.

TIZI OUZOU

SGA ouvre un centre d'affaires

La Société Générale Algérie (SGA) a ouvert, mardi, un centre d'affaires dans la ville de Tizi Ouzou. Il s'agit d'une structure bancaire dotée d'un personnel destiné à accompagner les entreprises. Le directeur commercial, Matthieu Vacarie, a déclaré que l'ouverture de ce centre d'affaires est *«le reflet de la volonté de la SGA à répondre favorablement à la demande des PME avec des services spécialisés, tout en prenant en compte leurs spécificités». «Nous avons pu attirer de nombreuses entreprises activant dans plusieurs domaines depuis l'ouverture de nos centres d'affaires à travers certaines wilayas du pays où nous avons 96 agences depuis notre présence en Algérie, il y a 14 ans»*, a-t-il aussi souligné, avant d'ajouter que ces structures spécialisées auront pour mission d'accompagner les entreprises en question dans leur investissement.

Notons que le centre d'affaires de Tizi Ouzou couvrira également la willaya de Boumerdès, a précisé M. Vacarie. *«Nous avons ouverts des structures similaires à Blida, Oran, Béjaïa, Sétif, Constantine et Alger. Un nouveau centre dédié aux PME sera également ouvert prochainement à Dar El Beïda, qui sera le quatrième du genre dans la capitale»*, a-t-il annoncé.

Par ailleurs, selon le bilan de l'année 2013, la SGA a réalisé un produit net bancaire de 14,16 milliards de dinars avec un résultat net de 4,02 milliards de dinars. Le total des dépôts enregistrés, en 2013, était de 182 milliards de dinars. Et depuis l'année dernière, la SGA a renforcé son activité dans l'intermédiation bancaire à destination de ses clients (entreprises, professionnels et particuliers). ***H. Azzouzi***

PERSONNES MORALES INSCRITES AU CNRC

Les Français en tête de liste

Le nombre des entreprises étrangères installées en Algérie s'élevait à 8459 entités à fin 2013 contre 7649 en 2012, en hausse de 10%, selon un bilan annuel établi par le Centre national du registre du commerce (CNRC). Pour la seule année 2013, 810 nouvelles sociétés étrangères se sont installés en Algérie contre 1008 en 2012. La répartition des entreprises étrangères les plus répandues est identique à l'année 2012. Les Français occupent la première place des entreprises étrangères avec 1831 entreprises (21,65%). Quelque 12,44% d'entre elles (1052) viennent de Syrie, 8,65% (732) de Chine et 7,39% (625) de Turquie, relève le bilan du CNRC.

Par secteur d'activité, les opérateurs économiques étrangers activent, selon le même document, dans les services (31,8%), dans les secteurs de la production industrielle et du BTPH (30,1%) et dans l'import-export (21,3%).

Entre 2006 et 2013, le nombre d'entreprises étrangères inscrites au registre du commerce a augmenté de 159%. Le CNRC indique par ailleurs que le nombre des commerçants étrangers (personnes physiques) inscrits au registre du commerce s'élevait en 2013 à 2207, contre 2109 en 2012, en hausse de 4%. Par secteur d'activité, les commerçants étrangers sont inscrits essentiellement dans les secteurs du commerce de détail (74,4%) et des services (13,5%). Ces commerçants proviennent de Tunisie (27,46%), de Syrie (25,42%), du Maroc (17,63%) et d'Egypte (8,20%).

A fin 2013, le CNRC a enregistré 371 235 inscriptions au registre du commerce, soit une hausse de 3,3% par rapport à 2012. Plus de 181 000 nouvelles entreprises ont été également créées ; elles exercent dans le commerce de détail (39,5%), dans les services (38,8%), le BTPH et l'industrie (14,8%), le commerce de gros (3,9%) et dans l'import-export. (3,1%). Le CNRC a radié toutefois plus de 106 000 commerçants, soit une hausse de 3,6% en comparaison avec l'année 2012. L'Algérie comptait à fin 2013 plus de 1,6 million de commerçants, dont 147 318 entreprises. ***H. L.***

JO LUNDER, PATRON DU GROUPE VIMPELCOM

«Nous avons un partenariat costaud en Algérie»

● **Le patron de Vimpelcom affirme avoir rencontré le ministre des Finances, Mohamed Djellab, pour *«voir comment gérer à terme cette transaction»*.**

PHOTO : DR

Jo Lunder (au centre), patron du groupe Vimpelcom

Le patron du groupe Vimpelcom, Jo Lunder, était à Alger cette semaine en vue de mettre en mouvement la transaction conclue avec les autorités algériennes sur la société Djezzy le 18 avril dernier. Au cours d'une rencontre avec quelques journalistes de la presse locale à Alger, le CEO Vimpelcom Group a tenu à informer sur le bon déroulement de l'exécution des termes de cet accord qui a mis fin à une situation litigieuse avec l'ancien propriétaire égyptien OTA, Naguib Sawiris. Si la transaction n'est pas close à fin septembre prochain, elle sera en tout cas, assure le conférencier, finalisée avant la fin de l'année. Le patron de Vimpelcom affirme avoir rencontré le ministre des Finances, Mohamed Djellab, mardi dernier pour *«voir comment gérer à terme cette transaction»*. Affichant un satisfecit total, il annoncera que *«tout est réglé et qu'il n'y a plus aucun problème»*.

Donc le rapatriement des dividendes qui se montent à plusieurs milliards de dollars, la possibilité au fisc de recouvrer son dû et l'extinction de toute velléité de recours à l'arbitrage international, ainsi d'ailleurs que le sort contractuel de l'investisseur Rebrab qui sort du capital de Djezzy, tout cela semble réglé comme du papier à musique. Jo Lunder affirme avoir conclu un partenariat «costaud» en Algérie et fait la promesse que le groupe russo-norvégien va *«jouer le rôle de développeur de la société Djezzy»*. Il considère en effet que l'Algérie reste un marché «très attractif» vu les potentialités importantes du pays, notamment la croissance de son PIB. Affichant son ambition, il dira qu'un plan d'investissement quinquennal au niveau du groupe devrait permettre de consentir un effort financier plus important que celui de l'année précédente.

LIFTING ET 3G

«Vimpelcom, OTA et Fonds national d'investissement (FNI) pourraient jouer un rôle clé dans le développement des télécoms et du PIB. C'est le développement de tout l'écosystème pas uniquement de la téléphonie», dévoile M. Lunder qui s'engage à développer tous les services périphériques de la téléphonie. *«Les services liés à la téléphonie mobile marcheront beaucoup ici. Nous allons, a-t-il dit, transférer toute cette expérience en Algérie.»* Mais déjà qu'en sera-t-il de Djezzy ?

Le n°1 du groupe est catégorique : il n'y aura pas de changement notable. *«Grosso modo, a-t-il affirmé, nous allons garder et le nom et le logo.»* Même si, marketing oblige, des «liftings» ne seront toutefois pas exclus. Cette entreprise à capitaux majoritaires algériens (51%) est en tout cas une distancée par ses concurrentes (Mobilis, Ooredoo) dans le lancement de la 3G. Ainsi a-t-il confirmé son lancement prochain, même s'il se refuse à avancer une date.

Pour ce faire des investissements lourds doivent être consentis d'autant que ledit groupe envisage d'ores et déjà d'atteindre un niveau de croissance de la société supérieur à la croissance du PIB. *«Nous avons un plan d'investissement pour 2014-2015 ambitieux et nous comptons investir dans la durée pour déployer le réseau 3G.»* Son credo ? *«C'est le développement de tout l'écosystème, pas uniquement de la téléphonie»*, a-t-il tranché. ***Ali Benyahia***

VIABILITÉ FINANCIÈRE DE L'ALGÉRIE

Inquiétant pronostic de la Banque mondiale

Un solde négatif de -1,7% en 2015 et de -3,4% en 2016. Ce sont là, les dernières prévisions publiées par la Banque mondiale (BM) sur les perspectives d'évolution de la balance des comptes courants de l'Algérie. Longtemps arborés comme un gage de santé financière inébranlable et d'une solvabilité extérieure définitivement assise, les excédents de la balance des paiements de l'Algérie s'effilochent de plus en plus pour laisser place à de sombres perspectives de crises et à des risques réels d'un retour à l'endettement. Après tant d'années d'euphorie dépensière, le compte courant de l'Algérie – qui, pour faire simple, représente le solde de ses dépenses et de ses recettes extérieures – s'établit désormais à un niveau de +0,7% du produit intérieur brut (PIB) en 2014, soit loin des confortables excédents de ces quelques dernières années. Ainsi, dans ses toutes récentes prévisions, reprises hier par l'APS, la Banque mondiale indique que le solde de la balance des comptes courants de l'Algérie se situera à +0,7% du PIB en 2014 (contre une prévision de +2,6% publiée en janvier dernier), tandis que pour 2015 et 2016, il devrait être carrément négatif, respectivement à -1,7% et à -3,4%. En ceci, la Banque mondiale se montre encore plus pessimiste que l'autre grande institution de Bretton Woods, en l'occurrence le Fonds monétaire international (FMI), qui table, pour sa part, sur un solde de la balance de comptes courants à 0,5% du PIB en 2014 et à -1,3% du PIB en 2015. Quoi qu'il en soit, le déclin des recettes d'exportation des hydrocarbures, combiné au gonflement des dépenses à l'importation, participe de plus en plus à inverser la courbe des excédents financiers de l'Algérie, faisant redouter, à terme, une contraction drastique de son pouvoir d'achat à l'international. Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (Moanap), le FMI révélait déjà que les finances de l'Algérie restaient très vulnérables aux risques de chocs externes eu égard, notamment, aux aléas qui pèsent tant sur la production pétrolière que sur l'évolution des prix sur le marché mondial. Aussi, la même institution financière internationale soulignait que les pays pétroliers de la région, dont bien entendu l'Algérie, doivent désormais axer leur priorité sur la diversification de leurs économies afin de réduire leur dépendance au pétrole, d'augmenter les opportunités d'emploi dans le secteur privé et de renforcer leur résistance à d'éventuels chocs externes. De même, préconise encore le FMI, la politique budgétaire des pays en question doit gérer les pressions de la demande, préserver les richesses pour les générations futures et s'assurer de l'efficacité des dépenses d'investissement publiques. ***Akli R.***

PHOTO : DR

Siège de la Banque mondiale à Washington (Etats-Unis)

COMMÉMORATION

A la mémoire du chahid Henri Maillot

Il y a 58 ans, le 5 juin 1956, l'aspirant Henri Maillot est tombé au champ d'honneur. En répondant à l'appel de la patrie, Henri, l'enfant de Clos Salembier (El Madania) a offert sa vie pour une Algérie libre, indépendante, fraternelle et tolérante. En sa mémoire et afin que nul n'oublie, une cérémonie de recueillement sur sa tombe aura lieu samedi 14 juin 2014 à 10h au cimetière chrétien de Diar Es Saada.

Gloire à tous nos martyrs. **La famille Maillot**

EXPLOITATION DES GAZ DE SCHISTE

Le gouvernement veut séduire l'opinion publique

● Doit-on aller vers l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ?

● La question alimente depuis quelques mois le débat.

Le feu vert obtenu par le ministre de l'Energie au cours du Conseil des ministres du 21 mai pour l'exploitation des hydrocarbures schisteux a relancé la polémique de plus belle, entre laudateurs qui ne voient nul autre remède au déclin inexorable des réserves en hydrocarbures que le développement des gisements non conventionnels et détracteurs qui préfèrent miser sur une palette de solutions pour assurer l'indépendance énergétique du pays entre amélioration des taux de récupération des gisements conventionnels et investissement dans des centrales nucléaires, en passant bien entendu par l'option du renouvelable.

Le gouvernement ne semble pourtant pas renoncer à ses positions et mène une véritable offensive médiatique en faveur de l'option des hydrocarbures non conventionnels. Aussi bien le Premier ministre, que le ministre de l'Energie ont d'ailleurs multiplié les sorties, ces derniers jours, afin de délivrer un message, lequel, à force de matraquage, deviendra une évidence. Si l'option des gaz de schiste n'est pas immédiate, elle s'imposera à terme comme inévitable et même salvatrice pour l'économie du pays.

Hier, c'était au tour du ministre des Ressources en eau de se joindre à ce concert de voix en faveur des hydrocarbures non conventionnels. Celui-ci a d'ailleurs appelé à un débat serein sur la question et a multiplié les arguments pour expliquer que l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ne nuira en aucune manière aux réservoirs aquifères.

De son côté, l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) a choisi une approche didactique afin de présenter les enjeux liés à l'exploitation des gaz de schiste. Un document intitulé «Hydrocarbures : évolution des techniques de développement», où il largement question des hydrocarbures non conventionnels, a été transmis aux rédactions pour information au profit des journalistes spécialisés. Un document somme toute destiné à compléter la formation dispensée au cours de cette semaine aux représentants des médias. Au-delà des définitions d'usage concernant les processus de formation et de migration des hydrocarbures, des différences entre hydrocarbures conventionnels et non conventionnels, tight et shale compris, l'ARH s'efforce de mettre en lumière les enjeux des gaz et huiles de schiste.

PHOTO : B. SOUHIL

Sellal défend que l'exploitation du gaz de schiste est salvatrice pour le pays

L'Agence, sous tutelle du ministère de l'Energie, met d'emblée en avant l'argument de l'indépendance énergétique, assise jusqu'à preuve du contraire, selon l'ARH, sur l'exploitation des hydrocarbures.

Le document en question réfute les arguments des détracteurs des gaz de schiste concernant le renouvelable et le nucléaire, estimant la première trop chère et la seconde indisponible pour le moment.

Prenant l'exemple des Etats-Unis, pays disposant de soleil et de technologie capable de développer le renouvelable et le nucléaire, les responsables du département de Youcef Yousfi indiquent que le pays de l'Oncle Sam n'a pas laissé pour autant ses ressources dormir dans le sous-sol.

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX MINIMES

L'ARH arrive donc à la conclusion suivante : si l'Algérie se doit de développer ses ressources conventionnelles, elle devra aussi *«évaluer et tester le potentiel en hydrocarbures non conventionnels»*, un devoir d'anticipation, en somme. Car, explique l'ARH, les niveaux des besoins en gaz naturel du pays seraient de l'ordre de 45 milliards de mètres cubes en 2020 et 55 milliards de mètres cubes en 2030, auxquels il faudra ajouter les volumes dédiés à l'export et dont *«le revenus contribue au financement du développement économique du pays»*, autrement dit la rente.

L'ARH tente également de s'attaquer aux «idées reçues» en ce qui concerne les risques liés à l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels. Celle-ci présente de facto l'argument des différences liées aux contextes géographique, démographique et géologique entre l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Algérie. Et de préciser que dans le cas de l'Algérie, le rapport entre la distance qui sépare les nappes aquifères et phréatiques des roches mères abritant les hydrocarbures non conventionnels et la taille des fracturations *«est insignifiant, pour ne pas dire nul»*.

L'Autorité se penche aussi sur l'argument lié à l'utilisation d'une multitude de produits chimiques dans le processus de fracturation hydraulique nécessaire à l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, elle explique que si, aux Etats-Unis, il est arrivé par le passé d'utiliser plus de 700 adjuvants chimiques, aujourd'hui on n'en utilise plus qu'une douzaine, lesquels ne représentent plus que 0,5% du liquide de fracturation composé en grande majorité d'eau, récupérée à hauteur de 80%, rappelle encore l'ARH.

L'Agence sous tutelle du département de l'Energie, qui met en avant l'importance des gaz de schistes dans un contexte où le marché gazier connaît d'importants bouleversements, souligne le fait que de nombreux pays, à l'image des USA, entrent dans la course aux hydrocarbures schisteux comme le Canada, la Russie, l'Arabie Saoudite, la Chine, l'Inde et l'Australie, ainsi que de nombreux pays d'Europe à l'image du Royaume-Uni, de la Pologne, la Hongrie, l'Autriche et même l'Allemagne et la Suède. La messe est donc dite. L'ARH se permet d'ailleurs de présenter des compagnies impliquées ou même passées leader dans l'extraction des hydrocarbures non conventionnels. Entres les juniors à l'image de Talisman Energy et Devon Energy et les majors à l'image de ConocoPhillips, Exxon Mobil, Chevron, Total, ENI, ou GDF Suez, ce sont autant de partenaires potentiels pour Sonatrach.

Melissa Roumadi

PÉTROLE

Les prix stables

PHOTO : D. R.

Les prix du pétrole restaient relativement stables hier en cours d'échanges européens, se maintenant à leur niveau, aidés par de bonnes données sur la reprise économique aux Etats-Unis. Le baril de brent de mer du Nord pour livraison en juillet valait 110,07 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 55 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude (WTI) pour la même échéance gagnait 30 cents à 104,65 dollars ; il avait grimpé la veille à 105,06 dollars, son niveau le plus élevé depuis début mars. Après l'annonce, en fin de semaine dernière, d'une amélioration sur le marché du travail en mai aux Etats-Unis, où le nombre d'emplois est à son niveau d'avant la récession, les autorités ont indiqué mardi que les stocks de vente en gros dans le pays avaient augmenté plus que prévu en avril. Le marché attendait hier la publication du rapport hebdomadaire du département américain de l'Energie (DoE) sur les réserves de produits pétroliers aux Etats-Unis, en quête d'indices sur la demande du premier consommateur de brut au monde.

En attendant ces chiffres, les investisseurs avaient les yeux tournés vers Vienne, où se tenait hier la 165e réunion des pays membres de l'OPEP. La réunion s'est soldée par un consensus pour ne pas changer la production, fixée à 30 millions de barils par jour (mb/j) depuis fin 2011. *«Depuis des mois, le prix du panier de l'OPEP évolue dans une marge confortable de 100 à 110 dollars le baril. Il n'y a aucune raison pour que les membres de l'OPEP prennent une décision-surprise de nature à ébranler cet équilibre»*, notaient les analystes. *«Tout est à sa place, l'offre est bonne, la demande est bonne, les prix sont bons»*, a appuyé le ministre saoudien du Pétrole, Ali Al Nouaïmi, représentant du plus important pays producteur de l'OPEP. Les prix continuaient d'ailleurs d'être soutenus, hier, par la faiblesse de l'offre en provenance de Libye (membre de l'OPEP), *«très réduite par rapport à l'année dernière du fait de manifestations et blocages»* persistants qui empêchent une hausse de la production, soulignait-on. La Libye, dont le secteur pétrolier est grandement perturbé par la crise politique, produit actuellement moins de 200 000 barils par jour contre une capacité de 1,5 mb/j. ***(APS)***

OPEP

Le niveau de production inchangé

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a opté hier pour le maintien de son niveau de production, estimé à 30 millions de barils par jour (mb/j). Les observateurs du marché et les analystes s'attendaient déjà à ce que l'OPEP décide du maintien inchangé de son plafond de production. La situation du marché, jugé suffisamment alimenté, ainsi que la tendance des cours ont motivé le choix de l'OPEP.

Seconde décision : les membres de l'OPEP ont décidé également de prolonger le mandat de son secrétaire général Abdallah El Badri jusqu'au 30 juin 2015. *«La conférence a encore décidé que les pays membres devraient maintenir le niveau de production existant de 30 mb/j»*, lit-on dans un communiqué diffusé hier par l'OPEP à l'issue de la réunion qui a regroupé ses membres à Vienne (Autriche). L'Organisation motive le maintien inchangé de son plafond de production par «*la relative constance des prix depuis le début de l'année»*, qui est *«une indication que le marché est convenablement fourni, les fluctuations périodiques des prix étant plus un reflet des tensions géopolitiques que des fondamentaux»*. En effet, les prix du brent oscillaient entre 105 et 110 dollars le baril depuis la dernière réunion de l'OPEP, tenue en décembre 2013. Cette fourchette, bien qu'étroite, est jugée idéale par certains membres de l'OPEP, dont l'Arabie Saoudite. Son ministre du Pétrole, Ali Al Nouaïmi, membre influent de l'Organisation, a indiqué à la sortie de la réunion qu'il était *«très content de l'état du marché»*.

Il faut rappeler dans la foulée que l'Arabie Saoudite s'oppose depuis toujours à un quelconque changement du niveau de production.

Les membres de l'OPEP reconnaissent néanmoins que la situation pourrait devenir plus complexe à l'avenir notamment si la Libye parvient à redresser sa production pétrolière et si les négociations sur le programme nucléaire iranien aboutissent. *«Nous ferons de la place pour la production libyenne (quand elle reviendra) et pour toute augmentation de la production en provenance de l'Irak et de l'Iran»*, a assuré M. El Badri. La production libyenne se situe actuellement à moins de 200 000 barils par jour, contre une capacité de 1,5 mb/j. De son côté, l'Irak vise une production moyenne de 3,6-3,7 mb/j en 2014. Mais ce pays subit lui-même une flambée de violence. Quant à l'Iran, il envisage, si les sanctions internationales contre son programme nucléaire sont levées, de revenir en force sur les marchés pétroliers en retrouvant *«en moins de trois mois»* un niveau de production de 4 mb/j contre 2,7 mb/j actuellement.

Par ailleurs, la reconduction du Libyen El Badri au secrétariat de l'OPEP a été décidé faute d'un accord entre l'Arabie Saoudite, l'Iran et l'Irak qui défendent chacun un candidat. Les divergences n'ont pas été gommées depuis la réunion de décembre 2013. Abdallah El Badri, en poste depuis janvier 2007, avait été reconduit pour un an en décembre dernier.

A. T. et agences

— ILS ONT ORGANISÉ UN RASSEMBLEMENT HIER À BOUMATI—

Des employés de Gest-Immo de l'AADL en colère

● Les employés de la filiale de l'AADL, qui menacent d'occuper encore une fois la rue, exigent le départ du DG de l'antenne d'Alger et la revalorisation de leurs salaires.

Des employés de Gest-Immo, filiale de l'AADL, se sont rassemblés, hier, devant l'antenne d'Alger de l'entreprise à Boumati (El Harrach) pour dénoncer leur situation socioprofessionnelle. Les protestataires, représentant plusieurs corps de métier de la filiale créée en 2009, n'ont pas été reçus par le directeur de l'antenne d'Alger, mais par un employé du service juridique. *«Le directeur de l'antenne, dont nous réclamons le départ, était absent de son bureau, c'est le juridique qui nous a reçus à sa place. Pour un tel mépris à l'égard des subordonnés, le directeur, qui ne veut pas prendre langue avec nous, doit rendre des comptes»*, s'indigne un employé, accompagné de plus de deux cents travailleurs de la quarantaine de sites AADL d'Alger et des wilayas limitrophes. Les travailleurs ont soumis une plateforme de revendications à leurs responsables de la filiale. *«En plus du départ du directeur de l'antenne d'Alger, nous exigeons le retour de la dizaine de travailleurs licenciés abusivement. Ces employés se sont retrouvés sans ressources. La direction les a licenciés sans ménagement pour des raisons insignifiantes, liées principalement à des conflits de personnes»*, s'étonne un travailleur.

Les représentants des employés, qui affirment ne pas reconnaître leur «syndicat-maison», réclament le paiement de la prime de rendement et sa revalorisation. *«Notre entreprise n'est pas déficitaire. Elle a même réalisé des bénéficies, mais les employés ne bénéficient pas de la PRC (Prime de rendement collectif) alors que le bilan de la filiale est positif. Notre salaire de base est de 18 000 DA. Sans les primes, il est impossible de relever la tête. Les employés qui s'échinent dans les sites sont méprisés »*, s'étonne-t-on. Les protestataires signalent que les femmes de ménage ne perçoivent pas la prime de panier. *«Les concierges perçoivent 10 000 DA avec la prime de panier. Elles touchent actuellement 7000 DA»*, informe-t-on. La gestion des sites AADL a toujours été dénoncée par les colocataires : ascenseurs en panne, parties communes délaissées, absence de gestionnaires, insécurité, etc. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué que Gest-Immo, chargée de la gestion de ces cités, a fait l'objet dernièrement d'une enquête par l'Inspection générale des finances.

PHOTO : D. R.

Les manifestants exigent le retour des travailleurs licenciés «abusivement»

Le ministre relèvera qu'une enquête diligentée par l'Inspection générale des finances sur la gestion administrative et financière de cette filiale, à la demande du ministère, a révélé l'existence *«de failles importantes»*.

Le même rapport a révélé un dysfonctionnement dans la gestion du budget de la filiale, et une défaillance dans le fonctionnement de l'agence, notamment dans l'entretien des ascenseurs et des immeubles. Suite à ce rapport, le ministère a demandé l'ouverture d'une enquête pour déterminer la responsabilité de ces irrégularités enregistrées au niveau de Gest-Immo et engager des poursuites judiciaires. Concernant le devenir de cette filiale, le ministre a déclaré que sa transformation en Etablissement public industriel et commercial (EPIC) est à l'étude. Elle s'occupera dorénavant de la gestion des cités en associant des PME dans le cadre de l'emploi de jeunes. Intervenant devant l'APN, M. Tebboune a parlé de la création de sociétés spécialisées dans la gestion des cités AADL avant la fin du premier trimestre 2015. Il s'est engagé à résoudre ce problème définitivement avant la fin du premier trimestre 2015.

Les locataires attendent toujours une prise en charge réelle de leurs préoccupations, d'autant plus que le gestionnaire prend ses «charges» rubis sur l'ongle. Les employés protestataires, qui dénoncent les menaces de leur direction (ponction sur salaire, licenciement, etc.) menacent d'organiser ce matin un rassemblement devant la direction générale de Gest-Immo à Aïn Naâdja si *«aucune mesure n'est prise»*. Il nous a été impossible d'avoir la version des responsables de l'antenne locale.

Nadir Iddir

À L'ORIGINE DU SINISTRE DES TRAVAUX DE FOUILLES

UN IMMEUBLE S'EFFONDRE À SIDI M'HAMED

Un immeuble situé au 4 rue Ben Mebarek, dans la commune de Sidi M'hamed, s'est effondré avant-hier soir, faisant un blessé parmi les locataires. Evacué à l'hôpital Mustapha Bacha par les éléments de la Protection civile, ses jours ne sont pas en danger. D'après les travailleurs d'un restaurant se trouvant au rez-de-chaussée de l'immeuble, le sinistre aurait été plus important, n'était l'alerte qu'ils ont donnée juste avant que l'immeuble ne s'écroule. *«Nous avons entendu les premiers craquements. On a juste eu le temps d'aviser les autres locataires qui ont quitté les lieux illico presto»*, racontent-ils. Malgré la vétusté de la bâtisse, cette dernière ne s'est vraisemblablement pas affaissée d'elle-même. D'après le témoignage des rescapés, des travaux de fouilles entrepris, pour la construction d'un hôtel (R+5), seraient à l'origine de la catastrophe. *«Les travaux entrepris il y a quelques temps déjà ont sapé dangereusement le soubassement de notre immeuble, qui a fini par tomber»*, assurent-ils.

La façade, de l'immeuble de deux étages, s'est écroulée de haut en bas, mettant à découvert l'intérieur des appartements, où les occupants étaient pris d'une grande panique. *«Nous avons échappé à une mort certaine. Maintenant va se poser le problème de notre relogement, car nous n'avons pas où aller. Nous lançons un appel aux pouvoirs publics afin qu'ils trouvent une solution»*, clament-ils. Rappelons que c'est le deuxième immeuble qui s'effondre en l'espace d'une semaine seulement. A la rue Ibn Ennafis à Meissonnier, un immeuble s'est littéralement affaissé en faisant un blessé grave parmi les passants. Fort heureusement la structure n'était pas habitée, car appartenant à la société Enaditex.

A Alger, la question du vieux bâti se pose avec acuité. Aussi, Les pouvoirs publics sont appelés à effectuer en urgence des travaux de consolidation des immeubles, notamment les balcons qui s'effritent quotidiennement. Il ne se passe pas un jour sans que l'on dénombre des cas de chutes de pans de balcons vétustes, que ce soit à Sidi M'hamed, Belouizdad, ou Alger-Centre ou encore à Bab El Oued. Rien que dans la commune d'Alger-Centre, plus de 500 immeubles sont concernés par les travaux de restauration. Cependant, le rythme de ces travaux laisse à désirer.

Les locataires de ces immeubles soulèvent également la qualité des travaux qui les laissent perplexes quant à leur durabilité.

K. S.

SUR LE VIF

INTRIGANT ?

PHOTO : EL WATAN

Des ouvriers préparent de manière artisanale le béton sur une voie de l'autoroute à l'entrée est de la capitale, mettant entre parenthèses les risques d'accidents et la perturbation du trafic routier. On se demande toutefois comment une entreprise, ne disposant même pas d'une bétonnière, a pu décrocher ce chantier ?

24 HEURES

L'EST DE LA CAPITALE: STRUCTURES COMMERCIALES FERMÉES

A l'est de la capitale, plusieurs structures de commerce de proximité ne sont pas exploitées. Réceptionnées il y a quelques années pour certaines d'entres elles, ces structures abandonnées se dégradent de jour en jour. A la cité Faïzi, dans la commune de Bordj El Kiffan, un marché de proximité a été réalisé dans le but d'absorber le commerce informel qui a envahi la ville, mais ces locaux, prévus initialement pour être attribués aux jeunes de la cité, ont été vendus, au plus offrant par la Régie foncière de la wilaya d'Alger, avons-nous appris. Les jeunes de la cité ont organisé devant la structure plusieurs sit-in pour dénoncer ce qu'ils qualifient de «détournement» du marché, mais sans aucun résultat, car ce dernier est toujours fermé. Les propriétaires ne voulant vraisemblablement pas l'exploiter.

EL HARRACH : DES ARTISTES HONORÉS

A l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artiste, l'association Ahl Al Fen Wa Takafa organise ce samedi une cérémonie en hommage à de grandes figures de la scène artistique. Parmi ces derniers, Yahia Benmabrouk, El Hadj Abderrahmane, Dahmane El Harrachi, Zahra Halite, Doudja, Abdellah Guettaf et Khemisi Youcef. Cette cérémonie, qui en est à sa 17e édition, se déroulera à la bibliothèque des Frères Berkat sise à Hacen Badi Belfort dans la commune d'El Harrach à partir de 14h. Selon le président de l'association, Rechidi Ouahid, plusieurs personnalités artistiques seront présentes lors de cet événement dont, entre autres, Fatiha Berber, Nourdine Chellouche, Mohamed Adjaïmi, Madani Naamoun et Aatika Toubal. *«C'est devenu une tradition pour notre association et les artistes. A travers ces hommages, nous voulons éterniser ces personnes qui se sont dévouées à l'art dans toute sa grande dimension et graver leur image dans l'esprit des générations futures»*, conclut-il.

HORAIRES DES PRIÈRES
Alger et ses environs

JEUDI 12 JUIN 2014

Fadjr.....	03:37
Chorouk.....	05:29
Dohr.....	13:20
Asser.....	16:40
Maghreb.....	20:12
Îcha.....	21:52

SIGNE D'UNE PRÉCARITÉ SOCIALE

Un demandeur de logement tente de se jeter du toit du siège de la wilaya

Hier matin à 9 h, un garde communal à la retraite a menacé de se jeter du haut de la terrasse de la wilaya. Il était désabusé de voir toutes ses demandes de relogement sans suite.

Aux environs de 9 heures hier matin, un homme a pu accéder avec une facilité déconcertante au toit du siège de la wilaya d'Oran. Ce garde communal à la retraite a menacé de se jeter dans le vide par désespoir de voir toutes ses demandes de relogement sans suite alors qu'il a rempli toutes les procédures légales pour parvenir à obtenir un toit décent pour ses quatre enfants.
On comprendra après les pourparlers engagés pour le dissuader de renoncer à l'irréparable qu'il ne croyait plus aux promesses qui lui ont été faites par les différentes autorités entre celles du ministère de l'Intérieur, de l'Habitat ou en dernier lieu, celle du P/APC de Hassi Bounif.
Il faut savoir que ce garde communal a déjà fait une première tentative d'immolation en s'aspergeant d'essence avec ses enfants devant le siège de ladite APC.
La scène que suivaient d'en bas les citoyens venus régler hier matin leurs besoins administratifs, a beaucoup intrigué et ému. Par ailleurs, un cordon sécuritaire a été mis en place et de leur côté, les éléments de la Protection civile ont aussi préparé un dispositif spécial qu'ils utilisent dans des cas sensibles.
A noter aussi que la hauteur du siège de la wilaya équivaut à une vingtaine d'étages. Une commissaire de police a commencé avec d'autres fonctionnaires à entamer des pourparlers avec le garde communal à la retraite qui paraissait, selon l'ensemble des personnes présentes, *«décidé à commettre l'irréparable»*. Ce dernier, qui vit avec ses quatre enfants chez un membre de sa famille, dira qu'il a risqué sa vie à maintes reprises lors de la décennie noire et combien de fois des promesses lui avaient été faites par diverses autorités mais qui sont restées vaines à ce jour, d'où l'acte de désespoir décidé hier matin.
Fort heureusement, après une heure de négociations et de promesses, l'homme en question renoncera à son acte suicidaire au grand soulagement des personnes présentes qui ont compati à sa résolution extrême. Une question reste toutefois posée : au-delà de la crise du logement et ses conséquences sur les réels nécessiteux, l'accès à la terrasse de la wilaya d'Oran est-il aussi aisé que cela ? Démission ou baisse de vigilance, le service de sécurité de cette institution est directement concerné. Les prochains jours nous le diront.

Z. Yacef

DES LOGEMENTS POUR 1 780 MÉNAGES, FIN AOÛT

PHOTO : ABDELKRIM B.

Une cité nouvellement construite

Sur les 3 404 détenteurs de décisions de pré-affectations au titre de l'habitat, le premier groupe de 1 780 bénéficiaires seront relogés à la fin du mois d'août à Gdyel (400 logements) et Oued Tlélat (1300 logements) au niveau de trois sites.
C'est ce qu'a annoncé, mardi en fin d'après-midi, le wali d'Oran M. Zâalane, lors d'une rencontre d'information et de sensibilisation tenue au niveau du cabinet de l'APC d'Oran avec les représentants des personnes concernées par ce relogement des quartiers d'El Hamri, El-Derb et Medioni.
Cette opération de relogement concerne, en premier lieu, quelque 500 familles des vieux quartiers, notamment du Derb, suivie par 211 autres d'El Hamri, 295 de Medioni, 93 des Planteurs et 9 de Sidi El-Houari. Lors de l'entrevue, le wali a tenu à rassurer les détenteurs de décisions de pré-affectations depuis 2011 quant à leur relogement par étape qui ne dépassera pas l'année en cours.
Après le premier groupe qui est programmé pour la période de fin août, il est prévu le relogement, en octobre prochain, d'un second groupe de 616 bénéficiaires et en novembre, 1701 bénéficiaires.
Lors de son intervention, le wali, qui était entouré du chef de la daïra, du P/APC, du chef de la sûreté et du Directeur de l'OPGI, a annoncé qu'avant le début du mois de Ramadhan, il a été retenu la distribution d'un quota achevé de 769 logements dont 346 sont implantés à Bousfer, 100 à Hassi Ben Okba et 40 à Aïn El-Kerma.
Il a instruit à cet effet les P/APC des 26 communes pour afficher, dès la semaine prochaine, les listes des bénéficiaires en soulignant qu'il est prévu, entre autres, le relogement de 2000 familles en fonction de la réception des projets des programmes d'habitats en cours de réalisation. Pour les habitants du quartier les Planteurs, qui a bénéficié d'un programme spécial de 1300 unités, il est programmé leur relogement à partir du mois d'octobre prochain. Le wali a instruit les services techniques pour raser tout immeuble ou habitation du vieux bâti ou menaçant ruine, dont les occupants ont été relogés, afin d'éviter leurs squats par d'autres personnes.

Tegguer Kaddour

CENTRE DES CONVENTIONS

COUP D'ENVOI DU SALON DU LOGEMENT ET DE LA PROMOTION IMMOBILIÈRE

Jusqu'au 14 juin prochain, le Centre des Conventions d'Oran abrite une nouvelle édition du Salon international du logement et de la promotion immobilière dont le coup d'envoi a été donné, dans la matinée du mercredi, par le P/APW Mr Abdelhak Kazi Tani. Cette 7ème édition du LOGIMMO -2014 se veut être une vitrine et un forum d'information auquel prennent part plus d'une soixante d'exposants nationaux et étrangers. Elle réunira, quatre jours durant, au CCO, les professionnels du secteur de l'habitat et de l'immobilier dont ceux versés dans la promotion immobilière, des bureaux d'études et d'architecture, des fabricants d'équipements entrant dans la construction des logements ainsi que les institutions bancaires. En plus de booster les ventes d'appartements dont les prix ne sont pas à la portée des petites et moyennes bourses, elle va permettre aux participants de présenter aux intéressés les différents programmes de logements. Ce salon offre aussi la possibilité aux opérateurs d'échanger leur expérience et de nouer des opportunités d'affaires ou de partenariat, sachant que la wilaya d'Oran a bénéficié d'un ambitieux programme de construction d'infrastructures et de logements. Parmi le panel d'exposants à cette 7ème édition, on notera la présence de l'entreprise de promotion immobilière *Cherif Athman* qui expose son programme d'habits dont certains projets ont été achevés et d'autres prévus pour 2015 comme par exemple les 160 logements *La Cascade*, réalisés sur un site panoramique à Oran –ville, et 151 autres au lieudit *Le Beaulieu* au quartier de Bel Air.

T. K.

SANTÉ PUBLIQUE

LE PERSONNEL RÉCLAME UNE PRIME DE CONTAGION

Par le biais de leur section syndicale UGTA d'Oran et la Coordination de wilaya des travailleurs de la Santé d'Oran, le personnel contractuel paramédical, médical et administratif, en exercice au niveau des laboratoires d'hygiène et au sein du service de la prévention relevant de la Direction de wilaya de la Santé et de la Population, dénonce leur exclusion injustifiée du bénéfice de la prime de risque de contagion et leur étonnement devant une telle situation. Malgré plusieurs démarches avec des correspondances comme preuve à l'appui, ils s'étonnent du refus et l'indifférence des services centraux concernés du ministère de tutelle. Cette demande, établie à titre revendicatif, est formulée en tenant compte de la publication du décret exécutif n° 13-194 du 20 mai 2013 relatif à l'octroi d'une prime de risque de contagion au personnel exerçant dans les laboratoires d'hygiène. Toujours dans leurs revendications, ce personnel qui s'estime lésé, attire l'attention du premier responsable concernant la promotion et l'avancement du personnel en poste. Depuis plus de 17 ans, ce personnel n'a bénéficié d'aucune promotion ni avancement et surtout l'absence de convention avec la médecine de travail. Devant le silence et l'indifférence de la tutelle, la section syndicale et la Coordination de wilaya des travailleurs de la santé envisagent, prochainement, de recourir à d'autres moyens pour faire valoir leurs droits. A titre d'exemple, en ce qui concerne les risques de contagion de la tuberculose, il faut savoir que le personnel des laboratoires d'hygiène effectue en moyenne, chaque année, plus de 2600 analyses.

T. K.

OÙ SORTIR À ORAN ?

CINÉMATHÈQUE : 15 h 00 et 18 h 30, projection respective de deux films yougoslave et allemand, réalisés en 1998 et 2001 du cycle du cinéaste serbe «Emir Kusturica», «Chat Noir, Chat Blanc» et «Super 8 Stories».

BIBLIOTHÈQUE LE PETIT LECTEUR : 15 h 30, Ciné-concert, atelier d'écriture et sur l'environnement, au titre du programme d'animation mensuel.

SIDI EL HOUARI : 16 h, cycle de projection d'une dizaine de courts-métrages d'animation au profit des enfants sous le thème «Un peu pluche». ***T. K.***

HORAIRE DES PRIÈRES

Fajr	03h59
Dohr	13h02
Asr	16h51
Maghreb	20h18
Isha	21h59

À CAUSE DES FACTURES IMPAYÉES PAR LA COMMUNE

Un parc d'attractions dans le noir

La SDE qui a eu recours à la coupure de l'alimentation en énergie électrique, réclame des créances estimées à 78 millions de dinars.

DESSIN : SOUHAYLA

Engrangeant annuellement des milliards de dinars, le parc d'attractions, situé au cœur de la ville de Ain El Fouara, a «fonctionné» les 9 et 10 juin courant sans électricité, coupée par la SDE (Société de distribution de l'électricité) en ultime recours pour recouvrir ses créances. La mesure de la SDE a été fortement ressentie par les commerçants et les restaurateurs de l'espace.

Certains d'entre eux se sont rapprochés hier de nos bureaux, rien que pour fustiger et dénoncer le laxisme du propriétaire des lieux, à savoir la commune de Sétif qui n'a pas réglé les factures de l'électricité qui se sont accumulées au fil du temps. «*On ne peut pas passer sous silence ce gravissime fait, qui nous a causé de nombreux désagréments et dégâts. En plus du manque à gagner généré par un chômage forcé de 48 heures, nous avons été obligés de jeter à la poubelle des quantités de produits périssables. Nous sommes en droit de demander réparations et dédommagements. Nous n'avons pas à payer les erreurs des gens qui n'ont pas fait leur travail à temps. La municipalité est appelée à réparer le préjudice moral et financier de ses locataires, qui n'ont rien à voir dans ce problème*», tonnent des commerçants s'expliquant mal la manière de faire de l'APC, pointée du doigt par le fournisseur de l'énergie. «*La décision de couper l'électricité alimentant le parc d'attractions n'a pas été prise hâtivement. L'entreprise qui a épuisé toutes les voies d'encaissement des créances de l'APC, n'ayant pas honoré depuis plus de 30 mois des factures de 78 millions de dinars, était dans l'obligation de passer à une telle étape. Nous n'avons pas coupé l'électricité pour les écoles et l'éclairage public car on ne voulait pas pénaliser nos enfants et nos concitoyens. Nous avons procédé de la sorte pour pousser les responsables de la commune à agir; eux qui n'ont pas, faut-il le rappeler, réglé en outre les 4,5 millions de dinars, inhérents à la consommation de trois postes. La procédure est un acte de gestion de la SDE qui est une entreprise commerciale ne pouvant attendre indéfiniment la réaction de ses clients*», souligne sous le sceau de l'anonymat un cadre de la SDE qui n'a pas coupé l'alimentation en énergie du siège et des annexes de la commune.

Contacté pour connaître l'autre son de cloche, le P/APC de Sétif Dr Nacer Ouahrani estime qu'il est en train d'assainir le lourd passif du dernier mandat. «*Il ne faut pas se voiler la face, la SDE est dans son droit. On ne doit pas non plus cacher le soleil par un tamis, sachant que l'assemblée que je préside est en train de régler les factures de 2011, qui n'ont pas été honorées à temps. Pour épurer une telle situation, nous nous sommes engagés à régler le dû dans un délai ne dépassant pas les 20 jours. Je tiens ce langage pour informer l'opinion publique devant savoir que l'assemblée ne ménage aucun effort pour améliorer les choses et le cadre de vie de nos concitoyens, l'une des premières préoccupations des responsables locaux*», dira le

BIDONVILLE AÏN TRICK

Relogement aujourd'hui de 595 familles

Comme annoncé dans notre édition de jeudi dernier, le calvaire de 595 familles vivotant depuis des lustres dans des conditions inhumaines trouvera aujourd'hui un heureux épilogue. Ainsi, plus de 200 camions, 5 bus, de nombreux engins et des centaines de travailleurs de la commune de Sétif ont été réquisitionnés à cet effet. Les heureux bénéficiaires seront relogés à Ain Roumane et à Laanasser. Attendue sur des charbons ardents, la nouvelle qui intervient à quelques jours du mois de ramadhan a fait beaucoup de bien à des centaines de familles démunies. Rencontrés sur les lieux, hier des bénéficiaires restent sans voix. «*Notre joie est incommensurable. On ne trouve pas les mots pour exprimer nos sentiments. Malgré quelques moments de doute, nous n'avons jamais perdu l'espoir de quitter un jour ces trous à rats. Nous profitons du passage d'El Watan pour exprimer notre gratitude aux autorités locales qui ont tenu leurs engagements. Nous espérons que nos nouveaux lieux de résidence soient pourvus de toutes les commodités et équipements publics, tels établissements scolaires, locaux commerciaux, dispensaires, aires de jeux, moyens de transport et autres, car les sites d'Ain Romane et Laanacer se trouvent à des kilomètres du centre-ville. On doit prendre en considération ces facteurs notamment l'infrastructure scolaire, le souci numéro un des parents*», tels sont les propos de bon nombre de citoyens du bidonville d'Ain Trick. Déboutés dans un premier temps, 20 familles, qui ont introduit des recours ont été repêchées, contrairement à 30 autres ayant, nous dit-on, utilisé de faux «alibis» pour s'offrir un logement. D'après le chef de la daira de Sétif, Mohamed Taleb, l'opération, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire, sera prochainement suivie par le recasement de plus de 1500 familles recensées à Ouled H'chich, Farmatou et à Gaoua, les autres bidonvilles qui enlaidissent l'environnement de la capitale des Hauts plateaux, faisant les frais de l'exode de milliers de familles des régions meurtries par le terrorisme. Il convient de souligner que le chef-lieu de la wilaya n'a pas connu des opérations de ce genre depuis de longues années.

Leïla Benani

SAISIE DE 1515 COMPRIMÉS DE PSYCHOTROPES

Les douaniers de l'aéroport 8 mai 1945 de Sétif ont saisi, mardi soir, 1515 comprimés de psychotropes et 13 bouteilles de Rivotril-gouttes. Les produits prohibés étaient très bien dissimulés dans les bagages d'un franco-algérien, en provenance de Lyon. Pour réussir son coup, le «convoyeur» a placé les psychotropes d'une valeur de 645 000 DA dans des boites de doliprane et de vitamines. Présenté hier devant le magistrat instructeur près le tribunal de Sétif, le mis en cause, un père de famille de 52 ans, risque la prison et une forte amende. Notons que cette prise fait suite à d'autres opérations réalisées grâce à la vigilance et la perspicacité des douaniers, déjouant ainsi une autre importation frauduleuse de psychotropes, qui ne vont pas heureusement tomber entre les mains de consommateurs de drogues et cachets. ***K. B.***

LA CITÉ AU QUOTIDIEN

Par K. Beniaiche

LA LOI DU PLUS FORT

Les propriétaires d'habitations individuelles et de locaux commerciaux, aussi bien du centre-ville que dans la périphérie de Sétif, sont en passe de devenir les maitres d'une agglomération, où la loi et la réglementation sont bafouées et piétinéed, au vu et au su des pouvoirs publics qui laissent faire. Le squat des trottoirs qui rentrent désormais dans le domaine privé n'a pas suffit à l'expansionnisme des citoyens du 1er collège. Profitant de l'impunité et du silence radio des responsables, les «*propriétaires*» des villas et des commerces s'approprient maintenant la voie publique, où ils installent des blocs en béton, des piquets métalliques, de grosses pierres et divers autres objets moches. Ces objets, qu'on ne trouve que chez nous, rentrent désormais dans le canevas des «*panneaux de signalisation*» routière empêchent ainsi les automobilistes de stationner même dans le coin le plus reculé d'une cité malmenée. Le téméraire qui ose toucher à ces «panneaux» risque gros. L'incommodante pratique n'épargne aucune partie de la ville. Les artères se trouvant à quelques mètres du commissariat central ne sont pas épargnées par ce phénomène, qui se transforme en règle. Alertés à plusieurs reprises, ni les services de la commune ceux de la police n'ont voulu rappeler à l'ordre ces nouveaux nababs. N'offusquant personne à Sétif, ce gravissime fait est passible d'actions en justice ailleurs où la protection de l'environnement est sacrée. ***K. B.***

L'EURO S'ENVOLE

A Sétif, la cote de la monnaie européenne prend la tangente au marché parallèle des devises. Ces derniers jours, les 100 euros ont dépassé de seuil de 16 150 DA. Selon des cambistes, l'envolée de l'euro ne va pas s'arrêter là. D'autant plus que le fossé entre l'offre et la demande prend des proportions de jour en jour. Dire qu'à la même période de l'année dernière, le billet référence de la monnaie unique se situait entre 15200 et 15300 dinars. «*Pour diverses raisons, l'euro se fait rare, alors que la demande augmente. Le déséquilibre entre la disponibilité et les sollicitations des clients s'agrandit sans cesse. Il faut aussi noter que les « importations » des immigrés de la devise ont beaucoup baissé ces derniers temps. Mieux encore, la tendance s'est renversée car certains franco-algériens ayant investi en Algérie, échangent les dinars gagnés contre des euros pour les «exporter» par la suite vers la France*», diront des cambistes.

La forte pression exercée par des importateurs des conteneurs est l'autre cause de la flambée. «*La demande des touristes, des pèlerins ou des proches de malades qui se soignent à l'étranger n'est en rien la cause de cette brusque augmentation, ne représentant qu'un infime pourcentage des échanges. Le gros lot se chiffrant à des milliers d'euros est détenu par les importateurs qui raflent tout*», enchaînent nos interlocuteurs qui se trouvent par moment en manque. La rareté du billet unique, leur seule source de revenu, les met, disent-ils, au chômage technique. ***K. B.***

CINÉMA

FIN DU TOURNAGE DE « COUSCOUS BLADI »

Le tournage de la série «Couscous Bladi» a été bouclé hier au niveau du plateau du palais des expositions d'El Maabouda. Produite réalisée par Meriem Hamidat et Khaled Benaissa, la série, qui sera diffusée par l'ENTV (Entreprise nationale de télévision), durant le mois de Ramadhan, a le moins qu'on puisse dire, regroupé de grandes figures du cinéma algérien telles Sonia, Sid Ahmed Agoumi, Mustapha Ayad, Tinhinen, Linda Sellam, Fatiha Berbere, Samia Meziane et bien d'autres. D'une durée de 26 minutes chacune, les 15 épisodes évoquent les aventures hilarantes de restaurateurs ennemis. Il convient de préciser que l'histoire tourne autour d'Ahmed et Kada, un couple d'Algérois qui hérite d'un hôtel-restaurant. Persuadés d'avoir hérité d'un palace, ils découvrent un petit restaurant fermé depuis des lustres à Ain Nowhere, une ville minuscule au milieu de rien. Ils voudraient bien retourner à Alger mais une malédiction les retient à Ain Nowhere. Obligés de rouvrir le restaurant, ils vont devenir les ennemis mortels de leurs voisins, qui tenaient jusqu'ici le seul restaurant de la ville. Notons à toutes fins utiles que toutes les séquences de la série ont été tournées à Sétif, où les comédiens et les équipes de la production et du tournage ont séjourné pendant deux mois. ***Marwa B.***

ARRÊTÉS POUR ATTROUPEMENT ILLÉGAL

26 mois d'emprisonnement supplémentaires pour les chômeurs d'El Ménéa

● Après plus de 10 mois passés en prison, le verdict est enfin tombé dans l'affaire des jeunes qui ont organisé un attroupement sur la voie publique, le 28 avril 2013, à El Ménéa, à 270 Km du sud-est du chef lieu de la wilaya de Ghardaïa.

Khaled Boussaid, le responsable de la CNDDC d'El Ménéa, celui qui a filmé des gendarmes braquant leurs kalachnikov sur des manifestants pacifiques et a publié la vidéo sur Internet, a été arrêté, quelques jours plus tard, à son domicile ainsi que plusieurs de ses camarades, soit 12 arrestations au total. Quatre autres arrestations ont été opérées et ce sont 16 accusés qui ont fait l'objet d'un procès, dont 12 devaient comparaître libres et se devaient, donc, de se présenter la veille de l'audience pour se constituer prisonniers tel que le prévoit la procédure. Seul Boualem Belekhal, s'y était plié. Les quatre détenus, en l'occurrence Youcef Benarouba, Cheikh Benhaoued, Mohamed Abdelmadjid Saidat et Khaled Boussaid, ont dû se trouver bien seuls dans la salle pratiquement vide. Personne n'était venu les soutenir. Khaled Boussaïd, le militant frêle et déterminé, celui qui a osé demander une wilaya à El Ménéa, un certain 14 mars 2013, le responsable de la coordination nationale de défense des droits des chômeurs CNDDC d'El Ménéa, vient donc d'écoper de trois ans de prison ferme avec deux de ses camarades de lutte.

PHOTO: D. R.

Le 28 avril 2013, des dizaines de chômeurs d'El Ménéa sont sortis dans la rue pour réclamer de l'emploi et une vie meilleure

FLASH-BACK

Le 28 avril 2013, des dizaines de chômeurs d'El Ménéa sont sortis dans la rue pour réclamer de l'emploi et une vie meilleure. El Ménéa, daïra agricole réputée pour ses oranges, ses raisins, ses roses et surtout son eau minérale d'excellente qualité, est le pays de l'oisiveté et de l'ennui. Dans cette localité rattachée à la wilaya de Ghardaïa qui s'en détourne, la population veut le divorce. Les gens pensent qu'ils méritent mieux que quelques visites irrégulières des responsables de la wilaya et aspirent à l'autonomie. A l'instar de Djanet, In Salah et Touggourt, El Ménéa réclame depuis fort longtemps de devenir une wilaya à part entière afin de s'épanouir. C'est d'ailleurs cette question qui est avancée par les chômeurs d'El Ménéa, lesquels, en plus d'un emploi et d'une vie digne, veulent tout simplement la promotion de leur daïra et une politique de développement adaptée à ses spécificités. A El Ménéa, dès le mois d'avril, toutes les perspectives se ferment avec la venue de la saison des vents de sable. Aussi, pour se faire entendre, les chômeurs avaient décidé de frapper fort comme fermer l'accès à la RN1, provoquant ainsi un énorme bouchon et coupant la circulation entre le nord et le sud du pays. Rien que ça. C'était pour dire, aux autorités centrales, qu'El Ménéa est exactement au cœur de l'Algérie, géographiquement parlant bien sûr et qu'un simple sit-in sur ses abords pouvait paralyser la circulation entre le nord et le sud. Les chômeurs remettaient surtout en cause les choix du recrutement des entreprises pétrolières étrangères installées sur le territoire de leur daïra. Seize d'entre eux ont été arrêtés. Ils ont été accusés d'«attroupement armé sur la voie publique» et d'«association de malfaiteurs».

LE PROCÈS

La défense a été assurée par un collectif d'avocats du réseau des droits de l'homme, constitué de Mes Noureddine Ahmine du barreau de Laghouat, Amirouche Bakouri du barreau de Bejaïa, Amine Hassani et Amine Sidhoum du barreau d'Alger, de Dalila Kaci du barreau de Ouargla et de Mohamed Mezghiche, avocat handicapé moteur, du barreau de Biskra, lequel, nous a-t-on dit, avait tenu à être présent à cette audience présidée par le juge Nadjib Belabani, alors que le ministère public était représenté par Yacine Ayad, tous deux relevant du tribunal d'El Ménéa. La séance a été pour le moins expéditive puisqu'elle n'a pas dépassé les 90 minutes avec le réquisitoire et les plaidoiries des avocats de la défense. Ceux-ci se sont relayés pour démonter les arguments de l'accusation affirmant que ceux-ci ne reposent sur aucune preuve tangible et que ces faits, s'ils s'étaient produits au nord du pays, n'auraient pas eu le même impact. Après une courte pause des délibérations, le juge est revenu pour annoncer le verdict dans un silence de cathédrale. Trois ans de prison pour trois des accusés, deux ans pour un quatrième, quant au cinquième qui comparaissait libre, il a été acquitté. Ironie du sort, les absents n'ont pas eu tort puisque les onze autres, ceux qui ont bénéficié de comparutions directes, ne se sont pas présentés à l'audience. Ils n'ont même pas été appelés à la barre. C'était la consternation parmi les avocats qui ont dénoncé la sévérité du verdict. Pour Me Sidhoum, *«c'est une incitation à la violence»* alors que son confrère, Amirouche Bakouri, a affirmé carrément qu'*«il y a une rupture entre le citoyen et la justice»*. Me Noureddine Ahmine, révolté, a parlé d'*«une grave instrumentalisation de la justice à des fins politiques.»* Le groupe de chômeurs d'El Ménéa, jugé cette semaine à Ghardaïa, est en fait constitué des éléments actifs du bureau local de la CNDDC dans cette daïra promise à un grand avenir vus ses multiples atouts mais qui reste, comme la plupart des villes du sud, livrée à elle-même avec un développement au pas de tortue et un manque flagrant de débouchés pour la jeunesse au moment où toutes les ressources du pays sont pompées sous leurs yeux.

QUI SONT-ILS ?

«Ces jeunes qui ont appris à s'organiser sous la houlette de la CNDDC», témoigne l'un des membres fondateurs de la coordination, *«ont assisté aux préparations et aux rassemblements pacifiques qui se sont tenus dans plusieurs villes du sud, notamment à Ouargla, Laghouat, El Oued et Ghardaïa.»* Ils ont constaté que les rassemblements se tenaient avec des banderoles, des affiches, qu'ils prônaient la lutte politique pacifique sans heurts et sans violence. Ils ont ensuite constaté que, suite aux différents rassemblements de Ouargla, un feed-back des autorités commençait à venir, qu'Abdelamalek Sellal avait pris des décisions et envoyé des instructions à la wilaya de Ouargla quand le tout nouveau wali multipliait les promesses.

Bref, les chômeurs d'El Ménéa, au même titre que ceux de Ouargla, ont compris qu'en sortant dans la rue, en bloquant la route, ils pourraient se faire entendre. Ils ont donc décidé de faire la même chose dans leur ville. Lors de leur rassemblement du 28 avril 2013, soit à peine deux mois et demi après la Milliyonia de Ouargla, le 14 mars 2013, les gendarmes sont intervenus en force pour ouvrir la route bloquée par les manifestants.

Houria Alioua & K. Nazim

HASSI GHANEM

750 palmiers ravagés par un incendie

Il a fallu plus de neuf heures d'intenses efforts à la dizaine d'éléments de la protection civile des unités d'El Ménéa et de Hassi Lefhal pour arriver à bout de l'immense incendie qui s'est propagé, lundi soir, sur une surface de pas moins de 17 hectares à Hassi Ghanem, une région agro-pastorale située à 60 km au nord d'El Ménéa et à 210 km au sud du chef-lieu de wilaya, Ghardaïa. C'est aux environs de 18 heures que les premières flammes ont été aperçues par des habitants qui, tout en essayant avec des moyens rudimentaires de contenir les flammes, ont donné l'alerte. Mais le vent et la chaleur ont beaucoup influé sur la vitesse de l'incendie qui a tout consumé sur son passage.

Ainsi pas moins de 750 palmiers, plantés sur 11 propriétés agricoles ont été complètement réduits en cendres. Ce qui est absolument catastrophique pour cette région d'une pauvreté endémique. *«C'est toute une vie de labeur que je viens de voir réduite en poussière. C'est comme si ma vie s'arrêtait»* déclare l'un des agriculteurs qui avait tout perdu, ajoutant qu'*«il ne reste plus rien, même les outils agricoles et les canalisations ont été dévorés par les flammes. Je ne sais pas si j'aurai le courage de tout reprendre à zéro. Mais encore faut il que les moyens soient mis à notre disposition, car nous sommes une communauté pauvre comme vous le voyez, nous n'avons pas les moyens de reprendre cette activité qui nécessite des moyens et des efforts constants.»* Les éléments de la brigade de gendarmerie d'El Ménéa, qui se sont rendus sur place pour relever des indices, ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de cet incendie. ***K. N.***

OUARGLA

L'enfance se fête le 16 juin

Date :15 juin 2014. Heure : 17h. Lieu : Maison de la culture Moufdi Zakaria. Evénement : fête de l'enfance. Organisateur : Association nationale de la jeunesse algérienne cultivée. C'est à la veille de la célébration du 16 juin, journée africaine de l'enfance et à cause d'un calendrier très chargé à la maison de la culture Moufdi Zakaria que l'Association nationale de la jeunesse algérienne cultivée, dont le siège national se trouve à Touggourt, compte organiser un spectacle pour l'enfance. L'occasion est toute trouvée pour annoncer officiellement la création du bureau de Ouargla, nous confie Belkacem Abazi, membre du bureau de l'association. Cette nouvelle entité dédiée à la promotion de la culture dans le milieu des jeunes compte déjà une centaine d'adhérents. Des formulaires électroniques ont permis à des jeunes de toute la wilaya de Ouargla de marquer leur adhésion. Ils viennent de différents horizons et de toutes les communes de la wilaya, croit-on savoir. Ils ont par contre un facteur commun, et c'est le bénévolat qui prend de l'ampleur dans la société. *«De plus en plus de jeunes veulent consacrer leur temps libre aux autres»* dit Belkacem Abazi. Les activités ciblées, *«le théâtre pour enfants et adultes, notamment avec l'adhésion de plusieurs étudiants en arts dramatiques qui ont même obtenu une distinction pour un court métrage»* ajoute notre interlocuteur. Il s'agit, en effet, du dromadaire d'or, reçu lors du Festival national du court métrage pour jeunes l'année dernière. Pour le reste, on retrouve de la poésie, avec Abdelaouahab Sahraoui qui n'est autre que le président du bureau de Ouargla de cette association. Reconnu comme poète des oasis, ce dernier anime avec Mahdjoubi une section de chant patriotique et religieux. Le programme de la fête des enfants comprendra, outre des pièces théâtrales et des représentations musicales, du chant et de la magie. L'occasion pour Dia Eddine Mellouka, président de Ness El Kheir Ouargla qui a organisé récemment un mini concours de la chanson, de faire découvrir à un plus large public un petit prodige de six ans qui animera la soirée. Voilà, pour les lecteurs d'El Watan, ce sera la surprise du 15 juin. C'est surtout pour regrouper les gens et offrir une distraction aux enfants et c'est tant mieux. Des initiatives à encourager. ***H.A.***

MILA
Cinq faussaires arrêtés

Les services de la Gendarmerie de la commune de Beni Guecha, à 30 km à l'ouest de Mila, ont réussi, ce lundi, à neutraliser une bande de malfaiteurs spécialisée dans la production et la mise en circulation de faux billets de banque, a-t-on appris de source sûre. Les faussaires, au nombre de cinq, âgés entre 20 et 45 ans, ont été débusqués par les enquêteurs de la Gendarmerie qui ont mis la main sur une liasse de faux billets de banque en coupures de 2000 DA, d'une valeur de 70 000 DA. Les faux billets ont été retrouvés au domicile de l'un des cinq mis en cause, où l'on a saisi un attirail d'équipements utilisés dans la production desdits billets, à savoir un scanner, un micro-ordinateur et une imprimante. Présentés ce mardi devant le procureur de la République près le tribunal de Ferdjioua, les faussaires ont été écroués. ***B. K.***

Un mort et 7 blessés dans un accident

Une femme âgée de 44 ans a trouvé la mort et sept personnes ont été blessées dans un tragique accident survenu mardi, sur l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Oued Athmania, au sud de Mila. L'accident s'est produit à 10h30, quand une voiture de marque Renault Symbol et un camion de marque Sonacome se sont heurtés violemment. Les services de la Protection civile d'Oued Athmania sont intervenus et ont évacué les victimes à l'hôpital de la ville. Une enquête a été ouverte. ***B. K.***

JIJEL
Découverte macabre à El Kennar

Le corps sans vie d'un quadragénaire a été retrouvé hier matin dans une maison en construction à El Kennar, à 20 km de Jijel). La victime a apparemment succombé à des violences, qu'il aurait subies dans cette maison, située près de la mosquée au lieu-dit El Jazira, appartenant à un membre de sa famille. Le défunt était membre d'un groupe de légitime défense, mais rien pour le moment ne peut indiquer qu'il s'agirait d'une affaire liée au terrorisme. ***Fodil S.***

CADRE DE VIE À OUED ZENATI (GUELMA)
La phobie des moustiques s'empare des habitants

Les autorités locales de cette commune sont pointées du doigt, à cause des retards enregistrés dans les travaux de curage et d'aménagement de l'oued.

Toutes les conditions de prolifération des insectes nuisibles à Oued Zenati sont réunies. L'Oued qui traverse cette ville, deuxième de par son importance après Guelma, en est le principal vivier. Le scénario d'un été sans campagne de démoustication efficace, comme celui vécu en 2013, où des centaines de personnes, de tous âges, ont consulté pour des piqûres de moustiques, est encore vivace dans la mémoire collective.

En effet, les habitants des quartiers riverains de l'oued Zenati, tels Mohamed Tahar Khellifi, rue des jardins, Rabah Loucif, 20 Aout, les Frères Kaas, soit une majorité écrasante de la population craignent le pire. Une situation qui perdure avec les vides sanitaires des immeubles devenus des mares stagnantes aux odeurs nauséabondes. «*Les rares interventions de lutte contre les insectes nuisibles opérées par l'APC d'Oued Zenati n'ont jamais apporté des résultats probants. Le produit utilisé, probablement du mazout, est plus nocif pour nous que pour les moustiques*», dénoncent des habitants de la ville. Et de poursuivre : «*durant l'été 2013 et même 2012, une espèce de moustique minuscule, à peine visible à l'œil nu, a fait des ravages. Beaucoup ont du aller à l'hôpital, notamment des enfants, souffrant de la fièvre et de démangeaisons*». Les autorités locales de cette commune sont pointées du doigt à cause des retards enregistrés dans les travaux de curage et d'aménagement de l'oued. Un projet qui traîne depuis 2007.

L'idée de réalisation d'une couverture pour ce cours d'eau a été abandonnée pour une projection plus simpliste, c'est-à-dire un canal en béton et des collecteurs d'égouts.

PHOTO: EL WATAN

Le problème devient une véritable source d'inquiétudes

NOURIA BENGHEBRIT À BATNA
Priorité pour une formation sérieuse des enseignants

La formation continue des enseignants des cycles primaire, moyen et secondaire semble occuper une bonne place sur la feuille de route de la ministre de l'Education nationale. En réponse aux questions d'El Watan autour de ce volet, Nouria Benghebrit Remaoun a déclaré, lors de sa visite effectuée hier dans la ville de Batna, que son département s'apprête à récupérer ce qui reste des instituts technologiques des enseignants (ITE), fermés, pour rappel, durant les années 1990. Cette opération permettra, selon la ministre, d'organiser des cycles de formation pour les enseignants. «*Une formation qui doit s'éloigner des sentiers battus pour répondre aux exigences universelles de développement*», expliquera-t-elle. Le premier cycle, destiné aux nouvelles recrues est programmé pour le mois d'août prochain. «*Nous n'aurons pas de vacances cette année*», a-t-elle déclaré. La fermeture de ces instituts durant la moitié des années 1990, rappelle-t-on, a entraîné de grands remous qui s'étaient alors soldés par une série de grèves et des grands chamboulements dans l'affectation des enseignants qui y exerçaient. Le mouvement de protestation autour de la sauvegarde de ces établissements a buté contre l'obstination d'une politique du quantitatif aux dépens de la qualité. Par ailleurs, cette première visite de la ministre à Batna lui a permis de jauger les moyens humains et matériels de la wilaya, après avoir écouté de manière attentive et intéressée les différents exposés présentés par le directeur de l'éducation et ses collaborateurs. Il est à noter qu'un petit point noir a marqué cette visite, selon le secrétaire général de la fédération des parents d'élèves, Nabil Achi. Ce dernier a soulevé «*qu'une dizaine d'élèves candidats aux examens du BEM ont été empêchés de rejoindre leur salle, car ils sont arrivés au même moment que la ministre qui devait, entres autres, visiter le centre d'examen*». Un traumatisme pour eux selon lui, puisqu'ils ont été même bousculés par les agents de police en faction devant l'entrée de l'établissement. ***Lounes Gribissa***

ANNABA
L'ex-président de la CCI Seybouse réagit

L'absence de l'ex-président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) Seybouse de Annaba à la cérémonie officielle de l'installation du nouveau président a fait réagir l'intéressé. «*Je n'ai jamais cherché à briller par mon absence. Tout simplement, je n'ai pas été convié ni par le président, ni par le bureau, encore moins par l'administration. Un coup de fil m'aurait suffit pour prendre part à cette cérémonie*», a expliqué Rachid Ghimouz, l'ex-président de la CCI Seybouse. Une affirmation que rejette en bloc le nouveau président Tayeb Sahtouri qui a confirmé avoir donné une instruction ferme à l'administration, malgré des réticences, pour qu'il soit invité. «*Jusqu'à la veille de mon installation officielle je n'étais pas encore président de la chambre ni signataire. Néanmoins, j'ai donné instruction pour que le président sortant soit officiellement invité. Si on ne lui a pas envoyé cette invitation, cela ne relève pas de ma responsabilité*», insiste l'actuel président. Par sa réaction, l'ex-président de la CCI Seybouse a voulu démontrer, selon lui, qu'en tout état de cause, il ne sera jamais contre la dynamique que promet le nouveau collège, dont les dossiers en suspens seront présentés lors de la prochaine assemblée générale, prévue dans les jours à venir. ***M. -F. G.***

CONSTANTINE
Le SNAPAP réclame une augmentation des salaires

Le syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) réclame une augmentation des salaires jusqu'à 35 000 DA au minimum. Une revendication affichée hier lors d'une conférence de presse animée par El Ayachi Benelmili, secrétaire national chargé de l'organique au SNAPAP. L'objectif de cette rencontre est de mettre en exergue plusieurs failles existantes dans les lois algériennes et qui ne servent pas les travailleurs, plus particulièrement les jeunes. Le conférencier a insisté sur la nécessité de réviser l'article 87-bis intégré dans la loi 90-11 en 1994. Selon lui, cet article est paru après la convention établie entre l'Etat algérien et le FMI concernant les salaires et l'expérience professionnelle (EP). L'on a exigé à cette époque de ne pas augmenter les salaires jusqu'en 2009. «*C'était dans le but d'éviter toute sorte d'inflation*», dira-t-il. Même après quelques années, l'Etat n'a pas pu annuler cet article. «*C'était impossible d'annuler l'article imposé par le FMI, car cette annulation aura un impact négatif sur les différents domaines économiques. C'est pourquoi nous avons proposé la révision de la loi, et la redéfinition du mot salaire. Ceci dit, il faut faire la distinction entre le salaire et la paie, car chaque définition a son propre domaine et selon l'effort fourni par chaque individu* », a-t-il expliqué et d'ajouter : «*Nous voulons un salaire digne pour le travailleur algérien. On applique en Algérie des lois occidentales, mais qui ne sont pas conformes à notre mode de vie. En plus, la plupart de ces lois ne sont pas vraiment applicables*». Selon Al Ayachi Benelmili, le travailleur algérien est le plus mal payé par rapport aux employés des différents pays de l'Afrique, pour ne pas dire ceux des pays occidentaux. «*Environ 3 millions d'employés en Algérie ne perçoivent même pas le SMIG estimé à 18000 DA. C'est pourquoi avec ce changement il va y avoir une augmentation automatique du SMIG pour les retraités et autres catégories des fonctionnaires*», a-t-il conclu. ***Yousra Salem***

Deux blessés graves dans un accident de la route

Un camion a dérapé brutalement, hier vers 15h, sur la RN 79, non loin de la trémie de l'université Constantine 1, causant de graves blessures à deux hommes âgés de 29 et de 40 ans, apprend-on auprès de la Protection Civile.

Les deux victimes étaient à bord du camion, transportant du ciment. Le véhicule s'est renversé après avoir dérapé sur une chaussée glissante, suite aux pluies importantes qui se sont abattues sur la ville. Les victimes ont été évacués par la Protection civile vers le CHU Benbadis. ***Y. S.***

SOUK AHRAS
Enquête à la maison de jeunes de Mechroha

Un projet de réhabilitation de la maison de jeunes Mohamed Seddik Benyahia à Mechroha, resté en chantier depuis plus de trois années, a suscité de vives réactions de la part des représentants du mouvement associatif et des élus locaux. Ces derniers ont récemment interpellé les autorités compétentes pour faire la lumière sur cette structure, dont les travaux de réfection et de réaménagement, qui auraient pu être achevés à temps, sont encore en souffrance. Aux dernières nouvelles, une enquête judiciaire a été ouverte par les services de sécurité pour limiter la responsabilité pénale dans cette situation. Pour un projet d'utilité publique pour lequel une enveloppe budgétaire estimée à plusieurs millions de dinars a été allouée, le non respect des délais de réalisation et l'absence de suivi sont, semble-t-il, au centre des griefs avancés par les représentants de la population de Mechroha qui voient mal des jeunes effectuer quotidiennement des déplacements vers le chef-lieu de la wilaya pour faire une partie de billard ou de ping-pong. ***A. Djafri***

COMMUNE DE TIMIZART

Couverture sanitaire précaire

● Les populations rurales paraissent oubliées par les pouvoirs publics concernant l'accès aux soins.

Les habitants de la commune de Timizart, à 30 km au nord-est de Tizi Ouzou, endurent d'énormes difficultés liées à la défaillance de la couverture sanitaire. Les difficultés rencontrées sont présentes aussi bien au niveau de différentes salles de soins des villages qu'au niveau de la polyclinique sise à Souk El Had, chef-lieu communal. En effet, certaines unités de soins sont carrément fermées sinon elles n'assurent de soins que périodiquement. C'est le cas du village de Boushel où les habitants ont cru voir le bout du tunnel après avoir exigé la réouverture de leurs salle de soins fermée pour *«de simple travaux de rénovation»* pendant plus d'une année. Sauf qu'à leur grand dam, le médecin n'est présent que trois jours par semaine. *«Face à cette situation et devant les prix irraisonnables qu'exigent d'autres médecins travaillant à leur propre compte, en plus des frais des déplacements, nous n'avons qu'à nous soumettre à la grâce du Dieu en lui demandant de nous retenir sain au moins durant les journées où notre salle de soins demeure sans médecin»*, dira avec ironie et tristesse un vieux villageois qui n'a que les dons des bienfaiteurs comme retraite. Les villageois soulignent par ailleurs que leur salle de soins qui manque également d'hygiène pourrait satisfaire d'autres hameaux voisins comme Bouissi, Alma, Tazelmat, si elle fonctionnait normalement. Dans le même sillage, la population d'Abizar, le plus grand village de la commune voire de la wilaya avec plus de 12 000 habitants, est «provisoirement» couverte en matière de soins.

PHOTO: EL WATAN

Les structures de soins de proximité sont à l'abandon

Abizar, en effet, ne dispose que d'une seule salle de soins, sous-équipée en matière de médicaments comme en matériel médical. *«Cela fait un mois que j'attends le dentiste qui ne vient toujours pas. On me dit à chaque fois qu'il n'y a pas d'anesthésie»*, clame une vieille femme rencontrée sur les lieux. Ainsi, les patients sont également renvoyés à maintes reprises à cause du manque, entre autre, des compresses, des gants médicaux... *«La quantité de compresses, de gants et de bistouris distribuée est loin de satisfaire le nombre important, plus de 25 patients par jour et 500 par mois, que reçoit l'unité»*, fulmine un habitant qui attire l'attention sur le danger qui pourrait survenir de l'utilisation d'un «matériel» médical jetable comme les gants plusieurs fois utilisés sur différent patients.

La polyclinique de Souk El Had par ailleurs, est très exigüe pour satisfaire les 30 000 habitants de la commune. En effet, les weekends, avons nous constaté, de grand problèmes sont rencontrés aussi bien par le personnel médical et paramédical que pour les nombreux patients face surtout à l'étroitesse de ce centre de soins qui ne dispose que d'une seule petite salle de soins et d'une seule salle d'observation à trois lits tandis que les analyses sanguines se font en plein couloir «aménagé». L'absence d'un agent à la réception, les week-ends, par ailleurs, provoque des files anarchiques chez les patients.

A rappeler que la commune de Timizart a bénéficié d'un hôpital de 60 lits inscrit dernièrement par le ministère de la santé et de la population, mais cela n'est pas une raison pour négliger les différentes salles de soins ni pour abandonner la réalisation, déjà promise, d'une extension pour la polyclinique.

Nourdine Tidjedam

AZAZGA

Pénurie d'eau potable dans les villages

La population de la commune d'Azazga, à 37 km à l'est de Tizi Ouzou, appréhende de passer un *«été qui s'annonce très mal»* à cause de la pénurie d'eau enregistrée dans les foyers, notamment dans les villages. Dans un communiqué parvenu à notre bureau, l'Association pour la défense et la protection du consommateur de la wilaya écrit : *«Plus la température monte, plus le rationnement en matière d'eau potable se généralise pour atteindre d'autres localités de la commune, où l'eau est distribuée à raison d'un jour seulement sur cinq, malgré le renforcement de la commune en cette matière vitale et son alimentation à partir du barrage de Taksebt»*, lit-on dans ce document. L'association porte à la connaissance des responsables concernés que *«les travaux du projet de la chaine d'alimentation en eau potable depuis Oued Sébaou, près du lieu dit Flikki, est achevé depuis plus de deux ans. Cependant, seule la localité de Flikki est alimentée en eau. Les villages Ait-Bouada, Rabta, Cheurfa et Tinkichte ne sont pas desservis car les stations de refoulement ne sont pas alimentées en énergie électrique»*, a souligné par ailleurs le même document qui ajoute aussi que la population est en colère devant le silence des responsables concernés. D'ailleurs, selon le même texte, les villageois menacent de recourir à des actions de protestation si leurs doléances ne sont pas sérieusement prises en charge par les pouvoirs publics.

PHOTO: EL WATAN

Farid Guellil

APW DE TIZI OUZOU

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN DÉBAT

Les élus ayant pris part à la réunion de l'APW organisée mardi dernier pour débattre du nouveau Plan d'aménagement du territoire de la wilaya de Tizi Ouzou (PATW), projeté à l'horizon 2030, ont relevé plusieurs carences liées à l'absence dans ledit plan de projets structurant pour le développement socio-économique de la région. Plusieurs d'entre eux ont demandé la révision du contenu du document, présenté par le directeur du Centre national des technologies et du consulting. Des membres de l'APW, des maires et des directeurs exécutifs ont pris part à cette réunion. Des intervenants ont proposé le développement du réseau routier, la construction d'autres plateformes portuaires de dimension régionale...etc. L'assistance a noté également le manque d'un plan relatif au problème de la dégradation de l'environnement prévoyant notamment la construction de centres de recyclage et de tri des déchets, *«Cela doit être une priorité, notre wilaya souffre de l'insalubrité»*, dira le maire d'Azazga. Ce P/APC a évoqué la menace qui pèse sur l'environnement dans le massif forestier de Yakouren et la nappe phréatique de l'Oued Sébaou. Un autre intervenant a proposé quant à lui *«le développement du réseau routier par la création d'une liaison routière entre les localités du littoral (Tigzirt, Iflissen, Azeffoun et Ait Chafâa) et les grandes agglomérations urbaines (Tizi Ouzou et Azazga), l'élargissement et le dédoublement de la RN 24 et son prolongement jusqu'à Bejaia, afin de désenclaver ces villes touristiques»*, a-t-il dit avant d'ajouter: «On ne peut développer le tourisme balnéaire et l'activité de la pêche sans le développement du réseau routier» Concernant la région de Drâa El Mizan, bien qu'elle soit structurée par la RN30, *«la réhabilitation de la voie ferroviaire qui la relie à Dellys (Boumerdès) est un impératif pour développer ses potentialités agricoles sachant qu'elle représente l'essentiel de*

PHOTO: EL WATAN

l'activité agricole de la wilaya», a proposé un élu. En somme, le PATW présenté fait état d'un diagnostic territorial effectué à travers une étude des grands espaces territoriaux existant de la wilaya. Il s'agit du couloir Est-Ouest le long de la RN 12, le bassin de Drâa El Mizan, les pôles de Larbâa Nath Irathen et Ain El Hammam traversés par la RN15 et de la bande littorale (Azeffoun et Tigzirt). Dans la problématique de l'étude, il est relevé que le couloir de l'oued Sébaou qui renferme les communes urbaines de Tadmait, Drâa Ben Khedda, Tizi Ouzou et Azazga, est sous pression du fait de l'urbanisation intense qui engendre la saturation de ces villes. Concernant la région sud, il sera question selon les initiateurs du PATW de préserver les terres agricoles menacées par l'habitat anarchique (taux d'urbanisation 50%). Quant au littoral, la question étant d'assurer le développement basé sur les potentialités touristiques et des produits de la pêche, deux secteurs sous-exploités actuellement. Le principe général d'aménagement du PATW est basé sur le «rééquilibrage du territoire» qui aura un impact sur le plan social, économique et environnemental. (Souamâa, Ouadhia, Boudjima et Aïn El Hammam). En outre, le PATW a créé un découpage du territoire de la wilaya en 10 aires de planification par daïras, pour permettre, selon ses initiateurs, la programmation d'actions de développement selon le contexte de chaque localité. L'assistance a décidé d'ajourner l'adoption du PATW. Les élus ont demandé d'inclure leurs propositions dans sa révision.

F. Guellil

El Watan

Bureau de TIZI OUZOU

Boulevard Amena Mahieddine, Lotissement Hasnaoua. N°1 (axe école paramédicale - stade du 1er Novembre).

Tél. / Fax : 026 21 76 86

NOUVELLES DE TISSEMSILT

Un festival dédié à la poésie

La onzième édition du festival national de la poésie populaire et de la chanson bédouine se déroulera du 15 au 21 du mois en cours à Tissemsilt. Selon le directeur de la culture M. Dahel Mohamed, 37 wilayas, ayant confirmé leur participation à ce jour, seront représentées par 67 poètes et 37 groupes qui ne manqueront pas d'emballer les fans de la chanson bédouine fort nombreux dans la région. Des artistes de renom tels que Attalah (Djelfa) Abdelkader Khaldi (Oran), Menai Osouf sont programmés tout au long de ce festival qui se tenait auparavant à Ouled Bessem et qui a été délocalisé sur Tissemsilt. Dans ce contexte précis, une maison du poète, qui était destinée à être le point de rencontre et d'échange de tous les poètes de la région, est restée malheureusement fermée pendant de nombreuses années avant d'accueillir les services de l'APC. ***Ali Ben.***

Des écrans géants pour suivre le Mondial

Pour répondre à l'attente des jeunes qui vivent déjà au rythme de la balle ronde et du Mondial, les services de la Direction de la jeunesse et des sports ont pris une série de mesures pour répondre à l'attente des jeunes de la wilaya dont l'espoir est de suivre le maximum de rencontres et notamment celles de l'équipe nationale. A cet effet, toutes les infrastructures de ce secteur seront ouvertes pour recevoir les jeunes qui suivront les matchs retransmis par les chaînes nationales alors que des écrans géants seront placés dans certaines places publiques et dans les communes dépourvues d'infrastructures d'accueil. ***Ali Ben.***

Des médecins bénévoles à pied d'œuvre

Des équipes médicales pluridisciplinaires sillonnent, depuis plusieurs jours, les douars les plus reculés de la wilaya de Tissemsilt et notamment ceux dont l'enclavement est accentué par un réseau routier très défectueux, un bon nombre d'entre eux se trouvant éloignés des centres de santé. Près de 77 regroupements sont ainsi ciblés par ces équipes qui sont accompagnées par des agents spécialisés de la Protection civile qui apportent un soutien logistique en cas de nécessité et d'urgence.
La Direction de la santé est en contact constant avec plusieurs équipes médicales pour des séjours, chacun dans sa spécialité, pour parer à l'absence de certaines spécialités au niveau de Tissemsilt. ***Ali Ben.***

AÏN TÉMOUCHENT

Les femmes rurales de plus en plus victimes de violences

Des facteurs exogènes à la famille sont à l'origine de cette recrudescence des violences à l'image du chômage, la consommation des drogues, alcools et psychotropes.

PHOTO : DR

Les violences à l'égard des femmes inquiètent

«Les femmes sont de plus en plus violentées ou harcelées en milieu rural dans la wilaya d'Aïn Témouchent. Pour des raisons socioreligieuses et culturelles, elles refusent de communiquer ou dénoncer leurs coupables et par conséquent, on ne peut pas avoir des statistiques exactes de ces femmes victimes», a déclaré, avant-hier, la présidente du mouvement de solidarité avec la famille rurale Mme Kharchiche H. Zhor à la veille de son départ à Londres (Grande-Bretagne) pour participer à une rencontre internationale sur la violence à l'encontre de la femme, du 10 au 13 juin 2014.

Selon notre interlocutrice, les femmes sont très exposées en cette période aux actes de violences physiques et verbales en milieu rural et familial. Des facteurs exogènes à la famille sont à l'origine de cette recrudescence de violence dont le chômage, la consommation des drogues, alcools et psychotropes. Autres facteurs endogènes tels que les us et coutumes, la mentalité conservatrice et les insuffisances dans le code de la famille et la mésentente intrafamiliale entre les parents. Il en est le même pour le harcèlement qui est devenu une monnaie courante. Et pour résorber cette violence, elle a proposé la révision du code de la famille, l'animation des campagnes de sensibilisation visant l'émancipation de la femme sur le plan culturel et social, l'alphabétisation et la formation professionnelle. Au sujet de la finalité de cette rencontre internationale : *«J'expose la situation de la femme algérienne en milieu rural en général et j'expose la volonté de l'Etat algérien visant l'amélioration de la condition féminine. Ça sera une occasion pour échanger les expériences avec les représentantes des femmes dans 140 pays du monde»*, ajouta Mme Kharchiche. ***O. Salem***

Le littoral accuse un déficit en hôtels

Comme annoncé précédemment, le coup d'envoi de la saison estivale 2014 a été donné officiellement le matin de ce jeudi 5 juin sur la plage de Rechgoun 1, dans la commune de Bénisaf. Un carnaval festif varié et diversifié a été concocté par les jeunes et les troupes folkloriques du terroir témouchentois, qui ont animé gaiement la plage. Selon les informations recueillies au niveau de la direction du tourisme et de l'artisanat, 18 plages seront autorisées à la baignade. Cependant, les deux autres plages du Puits de Bénisaf et de Madagh restent fermées pour cause de pollution de l'eau pour la première citée et de travaux de réalisation d'abri de pêche dans la seconde plage. En concours avec les autres partenaires, en l'occurrence les directions de la Santé et de la Population, celles du Commerce et des Transports, des mesures répressives seront prises à l'encontre de ceux qui violent la loi 03/02 relative à l'exploitation touristique gratuite sur les plages. Notre source a indiqué que la capacité des structures d'accueil est estimée à 4 800 lits. Elle est jugée très insuffisante par les opérateurs dans le secteur du tourisme pour faire face aux milliers de touristes qui fréquentent les plages témouchentoises et les autres lieux touristiques, soit un déficit considérable tout en sachant que, durant la session écoulée, il a été enregistré un flux de 8 millions d'estivants de la période du 1er juin au 30 septembre 2013. Et dans le souci d'offrir les meilleures conditions de séjour aux estivants, la wilaya a misé sur le nettoiement, l'alimentation en eau potable et la sécurité. ***O. S.***

RELIZANE

Des familles exposées au danger des eaux usées

«Nous ne savons pas à quel saint nous vouer pour lancer notre cri de détresse», ont tonné les représentants d'une centaine de familles du douar Douaydia dans la commune de Djidiouia, à quelque 30 km du chef-lieu de wilaya. En effet, inquiets du danger que constituent les eaux usées déversées à ciel ouvert, les citoyens affirment qu'ils sont, eux et leurs enfants surtout, quotidiennement menacés par les désagréments de cette catastrophe. *«L'usage des fosses septiques a beaucoup fragilisé notre sol et l'on est arrivé au phénomène de la montée des eaux usées qui sont venues nous assiéger de tout bord»*, a signifié un jeune très déçu par ce qu'il a qualifié d'indifférence des responsables. *«Nous avons toujours sollicité les élus sur la gravité du phénomène avant qu'il ne s'installe mais aucun écho favorable n'est revenu de la bâtisse de la mairie. Maintenant que la saison des grandes chaleurs est là, ces eaux nauséabondes ne peuvent qu'être un fief encourageant la prolifération de tous les vecteurs de risques»*, a crié un parent en ajoutant : *«Si jamais une épidémie éclate dans le périmètre, tout le monde se manifestera et se mobilisera pour venir à la rescousse des sinistrés»*. Et d'ajouter : *«Pourquoi attendre toujours la catastrophe pour réagir alors que l'on n'a jamais cessé d'alerter toutes les instances concernées sur le danger qui nous guette»*. Approché à ce sujet, un responsable local a affirmé qu'une étude de pose d'un réseau d'assainissement pour le douar est fin prête et que toutes les procédures utiles pour le projet seront effectuées en temps opportun. ***Issac B.***

POSTE DE CHLEF

Les victimes d'un détournement réclament leur argent

L'affaire de détournement de fonds à la poste de Mossadek, qui remonte à décembre dernier, refait surface. Des victimes réclament leur argent. Une plainte avait été déposée par l'entreprise contre un agent contractuel au niveau des guichets. Le receveur, quant à lui, est poursuivi pour négligence.
Les faits remontent à décembre dernier lorsque des titulaires de livrets CNEP s'étaient plaints de la disparition de leur argent à la poste de Mossadek. L'audit interne diligenté par l'administration avait confirmé le détournement de fonds commis par l'employé en question au détriment de 23 clients.
Il faut rappeler qu'une affaire similaire, d'un montant très important, avait été enregistrée à Chettia au début de l'année écoulée. Il est à souligner, par ailleurs, qu'un nouveau directeur de wilaya d'Algérie Poste a été désigné à la tête de cette administration le 1er mai dernier, en remplacement de son prédécesseur, décédé des suites d'une maladie. ***A. Yechkour***

ADRAR

3 000 litres de carburant saisis par la douane

La cellule de communication de la direction régionale de la douane de Béchar affirme que les éléments de la brigade mixte de BBM a intercepté, au courant de cette semaine, trois individus à bord de deux véhicules tout-terrain de marque Toyota FJ 60 et FJ 55, alors qu'ils tentaient de pénétrer en terre malienne, par la localité de Khalil, avec une cargaison de 3 000 litres de carburant. Par ailleurs, une escouade a récupéré un lot de marchandises jeté par-dessus bord d'un véhicule Toyota *«Station wagon»* lors d'une course-poursuite sans résultat sur le tronçon Timiaouine-Mali. Le chargement saisi est composé de 260 sandales en cuir targuies, 65 sandales en plastique pour femme, 115 survêtements de sport, 45 chemises, 10 tuniques targuies, 50 tenues pour enfants ainsi que 55 théières et 32 sucrières artisanales. Cependant, l'amende douanière pour les deux affaires reste estimée à 3 612 000 DA. ***A.A.***

EL-BAYADH

5 morts dans une collision entre deux bus

Deux bus de voyageurs, assurant la liaison dans les deux sens, entre la wilaya de Béchar et le Nord du pays, sont entrés en collision, aux premières heures de la matinée de ce mercredi, au lieudit Aïn Brahim sur le tronçon routier de la RN 6 entre les localités de Kheiter et de Mosbah. Le bilan, qui aurait pu être très lourd, fait état de 05 morts sur les lieux du drame et trois autres passagers grièvement blessés. Une enquête a été aussitôt diligentée par les éléments de la brigade de gendarmerie locale afin de déterminer les causes réelles de ce drame de la circulation. ***R. M.***

PLUSIEURS VILLES DU NORD DE L'IRAK SONT PASSÉES SOUS SON CONTRÔLE

Le Daash dicte sa loi à Nouri Al Maliki

● Pour donner un aperçu de leur force de frappe, les djihadistes de l'EIIL ont pris en otages 48 citoyens turcs au consulat de Turquie à Mossoul, parmi lesquels le consul et des membres des forces spéciales.

Les éléments de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL ou Daash) sont en passe de réussir en Irak ce qu'ils n'ont pas pu réaliser en Syrie : créer un émirat islamique sunnite dans la zone frontalière entre la Syrie et l'Irak. Et chaque jour qui passe semble les rapprocher de cet objectif. La preuve, mardi, les insurgés ont pris d'assaut et se sont s'emparé de l'ensemble de la province de Ninive, dont dépend la deuxième ville du pays, Mossoul, où les forces de sécurité ont fui en abandonnant uniformes et véhicules. Durant sa progression, l'EIIL a pris le contrôle de parties de deux autres provinces voisines, Salaheddine et Kirkouk, où 15 membres des forces irakiennes ont été exécutés hier. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les combats opposant forces de sécurité et insurgés dans la ville de Mossoul et sa région dans le nord de l'Irak ont fait fuir plus de 500 000 civils.

Des spécialistes de l'Irak soutiennent que la perte de Ninive par Baghdad a, dans tous les cas, créé un immense corridor rebelle entre Anbar, Mossoul et la frontière syrienne qui va, à terme, faciliter l'acheminement d'armes, de financements et de combattants sur les différents fronts. Il faut savoir que la province d'Anbar, au sud de Ninive et frontalière de la Syrie, est déjà un territoire partiellement contrôlé par des combattants anti-gouvernementaux. La tâche leur a été rendue facile par la rébellion syrienne qui s'était emparée d'importantes zones dans l'Est syrien. Dans cette partie de l'Irak, l'Etat est quasiment absent.

PHOTO : D. R.

Le Premier ministre Nouri Al Maliki ne c'est plus à quel saint ce vouer

LES SUNNITES MARGINALISÉS

Tous ces éléments imbriqués dans les uns les autres permettent de dire que la crise irakienne perdurera dans le temps. Aujourd'hui, l'existence même de l'Irak en tant qu'Etat ne tient qu'à un fil d'autant que le dispositif sécuritaire mis en place par Nouri Al Maliki pour combattre Al Qaîda s'avère inefficace. Sans le parapluie américain, l'Irak risque tout simplement de se désintégrer. Il faut dire aussi que Nouri Al Maliki est en train de payer cash sa politique de marginalisation des sunnites. C'est cette politique qui alimente le terrorisme et le conflit religieux qui oppose les sunnites aux chiites. Pas loin qu'hier, les insurgés se sont encore emparés de la ville de Tikrit, chef-lieu de la province de Salaheddine, située à mi-chemin entre Baghdad et la deuxième ville du pays, Mossoul, tombée mardi aux mains de l'insurrection. Dans un communiqué posté sur Twitter, l'EIIL a prévenu qu'il *«n'arrêterait pas cette série d'invasions bénies»*.

Pour donner un aperçu de leur force de frappe, les djihadistes de l'EIIL ont pris en otages 48 citoyens turcs au consulat de Turquie à Mossoul, parmi lesquels le consul et des membres des forces spéciales. Jusque-là, les Turcs qui soutiennent la rébellion en Syrie avaient été épargnés par les insurgés. *«Quarante-huit Turcs, dont le consul, des membres de son équipe, des soldats des forces spéciales et trois enfants ont été enlevés»*, a déclaré à la presse un responsable turc. Au moins 28 chauffeurs de poids lourds turcs sont également aux mains des combattants d'EIIL depuis mardi. Une réunion d'urgence était d'ailleurs en cours hier après-midi autour du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, à laquelle participait le vice-Premier ministre, Besir Atalay, et le patron des services de renseignement (MIT) Hakan Fidan, a ajouté la même source. Que reproche l'EIIL à Istanbul qui l'a pourtant beaucoup aidé ? Mystère !

LE MOYEN-ORIENT EN ÉTAT D'ALERTE

Face à la crainte de voir toute la région tomber entre les mains de l'EIIL, la Syrie s'est dite prête à coopérer avec l'Irak pour lutter contre les groupes armés activant dans les deux pays. *«Le terrorisme soutenu par l'étranger auquel fait face l'Irak frère est le même qui sévit en Syrie»*, a indiqué un communiqué du ministère syrien des Affaires étrangères. Le gouvernement syrien est *«prêt à coopérer avec l'Irak pour faire face au terrorisme, cet ennemi commun»*, poursuit le texte. *«Ce terrorisme menace la paix et la sécurité dans la région et le monde»*, a indiqué le ministère syrien, appelant le Conseil de sécurité de l'ONU *«à prendre des décisions claires condamnant ces actes terroristes et criminels et à agir contre les pays soutenant ces groupes»*. En attendant de voir cette coopération irako-syrienne se concrétiser sur le terrain, le dirigeant chiite Moqtada Sadr a appelé hier à la formation de brigades pour défendre les sites religieux en Irak. *«Je ne peux pas rester silencieux et les mains croisées face au danger qui guette les lieux saints. Donc je suis prêt à travailler en coordination avec le gouvernement afin de former des brigades de la paix»*, a dit ce dirigeant dans un communiqué. Sa proposition intervient au lendemain même de l'annonce par le gouvernement de Nouri Al Maliki qu'il allait fournir des armes à tous les citoyens qui se porteraient volontaires pour combattre les insurgés. *«J'annonce que mes partisans et moi sommes prêts à aider à former ces brigades afin de défendre nos lieux sacrés face aux offensives des forces obscurantistes»*, a dit Moqtada Sadr. Face à la faillite de la politique sécuritaire mise en place par Al Maliki, l'idée d'armer la population peut être utile. Seulement, dans le cas irakien, elle peut s'avérer être une arme à double tranchant. Il existe un clivage tellement profond entre les sunnites, les kurdes et les chiites qu'une telle initiative peut en effet servir de carburant à la guerre civile et contribuer à accélérer l'éclatement de l'Irak. En clair, la solution risque d'être pire que le problème.

Z. C.

QUI EST L'ÉTAT ISLAMIQUE EN IRAK ET AU LEVANT ?

L'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), qui a pris le contrôle de la province de Mossoul et de secteurs d'autres provinces irakiennes mardi, est un groupe djihadiste radical, également très présent en Syrie, qui est parvenu à recruter des milliers de combattants. Il s'agit d'une émanation de l'Etat islamique en Irak (ISI), branche irakienne d'Al Qaîda dirigée par Abou Bakr Al Baghdadi. En avril 2013, Baghdadi annonce que l'ISI et le Front Al Nosra, groupe djihadiste présent en Syrie, fusionnent pour devenir l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). Mais Al Nosra refuse d'adhérer à cette nouvelle entité et les deux groupes commencent à opérer de façon séparée, avant qu'une guerre généralisée ne les oppose à partir de janvier 2014. L'EIIL a ouvertement contesté l'autorité du chef d'Al Qaîda, Ayman Al Zawahiri, et rejeté sa demande de se concentrer sur l'Irak et de laisser la Syrie à Al Nosra. Mais si l'EIIL n'a jamais fait allégeance au chef d'Al Qaîda, le groupe revendique toutefois la même idéologie djihadiste, et veut installer un Etat islamique dans une région située entre la Syrie et l'Irak.

UN EFFECTIF DE 7000 HOMMES

Charles Lister, chercheur au Brookings Doha Center, estime que l'EIIL compte de 5000 à 6000 combattants en Irak et de 6000 à 7000 combattants en Syrie. Ces chiffres n'ont pu être cependant corroborés par d'autres sources.

En Syrie, la plupart des combattants sur le terrain sont des Syriens, mais ses commandants viennent souvent de l'étranger, et ont fait leurs armes en Irak, Tchétchénie, Afghanistan et sur d'autres fronts. En Irak, la plupart de ses combattants sont irakiens. Selon l'islamologue Romain Caillet, de l'Institut français du Proche-Orient, nombre de ses chefs militaires sont des Irakiens ou des Libyens, tandis que ses meneurs religieux sont plutôt des Saoudiens ou Tunisiens. Il compterait même dans ses rangs d'anciens membres des services secrets irakiens sous Saddam Hussein.

L'EIIL compte aussi des centaines de combattants francophones, dont des Français, des Belges et des Maghrébins.

PRÉSENCE SUR LE TERRAIN

L'EIIL a pris en janvier, avec d'autres groupes insurgés, le contrôle de Fallouja et de secteurs de Ramadi, à l'ouest de Baghdad. Depuis la semaine passée, il a lancé de nombreuses attaques en Irak et est parvenu mardi à prendre avec d'autres djihadistes le contrôle de la province de Ninive, dont fait partie Mossoul (2e ville d'Irak) et de secteurs des provinces de Kirkouk et de Salaheddine. En Syrie, il est considéré comme la force combattante la plus efficace contre le régime du président Bachar Al Assad. Mais après avoir été initialement bien accueilli par certains rebelles syriens, sa volonté d'hégémonie et les atrocités qui lui sont attribuées, notamment l'enlèvement et l'exécution de civils et de rebelles de mouvements rivaux, ont poussé l'ensemble des coalitions rebelles à retourner leurs armes contre lui. Autre fait à signaler : l'EIIL ne semble pas bénéficier du soutien ouvert d'un Etat, et selon des analystes, le groupe reçoit la majorité de son soutien de la part de donateurs individuels, la plupart dans le Golfe. En Irak, le groupe dépend en outre de personnalités tribales locales.

R. I.

BRÈVES

ÉGYPTE

Un tribunal a condamné hier à 15 ans de prison le célèbre militant de gauche, Alaa Abdel Fattah, ainsi que 24 autres personnes reconnues coupables d'avoir participé à des manifestations illégales. Juste après l'annonce du verdict, M. Abdel Fattah et deux autres militants ont été arrêtés alors qu'ils se trouvaient à l'extérieur du tribunal. Alaa Abdel Fattah, un des leaders de la révolte qui a chassé du pouvoir le président Hosni Moubarak début 2011, avait été arrêté en novembre pour violences lors d'une manifestation non autorisée avant d'être libéré sous caution en mars.

ESPAGNE

Les députés espagnols ont voté massivement, hier, la loi permettant l'abdication du roi Juan Carlos, ouvrant la voie à l'arrivée sur le trône, le 19 juin, du prince héritier Felipe, selon un scénario inédit depuis le retour à la démocratie en 1978. Par 299 voix pour, essentiellement celles du Parti populaire, au pouvoir, et de l'opposition socialiste, 19 contre et 23 abstentions, le Congrès a voté cette loi qui doit être approuvée par le Sénat le 17 juin, après avoir rejeté les amendements de petits partis qui réclamaient un référendum.

UKRAINE-RUSSIE

Le géant russe Gazprom a annoncé hier matin le report au 16 juin de son ultimatum à l'Ukraine pour le paiement de sa dette gazière et la poursuite des livraisons, alors que des pourparlers à Bruxelles sont toujours en cours. *«La partie russe a fait un pas en faveur de la poursuite des négociations, qui ont été menées ces derniers temps de manière assez intensive, et a décidé que le passage au système de pré-paiement est reporté à lundi à 10h»*, a déclaré tôt hier le PDG de Gazprom, Alexeï Miller, à l'issue d'entretiens avec le Commissaire européen à l'énergie Günther Oettinger.

RDC-RWANDA

Les échanges de tirs ont opposé pendant plusieurs heures, hier matin, des soldats congolais et rwandais à la frontière entre leurs deux pays qui entretiennent des relations tendues depuis des années, a-t-on appris de sources congolaises. Des soldats rwandais ont *«franchi la frontière vers 3h GMT et ils ont enlevé un de nos militaires»*, un caporal, a indiqué à l'AFP le lieutenant-colonel Olivier Amuli, porte-parole de l'armée congolaise dans la province du Nord-Kivu. Le régime tutsi de Kigali a combattu contre le gouvernement central de Kinshasa lors des deux guerres du Congo (1996-1997 et 1998-2003) et est accusé par la RDC de plusieurs tentatives de déstabilisation de l'Est de son grand voisin en soutenant des soulèvements de milices congolaises majoritairement composées de Tutsis.

BARRETTEAU JEAN MARCEL ABDALLAH. *Descendant de déportés algériens de la Nouvelle-Calédonie*

Ces Algériens du bout du monde...

«Quant à ceux qu'on retient loin de leur patrie, le cœur de leurs proches meurt d'angoisse. On finit par les croire morts, car l'on ne peut s'occuper autant des absents que de ceux qui sont présents.»

Amzian Cheikh El Haddad

Par Hamid Tahri

PHOTO : D. R.

La nuit approchait. Sombres et silencieux, les vaincus d'Algérie et les vaincus de la Commune, assis côte à côte, pensaient à ceux qu'ils aimaient, à l'effondrement de leur existence, à l'anéantissement de leur rêve de liberté.

Il y a des vies qui ressemblent à des romans, mais qui ne sont pas autre chose que la vie. C'est bien le cas de Barretteau Jean Marcel Abdallah, descendant de déportés algériens en Nouvelle-Calédonie en quête de ses racines qui est venu plusieurs fois en Algérie à la recherche de certains de ses ancêtres, partis malgré eux sur une terre lointaine pour ne plus revenir. En suivant les détours de l'histoire, Abdallah, amoureux de l'Algérie, s'est aussi épris d'une fille de Constantine. Et pour que cet amour ne reste pas platonique, il vient d'épouser Khandouda. C'est cette histoire de double amour que nous tenterons de faire connaître. Dimanche de réjouissances à Constantine où on célébrait un mariage peu ordinaire entre Abdallah et Khandouda et auquel nous avons assisté. Le nouveau couple ayant eu la bonne idée de nous compter parmi les convives.

Ce mariage, entre un descendant de déportés algériens et une Constantinoise, est aussi un clin d'œil de l'Algérie à la lointaine «Caledoun» et vice-versa. Un moment d'histoire douloureux qui évoque l'une des plus sombres pages du colonialisme français.

RETOUR SUR LE PASSÉ

Au sein de la population algérienne, l'idée de s'affranchir d'une occupation pesante du pays par une puissance étrangère était toujours présente à l'esprit. Les différentes insurrections déclenchées depuis 1830 représentent la meilleure preuve de cet état de révolte permanent. L'insurrection de 1871 a beaucoup marqué les esprits, il y en a eu d'autres avant et, bien sûr, après cette date. Cet état de fait a poussé le législateur français à voter des lois iniques pour éloigner un grand nombre d'Algériens jugés dangereux en donnant à ces lois une façade juridique réglementaire. Il y a eu, durant cette période, la sècheresse, les invasions de sauterelles et l'année de la faim (aâm echar), les événements sanglants de la Commune de Paris en 1871. La conjonction de tous ces facteurs d'inquiétude et le ras-le-bol des populations algériennes inciteront le bachagha Mohamed Mokrani et Mohand Amzian El Haddad, chef de la confrérie des Rahmania, à soulever, le 8 avril 1871, une grande partie des tribus de Kabylie, de l'est et même du centre du pays.

Cet exil, les aïeux d'Abdallah l'ont vécu dans leur chair dans ce pays situé au bout du monde, et dont Rachid Sellal, ingénieur historien, s'est fait le témoin à travers l'histoire tragique et poignante racontée dans son livre *Caledoun*.

L'auteur évoquera bien évidemment Boumezrag Mokrani, le plus célèbre des bagnards et un des chefs de l'insurrection de 1871 et que le journaliste Jacques Dhur, auteur de plusieurs publications sur les bagnes militaires, interviewera pendant sa captivité. *«Mokrani m'avait entraîné vers les quais d'où l'on apercevait l'Île Nou. Et là-bas, au-delà de l'eau morte du port, elle se dressait immobile et figée comme une vague monstrueuse. L'Arabe me saisit le bras : l'enfer ! Et il jeta le mot d'une voix qui m'entra au vif des chairs. Par la baie vitrée, on voit la ville. Et la masse crêpelée des toits, tout blancs aussi, semble un bouillonnement d'écume. On se dirait en Algérie. J'ai jeté à mi-voix, vers Mokrani, cette phrase évocatrice. Un instant, il demeure sans répondre. La braise de ses prunelles a flambé comme un brusque courant d'air, puis il prononce : "Oh !... ce n'est pas mon pays !"»*

Le nombre d'Algériens condamnés à un exil définitif avoisinait les 2000, confie Abdallah qui se dit fier d'avoir des racines relevant d'un pays dont le peuple n'a jamais accepté l'humiliation et a toujours défendu sa dignité. *«Mes grands-parents m'ont raconté la maltraitance dans toutes ses dimensions, le mépris et surtout le statut presque d'animaux conféré aux déportés qui ont subi la pire des souffrances.»*

PAGE NOIRE

Taïeb Aïfa, fils de déporté et personnage emblématique de la communauté, maire de Bourail, deuxième grande commune après Nouméa, avait rappelé, il y a quelques mois, lors d'une visite à El Eulma, le fief de sa tribu, les conditions de la déportation de ces hommes qui *«étaient usés à la fin de leur peine»*, en évoquant *«la grande tristesse qui les envahissait»*, *«origine d'un mutisme douloureux pour certains»* en vantant les mérites de Sedik Taouti, un ancien haut responsable algérien de la Banque islamique de développement qui a découvert, au début des années 80, cette communauté et l'a fait connaître aux Algériens à travers un reportage télévisuel réalisé par Saïd Oulmi. *«Effectivement*, note Abdallah, *mon père m'a énormément loué les mérites du regretté Taouti Seddik, dont le fils Mustapha Kamel est le digne continuateur de l'œuvre de son père en jetant une passerelle entre nous et l'Algérie»*.

A Constantine, la fête bat son plein et la famille Laouer se donne à fond. Pourquoi Abdallah est-il ici et comment ? *«J'aime bien ce pays dont je suis un descendant. Je voulais faire connaissance avec ma famille. Et comme j'ai émis ce vœu à la télévision algérienne, j'ai reçu 6000 courriers et il a fallu répondre à tout le monde. Dans la mêlée, ma future belle-sœur Asma qui m'a fait connaître Khandouda et avec laquelle je suis en contact depuis 2007. Je me suis déplacé en août 2007 à Constantine et j'y suis resté trois mois. A travers mes recherches, j'ai pu savoir que Bouanani Abdelkader, un déporté, comptait parmi ma famille. Le grand-père Marius, né en 1906, est le fils de Joséphine. Il s'est marié avec Saâdia Bouanani dont le père, originaire de Sebdou, avait été banni à Nouméa. Je me suis donc déplacé à Sebdou où j'ai été chaleureusement reçu par la famille qui m'a vite adopté. C'était un sentiment très fort et l'émotion a atteint son paroxysme lorsqu'on m'a emmené à l'endroit où il est né. Là, je ne pouvais retenir mon émotion. J'ai pleuré. J'ai trouvé trace aussi de ma famille à Batna et des membres, comme Meriem et Nadia, sont venus assister à mon mariage. Cela fait chaud au cœur lorsqu'on rencontre son destin après de longues années d'absence.»*

Abdallah parle de son mariage en insistant sur la persévérance et la patience dont il a fait preuve durant des années. *«Vous ne pensez pas que j'ai fait plusieurs fois 20 000 km pour rien. Mes efforts ont été récompensés et je remercie mes beaux-parents»* lance-t-il en plaisantant.

Son entrée en islam s'est faite naturellement puisque son père François Youcef fait la prière au même titre que plusieurs hommes d'un certain âge de Nessadiou. *«L'imam Mustapha de Nouméa venait une fois par semaine nous apprendre les sourates et surtout la Fatiha. J'ai continué dans la même voie à Bouraï, avec Boufenache Yael plus avancé que moi dans la religion. C'est lui qui fait l'imam et moi, il m'arrive, en l'absence de mon père, de faire le muezzin en appelant à la prière à la mosquée de Nessadiou. Dans l'Islam, j'ai trouvé quelque chose d'apaisant. Il y a une sorte de sérénité qui enveloppe votre corps et votre âme. Et les préceptes de cette religion sont bons et incitent au bien. Même si des esprits revanchards tentent de salir cette religion en l'assimilant à du terrorisme. Nous avons vécu cela depuis les fameux événements du 11 septembre 2001 et le regard de l'autre à notre encontre n'est pas toujours "innocent"»*.

L'EXIL ET LA SOLITUDE

Abdallah avoue que la fête de l'Aïd est un *«grand moment que nous fêtons dans une ambiance chaleureuse et fraternelle. Cela se termine toujours par une "sadaka" au cimetière où tout le monde se donne rendez-vous pour se recueillir sur les tombes des morts. Et lorsqu'il y a un décès dans la communauté, celle-ci est solidaire et compatit au deuil. La sadaka est une des marques de notre tradition et de nos us. Cela nous conforte dans notre religion. Pour la petite histoire, le cimetière de Nessadiou est celui qui compte le plus grand nombre de tombes arabes. Mon père m'a raconté que mes grands-parents avaient émis le vœu de retourner en Algérie mais se heurtaient à beaucoup de contraintes, comme la distance, le coût du voyage et une santé précaire.»*

Il n'y a pas de statistiques fiables concernant le nombre de descendants mais, selon la thèse de Malika Ounoughi, confortée par l'historien et sociologue Seddik Taouti, à travers son livre *Une identité exilée* (Dar El Ouma 1995), le nombre est estimé à 15 000 mais un travail de fond est à faire dès lors que la plupart des noms arabes ont été effacés par «*l'administration coloniale qui s'est acharnée à annihiler leur attachement à leur pays d'origine, l'Algérie, à leur culture, à leur langue et à leur religion.*»

Abdallah semble en phase avec les coutumes de ses ancêtres puisque, chez lui, la cuisine est parfois préparée selon le mode algérien. *«Le lien n'est pas totalement rompu, on fait du couscous, de la baklawa et du makrout et je pense bien que mon épouse va encore nous apporter beaucoup dans ce domaine. La cuisine constantinoise étant réputée à grande échelle.*

De plus, Khandouda, qui est enseignante d'arabe, licenciée d'anglais, va devoir nous apporter un plus sur les plans culturel et cultuel, renforçant davantage nos liens.»

QUÊTE DES ORIGINES

Abdallah évoque aussi certaines survivances culturelles, comme la fantasia qui tient une place importante dans le vécu, vu l'attachement des Arabes au cheval. *«Lors des mariages arabes, ils dansent au son du bendir. On tire des coups de fusil en l'air et puis, à la fin, lorsque les lampions commencent à s'éteindre, on met sur la table un panier et tout le monde y met de l'argent qui est offert aux heureux élus.»*

Comment Abdallah a-t-il trouvé l'Algérie ? *«C'est un beau pays où le paysage est très diversifié.»* A Biskra, Abdallah a appris que le bagnard Ahmed Bensalem était né en 1833 à Sidi Okba, près de Biskra, et a été déporté en 1876 à la suite du soulèvement de la zaouia rahmania et de la bataille d'El Amri. *«Dans cette ville, j'ai découvert des palmiers dattiers ; nous en possédons quelques spécimens et on dit que les déportés avaient ramené des semences. Mais j'ai apprécié les dattes succulentes et dorées d'Algérie qui constituent indéniablement un label. A Biskra, où j'étais à la recherche de mes aïeux Bensalem, j'ai pu apprécier l'hospitalité légendaire des Algériens.»* A contrario, Abdallah déplore la saleté qui prospère un peu partout et se demande comment les petites gens arrivent à vivre avec de petits salaires face à la cherté de la vie. Enfin, Abdallah espère obtenir la nationalité algérienne qu'il a demandée depuis de longs mois. *«J'ai vainement attendu au point de me décourager. Peut-être que ce mariage avec Khandouda va faciliter les choses.»* espère-t-il.

H. T.
htahri@elwatan.com

PARCOURS

Barretteau, Jean Marcel Abdallah est né le 1er février 1973 à Nouméa. Il vit avec ses parents à Nessadiou où il exerce dans l'hôtellerie. Il fréquente assidûment le centre culturel et cultuel de Bourail, deuxième grande commune de la Nouvelle-Calédonie. Ce centre est baptisé du nom de Seddik Taouti, décédé en 2005 et qui est à l'origine de la découverte de cette communauté au début des années 1980.
Nessadiou, du temps de la déportation, s'appelait la vallée du malheur ou col des Arabes. Abdallah a fait plusieurs voyages en Algérie qu'il a quittée, hier, en compagnie de son épouse constantinoise, Khandouda.

El Watan Magazine
N°19 - Jeudi 12 juin 2014 elwatanmagazine@gmail.com

La triche HALAL, une marque déposée !

> CASSE-TÊTE
o va l'argent des vignettes
P : 17

>HORS-CHAMP
Mahmoud, l'argentin, Roberto l'algérien
P : 18

> COUP D'ŒIL
Quand Essabat s'expose !
P : 19

dr

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ISLAMIQUES DE CONSTANTINE

La triche «halal», une marque déposée

Quand les futurs imams fraudent dans les examens ...

Par Lydia Rahmani

En Algérie, le copiage, lors des examens, est presque devenu un sport national, tant il est vrai qu'aucune institution pédagogique, de l'école primaire jusqu'à l'université, n'est épargnée par ce procédé inélégant. Il est pratiqué sans honte, assumé même, par bon nombre d'apprenants qui s'y adonnent sans en rougir. Or, tricher, c'est enfreindre les lois civiques et divines, sachant que ce procédé est abhorré par le Créateur et censé être proscrit par les croyants.

Et quand la triche a pour scène la prestigieuse université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine (USIC), cela dépasse l'entendement, surtout quand on n'hésite pas à déchirer les pages du Saint Coran pour arriver à ses fins !

En cette «période studieuse» de l'année, entre examens de fin de cycle et de contrôles d'évaluation, la tentation est forte pour certains adeptes de l'antisèche. Tous les moyens sont bons pour cela et pas des moindres. Fini les petits bouts de papier (lahrouz) qui passaient d'une main à l'autre en catimini, ou les réponses minuscules gravées sur la paume de la main. Les tricheurs ont recours à présent à la technologie. Grâce au bluetooth et au kit mains libres, ils excellent dans l'art de copier, mais il ne faut surtout pas les surprendre en flagrant délit de triche et les «contrarier» dans leur besogne. Ils se défendent avec audace auprès du surveillant qui a ouvert l'œil (et le bon) et pu les débusquer. En fait, il faut, selon leur conception des choses, les laisser faire et se taire à l'instar des trois petits singes de la sagesse asiatique : ne rien voir, ne rien entendre et ne rien dire ! Mais alors, quelle attitude adopter, quelle sanction faut-il administrer à des personnes dont l'immoralité les pousse à déchirer des pages entières du Coran ?

«YAJOUZ» DE TRICHER

A l'université des sciences islamiques de Constantine, des étudiants dénués de scrupules ont trouvé la parade pour copier en toute «liberté», en décrétant que la triche pouvait être considérée comme licite pour ne pas molester le Coran en commettant des erreurs. C'est le copiage «halal». Se cachant sous le fallacieux prétexte d'éviter de se tromper en rédigeant ou en lisant des verstes du Coran notamment, certain(es) étudiant(es) inscrits dans cette université foulent carrément aux pieds les préceptes fondamentaux de l'Islam et les fondements de la religion musulmane en s'adonnant à des pratiques indignes de cette institution, où les valeurs humaines sont censées y être rigoureusement respectées.

D'après les révélations d'une enseignante exerçant au sein de l'université Emir Abdelkader, bon nombre d'étudiants et d'étudiantes inscrits dans les diverses filières copient, sans scrupules, mais *«les filles copient plus grâce à leur khimar* (foulard) *par le biais du kit mains libres, alors que d'autres déchirent, sans vergogne, des pages du Coran au cours du module de la psalmodie (Tartil) arguant que dans ce contexte le copiage "yajouz"».* Visiblement choquée par ces comportements immoraux, cette enseignante impute les racines de ce mal à l'état du pays. Pour elle, *«l'Algérie entière est érigée sur la triche, l'université des sciences islamiques ne constitue donc qu'une goutte d'eau dans un océan de roublardises.»* Décidée à *«vider son sac»*, selon ses propres termes, cette enseignante déplore, par ailleurs, l'immensité de la salle de conférences de l'université, *«non appropriée pour le déroulement des contrôles, d'autant que le nombre de surveillants reste insuffisant.»* Mais, en règle générale, avance-t-elle, les enseignants préfèrent fermer les yeux pour ne pas avoir à essuyer les foudres des tricheurs. Quant aux sanctions infligées aux copieurs épinglés, elles consistent en un simple *«avertissement écrit»*, nous dit-elle. Au demeurant, rien de bien dissuasif pour contrer des adeptes de l'antisèche, «multirécidivistes», expérimentés dans l'art de la triche.

UN CHOIX PAR DÉFAUT

Le Dr Abdallah Boukhelkhal, recteur de l'université Emir Abdelkader, dément quant à lui formellement l'existence de cas de triche dans son illustre établissement universitaire. *«Les cas de triche sont rares. En 17 ans, nous n'avons enregistré aucun écart lors des concours de Magister ou de Doctorat. Durant toutes ces années, nous n'avons déploré que 5 ou 6 cas de triche. L'année dernière, nous avons exclu, pour une durée d'une année, une étudiante qui avait copié à l'aide du bluetooth pour que cela serve d'exemple aux autres étudiants de l'université.»* Si l'on tient compte des propos du responsable de cette université, l'USIC serait donc «un no man's land» où la moralité des étudiants est inaltérable et où tous les mauvais comportements sont bannis. *«L'Islam nous dicte nos actes et veut que toute personne ayant embrassé la religion musulmane se tienne éloigné de tout ce qui est contraire aux préceptes de l'Islam»*, soutient-il avec ferveur et conviction.

Une conviction, hélas, pas toujours partagée par des apprenants, souvent orientés vers les filières de l'université des sciences islamiques par défaut et non par choix assumé.

Asma porte le hidjab depuis 4 ans, à la demande de ses parents, précise-t-elle. En décrochant son baccalauréat série Lettres il y a deux ans, elle était loin d'imaginer à ce moment-là qu'elle allait poursuivre des études supérieures à l'USIC. *«Je ne me suis pas inscrite de mon propre gré à l'université des sciences islamiques de Constantine, c'est un problème d'orientation lié à ma moyenne qui ne m'a pas permis d'accéder à d'autres filières dans lesquelles je me serais peut-être sentie plus à l'aise. Je me suis inscrite à la faculté de littérature et de la civilisation islamique. Cela m'intéressait au début, mais après j'ai commencé à éprouver des difficultés à suivre, mais j'essaye malgré tout de réussir, sinon mes parents mettront un terme à mes études.»* C'est le moment opportun pour lui poser la question qui fâche : *«As-tu eu recours au copiage pour obtenir de bonnes notes aux contrôles ?»*

La réponse était laconique et se voulait convaincante : *«Non, je ne l'ai jamais fait.»* Mais après une brève hésitation, Asma confie avoir vu certains de ses camarades de promo recourir au copiage. Et d'asséner : *«Tous les subterfuges sont bons, y compris le recours à un argumentaire abracadabrant inhérent à la religion, comme par exemple celui de proclamer halal le fait de copier dans les modules consacrés aux langues étrangères parce que relatives à des pays dits mécréants.»* Rien que cela ! Et dire que l'université forme les cadres de demain ! Des cadres dont bon nombre arriveront sur le marché du travail en empruntant des chemins tortueux et délictueux. Certains d'entre eux, diplômés es-copiage en sciences islamiques, prêcheront, une fois sur le marché, les vertus de la bonne morale et vilipenderont les… copieurs. Drôle d'époque ! ***L. R.***

Mis à part les véhicules de la fonction publique, diplomatiques, les ambulances, les véhicules destinés aux handicapés et étrangement les véhicules équipés GPL, tout autre véhicule est soumis à l'impôt annuel dénommé «vignette automobile». L'Algérie aurait déjà un parc national d'environ huit millions de véhicules immatriculés, ce qui donne une idée sur l'ampleur des recettes liées aux taxes automobiles. Au lendemain de la clôture de la période légale de vente de «la vignette auto», des questions se posent...

CONNAÎTRE LA DESTINATIONA FINALE DE CET IMPÔT RELÈVE DE L'EXPLOIT

Où va l'argent de la vignette automobile ?

dr

Par **Djawed Belkhodja**

C'est l'une des rares postes qui a encore des vignettes disponibles», témoigne Abdelkrim à la sortie de celle située à Draria. *«Je suis venu de Tipasa, c'est un ami qui m'a donné le tuyau»* en brandissant sa vignette comme un trophée durement acquis, en ce 2 juin, date limite d'achat. La vignette automobile suscite l'intérêt, tout le monde en parle. Surtout les retardataires. Cet impôt n'existe pourtant pas depuis si longtemps. Avant les années 1990 et à plusieurs reprises, cette taxe a fait surface jusqu'à son abrogation par l'article 73 de la loi de finances 1990, pour être instaurée définitivement en 1997 ; le décret d'application ne verra le jour qu'en 1998, avec une mise à jour de la loi de finances. Depuis, chaque année, les automobilistes font la course pour se la procurer. La période de règlement de cet impôt, qui était au départ fixée du 1er au 31 mars de chaque année, a changé au fil des années, ainsi que le barème des prix qui a été revu à la baisse. En 2014, la période légale était limitée au 2 juin. Le rush, comme chaque année, est constaté, les postes et services des impôts sont pris d'assaut et les téléphones des agents de la poste sonnent sans arrêt. Comme chaque année, les retardataires se plaignent : *«Même pendant la période de vente elle n'est pas disponible partout»*, s'étonne Abdelkrim, *«Pourquoi ce n'est pas à la même date chaque année, c'est déroutant !»* ajoute-t-il. La loi le prévoit pourtant. Dans l'article 303, modifié par l'article 29 de la loi de finances 1998, il est précisé que la période dite «normale» d'achat des vignettes est du 1er au 31 mars de chaque année, période qui peut être prolongée par le ministre des Finances. Il s'agit de prolongement de dates et non de changements. L'administration fiscale se met-elle ainsi hors-la-loi à chaque fois en proposant de nouvelles périodes d'acquittement de cet impôt ?

UNE HISTOIRE D'ARGENT

Cette taxe rapporte plus de 10 milliards de DA chaque année et va crescendo. Elle augmente au rythme de la croissance effrénée du marché de l'automobile, une manne considérable et très dure à pister. Selon la DGI (Direction générale des impôts), les organismes chargés de la distribution des vignettes touchent une part afin de couvrir les frais liés à la logistique de vente, le reste est dispatché en deux parties. 20% vont aux frais de fonctionnement de l'Etat, sans plus d'explications. Il est difficile de retracer cette partie de la recette face aux lois constitutionnelles protégeant la sécurité de l'Etat et sous des prétextes sécuritaires, les différents organes sensibles de l'Etat n'ont pas à se justifier. Les autres 80% vont aux fonds communs des collectivités locales, destinés à financer les collectivités qui ne disposent pas de fonds propres. Et là aussi il est très difficile de pister cette partie. Encore une fois, aucune réponse ni dans les lois de finances, ni dans le *Journal Officiel* n'explique la destination finale de ce fonds. La réglementation liée à la comptabilité du Trésor et des impôts reste très vague sur le sujet ; aucun texte n'est disponible. Mais alors, où va l'argent des vignettes ? Selon des sources proches de la DGI, il serait impossible de dire où va exactement l'argent des vignettes. *«L'argent est versé de caisse en caisse, puis est mêlé à d'autres recettes, les retracer relève de l'exploit»* explique la source qui a requis l'anonymat. *«Ce sont les collectivités locales dites défavorisées qui profiteraient de la manne de la vignette automobile»*, ajoute-t-il. L'administration fiscale, comme chaque année, insiste et communique sur la période règlementaire mais très peu sur la fiscalité, l'organisation et la nécessité d'une telle taxe. L'incompréhension des automobilistes ne peut que se justifier par le flou entourant cet impôt toléré, mais mal vécu.

> «*Je n'aurais jamais cru que pour si peu je risquais si gros»*, déclare Achour, arrêté pour détention d'une fausse vignette automobile

UNE HISTOIRE DE SANCTIONS

Différentes sanctions sont prévues par la législation selon le cas et le type d'infraction commise. Elles varient selon le délit commis. Dans le cas de la non-apposition de la vignette sur le pare-brise constatée par un agent de l'ordre, il n'y a pas de secret, l'automobiliste se voit saisir la carte grise et doit se justifier dans les 7 jours. Dans le cas de l'oubli, de la perte ou de la destruction de sa vignette, il peut en échange de 200 DA et de la quittance originale demander un duplicata au niveau des recettes des impôts ; présentée dans les délais, l'automobiliste récupère sa carte grise. Dans l'autre cas de figure, c'est-à-dire le non-acquittement de la vignette en vigueur, la sanction est plus lourde : l'automobiliste doit payer une majoration de 100% de la valeur initiale de la vignette, à savoir le double du prix de la vignette ; à titre d'exemple, pour un propriétaire de fourgon de transport de plus de 5,5 tonnes, cela s'élève à 30 000 DA. *«Je ne peux pas perdre une journée de travail, je préfère acheter ma vignette hors période légale, les 50% de majoration ne me dérangent pas plus que ça.»* Amine, architecte dans la wilaya d'Alger, a choisi la méthode facile, pas de chaîne pas d'attente, ni de contrainte, il payera les 50% de majoration prévus par la lois en cas d'achat spontané de la vignette automobile en dehors de la période légale. Autant dire que les sanctions prévues touchent directement le portefeuille, pas de retrait de permis redouté par les automobilistes, la principale sanction se situe au niveau du retrait de la carte grise, et dans les cas les plus extrêmes à la mise en fourrière de l'automobile en attendant la présentation de la vignette en vigueur et du règlement des frais de mise en fourrière.

UNE HISTOIRE DE PRISON

«Je n'aurais jamais cru que pour si peu je risquais si gros», déclare Achour, la quarantaine, gérant d'un commerce, arrêté pour détention d'une fausse vignette automobile, lors d'un contrôle de routine au niveau d'un barrage routier de la wilaya de Djelfa. Tout de suite appréhendé pour faux et usage de faux, s'ensuit une perquisition à son domicile avec saisie de tout son matériel informatique, 14 mois de prison pour avoir pris à la légère cette vignette, au point d'en scanner l'une d'elles pour en imprimer une fausse. Achour était jeune à l'époque. Depuis, il ne veut plus entendre parler de vignette automobile. *«Désormais, je suis le premier au guichet de poste pour acheter ma vignette chaque année»*, concède Achour. *«Même si j'étais jeune est inconscient à l'époque, je ne comprends toujours pas à quoi sert cette taxe avec tout l'excédent que l'Etat se permet»*, avoue tout de même le jeune homme. Pourtant, l'administration fiscale avise que le contrôle est de plus en plus rigoureux, sur un air de chasse aux sorcières, promet et menace ces dernières années de débusquer «les fraudeurs». Les renégats des routes n'ont qu'à bien se tenir. Tout comme Achour, beaucoup de citoyens se posent la même question : *«Pourquoi on paye cette vignette ?»* s'offusque Lahsen, retardataire venu acheter sa vignette au dernier jour de la période légale. *«Je viens d'apprendre que l'argent de la vignette automobile n'avait rien à voir avec l'état des routes ou de la signalétique, alors maintenant c'est aux citoyens de sponsoriser les collectivités en faillite ?»* s'offusque-t-il. Il n'y a, effectivement, aucun moyen de savoir à quelles dépenses est liée la recette de la taxe de la vignette automobile destinée globalement à la collectivité et non à un «effort social», comme prétendu dans le passé, ni à la réhabilitation du réseau routier, comme semblent l'imaginer les automobilistes.

D. B.

publicité

DEUX MOUDJAHIDINE SE REVOIENT À TABOUDOUCHT

«Mahmoud l'Argentin, Roberto l'Algérien», les retrouvailles 50 ans après l'indépendance

Par Salah Yermèche

el watan

Récit de merveilleuses retrouvailles entre deux compagnons d'armes ayant partagé les peines de la guerre.

Il n'y a pas de travail ou métiers manuels difficiles qu'il n'ait exercés dans sa vie. Et, pour cause, il s'est de tous temps imposé les travaux les plus durs, salariés ou de labours sur sa propre terre, sans répit, pour assurer la nourriture de pas moins dix-huit bouches, entre frères, sœurs, parents, fils et filles. Autrement dit, *«36 métiers, 36 misères»* ironise le maire d'Aghribs, Rabah Irmèche, pour montrer «*le courage et la grandeur d'âme de cet homme exceptionnel, qui ne s'est jamais plaint de quoi que ce soit*». Il peut rester sans manger aussi longtemps qu'il le peut en simulant avoir déjà mangé à sa faim pour permettre à l'autre, à l'invité, au parent ou à l'hôte, de manger le bout de pain encore disponible, mais insuffisant pour tous. Il peut partager sa chemise pour que l'autre, son concitoyen, ne prenne pas froid. Les produits et fruits de son jardin, qu'il entretient en permanence, appartiennent à tous. Tous peuvent y goûter, y prendre le nécessaire, sans contrepartie, sinon juste un merci. Ce personnage aux qualités humaines rares, c'est Mohand Akham, ou «Dda Mohand», comme l'appellent, affectueusement, femmes et hommes, jeunes et enfants de son village, Taboudoucht (Aghribs), ou tous ceux qui le connaissent hors de cette contrée des Aït Djennad, d'Azeffoun…

Issu d'une famille nombreuse et pauvre, Dda Mohand a connu, tout jeune —il avait à peine 9 ans au lendemain de la 2e Guerre mondiale— toutes les misères et les féroces famines d'alors. Il perdit sa maman en la période du typhus. Plus tard, il sillonne toute l'Algérie, notamment l'ouest du pays et même le Maroc, pour gagner un bout de pain pour sa famille. Dda Mohand n'a pas été à l'école, «*mais l'école de la vie l'a cultivé et formé suffisamment*» dira encore de lui le maire d'Aghribs. Et cette culture de la vie l'inspire chaque jour pour peindre ce qu'il a sur le cœur. C'est ainsi qu'il s'adonne à la peinture à l'eau ou à l'huile en peignant de beaux tableaux, qu'il expose et vend parfois pour assurer la pitance quotidienne à sa famille. En 1958, à 22 ans, il rejoint la Révolution algérienne au Maroc où il rencontre un maquisard particulier, Argentin de nationalité, mais farouche ami de l'Algérie en lutte. Il s'agit de Roberto Muniz Mahmoud, ou «Mahmoud l'Argentin, Roberto l'Algérien», comme l'avait qualifié une fois un journaliste dont il ne se souvient pas du nom, nous dira le concerné. Roberto Muniz était alors ajusteur en mécanique et Mohand Akham, mécanicien aussi. Partisans avec sa femme, en Argentine, des luttes ouvrières et des droits des peuples, ils vouent un amour fou pour la Révolution algérienne en marche. En 1956, Roberto Muniz réussit à organiser à Buenos Aires des meetings pour permettre au groupe de militants FLN sur place d'expliquer la lutte des Algériens contre le colonialisme français. Avec l'encouragement de ses camarades et de sa femme, Roberto débarque en Algérie en 1959 pour pouvoir aider cette Révolution, comme l'ont sollicité les représentants du FLN dans ce pays de l'Amérique du Sud. Ainsi, au Maroc, le FLN/ALN mettra à sa disposition, en compagnie d'un groupe de maquisards, parmi eux Mohand Akham, un atelier de fabrication d'armes de guerre. Ils y réaliseront ainsi plus de 10 000 mitraillettes et 100 000 chargeurs de munitions (10 chargeurs pour chaque mitraillette), ainsi que deux sortes de mortiers, un de 50 mm de diamètre et l'autre de 60 mm de diamètre, explique encore Mahmoud Roberto Muniz. Ce matériel de guerre sera acheminé ensuite vers l'ALN de l'intérieur, nous dira-t-il. A l'indépendance, Dda Mohand Akham regagne son Taboudoucht natal pour continuer à travailler sa terre et entretenir ses arbres en plantant d'autres, tout en continuant à peindre de temps à autre des tableaux et fresques murales dans des cafés ou des restaurants, dans lesquels il exprime la misère des femmes et des hommes en Kabylie, la souffrance et la résistance des moudjahidine, des villages de l'Algérie sous les bombardements de l'aviation coloniale française. Quant à son ami, «Mahmoud l'Argentin», le FLN lui proposera de prendre la nationalité algérienne, s'il le désirait. Volontiers, bien sûr, mais à condition de ramener sa femme qui se trouvait, elle, à Buenos Aires, la capitale argentine. Simple formalité, le couple Muniz sera algérien à part entière.

DES RETROUVAILLES, DE LA JOIE ET UNE PLUIE DE LARMES DE BONHEUR

Vendredi dernier (30 mai), Mohand Akham a soufflé ses 78 bougies, une occasion que Mme Djamila Kabla-Issiakhem, native de Taboudoucht elle aussi, et le fils du peintre, Abdeslam Akham, ont préparée adroitement, avec la «complicité» du maire d'Aghribs, pour rendre un méritoire hommage à ce moudjahid, à cet artiste-peintre, à ce paysan d'une immense modestie. Pour une telle fête, la famille Akham, avec la «complicité» de Mme Kabla Issiakhem et de M. Irmèche, a invité «discrètement» le compagnon d'armes de Dda Mohand, Roberto l'Algérien (91 ans) et son fils, prénommé «Mahmoud» par amour pour l'Algérie, faut-il le noter. Djamila Kabla-Issiakhem, quant à elle, avait pris contact avec une pléiade de ses amis artistes et poètes d'horizons divers qui vouent, comme elle, un respect et une affection sans bornes à l'artiste-peintre et maquisard. Ces artistes de grande renommée sont notamment Aziz Fellag, un natif de cette région d'Azeffoun, Moussa Bourdine, *«avec lequel j'ai grandi au Clos Salembier»* précise Mme Kabla, Rachid Djemaï, sculpteur et un puriste dans le travail d'art, Naïma Doudji, enseignante en peinture et fille de moudjahid, Samia Skenazene, artiste-peintre, native de Tala Tegana (Fréha) *«qui nous revient, tel un précieux cadeau, après 35 ans d'exil en France»*, explique encore Mme Kabla, Meriem Aït El Hara, *«une autre artiste qui a pris part, en 2008, à un grandiose hommage que nous avions organisé à la mémoire de M'hamed Issiakhem et qui avait rassemblé plus de 50 artistes invités»* ajoute l'oratrice, Valentina Ghanem, encore une artiste de Russie, qui a épousé un Algérien et sa nationalité, Fella Hassen, talentueuse journaliste bien connue de la Chaîne III de la Radio nationale, la jeune peintre miniaturiste, Rabhia Belabbes, venue de Tissemsilt *«pour Dda Mohand, cet immense homme, tout fait de bonté»*, Fodil Bir, un jeune poète d'Aït Ouchene, village natal du grand musicologue universel, Iguer Bouchene, ainsi que le frère aîné de Dda Mohand, Belkacem Akham, lui aussi peintre, poète et ancien maquisard. Nous vous épargnons la description des chaudes larmes de joie versées par cet ensemble de personnalités du monde de l'art et de la Révolution à leur arrivée et lors des retrouvailles avec Dda Mohand, tous pris d'une forte émotion et de joie en même temps, en se sachant tous en bonne santé, après des années sans nouvelles de part et d'autre. Présent sur les lieux, Ali Boucherrab, artisan bijoutier, patron de l'école de formation «Louiz Aqbor» de Fréha, avoue avoir eu *«peur pour le cœur de Dda Mohand et de celui de Roberto au moment de leur rencontre»* devant le spacieux local, mitoyen de la maison des Akham, aménagé à l'occasion en un espace d'exposition de tableaux de peinture et de photos historiques de Dda Mohand et de ses compagnons d'armes. Mahmoud Roberto Muniz et son fils, Mahmoud lui aussi, quadragénaire, ont fait une surprise à leur hôte de Taboudoucht en lui remettant un de ses beaux tableaux peints et abandonnés dans la «ferme-atelier» de fabrication d'armes au Maroc, un trésor que Roberto craignait de laisser se perdre sur place au moment de regagner l'Algérie.

Ce tableau, datant de 1961, montre une zone du village natal de l'auteur, avec une maison kabyle traditionnelle, ainsi que des paysans et des paysannes débitant et ramassant du bois, ramenant des provisions d'eau, etc. Des images nostalgiques défilant alors dans l'esprit du peintre qui se trouvait très loin du foyer familial de Taboudoucht. Roberto, qui est auteur, rappelons-le, de l'ouvrage «Mahmoud l'Argentin, un moudjahid latino-américain», édité par Marinoor et remis aussi à la famille Akham, déclamera ensuite un poème en espagnol en l'honneur de son compagnon d'armes, alors que le fils, Mahmoud Muniz, lira, devant une forte assistance de femmes, d'hommes et d'enfants, plongée dans une indescriptible émotion, un texte qu'il intitula «Akham» (La maison), sacrant *«cette amitié entre deux hommes, car il ne s'agit pas de maison, l'un du Sud de l'Amérique et l'autre des montagnes du Nord de l'Afrique, la Kabylie. Quelle cause les a rassemblés et unis au Nord de l'Algérie ? Celle d'un peuple opprimé…»* souligne en substance Mahmoud Muniz. En visitant l'exposition, Samia Skenazene a été agréablement surprise de découvrir des photos de son père en compagnie de son compagnon d'armes, Mohand Akham. Elle promit alors de *«faire tout pour récupérer des œuvres de cet auteur, détenues chez un membre de son entourage afin d'enrichir et protéger ce patrimoine artistique de Dda Mohand». «Après un an et demi de travail de fourmi avec cette cheville ouvrière qu'est le jeune Abdeslam Akham dans toutes les manifestations culturelles et artistiques, comme lors de la réalisation, en 2007, par les villageois de Taboudoucht, de la stèle à l'effigie de M'hamed Issiakhem, je m'engage encore, dans la continuité de l'œuvre, avec les mêmes collaborateurs, pour mettre en avant cette région jusqu'à devenir un vaste foyer de Beaux-arts et de rassemblement de nos artistes»* a promis, en outre, Mme Kabla, une pionnière infatigable en la matière et amoureuse folle des arts en général.

S. Y.

MUSÉE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES DE MÉDÉA

Quand «Essabat» s'expose

dr

Par **A. Teta**

Une première du genre à Médéa, ou peut-être même à l'échelle nationale. Le musée des Arts et Traditions populaires de la ville millénaire de Médéa a organisé, du 18 avril au 18 mai derniers, une exposition dédiée à ''Essabat'' (chaussure) à travers les siècles.

Le conservateur de ce musée, Boualem Belachehab, veut, à travers cette exposition, faire revivre aux visiteurs les importants épisodes de l'histoire de la chaussure artisanale et le savoir-faire des mains habiles de façonneurs médéens qui ont marqué de leur empreinte des époques très lointaines. Médéa fut pendant de longues années la capitale du cuir. Selon l'initiateur de cet événement, le choix du thème n'est pas fortuit, sachant que la ville de Médéa a toujours eu une réputation particulière, une plaque tournante du savoir-faire lié à la fabrication de la chaussure. Ce métier était légué de père en fils. Aujourd'hui, à travers cette exposition, un grand hommage est rendu à ces valeureux artisans d'autrefois. C'est aussi un message aux jeunes pour qu'ils connaissent leur patrimoine.

Le charme du soulier en cuir de l'époque, cousu à la main, qui se confectionnait sur commande et sur-mesure après des essais, a commencé à disparaître avec l'invasion française. Le marché local était ainsi inondé par des produits européens manufacturés à moindre prix par de grosses boîtes telles que ''André'' et ''Bata''. Ces multinationales ont tout fait pour bouleverser, à leur passage comme un char d'assaut, les coutumes et traditions vestimentaires des colonisés. Les artisans créateurs ont été contraints, à ce moment-là, de se convertir en de simples cordonniers réparateurs de chaussures usées, abandonnant ainsi au fur et à mesure la chaussure artisanale. Ils ont été farouchement concurrencés.

UN NOUVEAU SOUFFLE APRÈS L'INDÉPENDANCE

Dans les années 70' et 80', la chaussure manufacturée a fait un sursaut extraordinaire à Médéa. Plusieurs regroupements de cordonniers au sein de coopératives y ont été créés. C'est ainsi que Médéa est devenue la capitale de la «bonne» chaussure. Elle est devenue le fleuron du savoir-faire de la chaussure moderne, ainsi qu'une destination privilégiée des marchands de gros, de l'est à l'ouest du pays. 30% des Algériens sont alors «chaussés» par la chaussure «Made in Médéa». Après la libération «sauvage» des importations dans les années 1990, la chaussure importée à bas prix d'Asie a concurrencé le produit local.

Devant cette anarchie, les quelques fabricants «résistants» ont été obligés de mettre la clé sous le paillasson. Aujourd'hui, il semble que le «phénix commence à renaître de ses cendres». Plusieurs jeunes veulent relever le défi pour que la chaussure de Médéa puisse retrouver ses lettres de noblesse.

En recevant des encouragements de la part des autorités locales, ils commencent à ouvrir des ateliers un peu partout dans cette ville pour fabriquer la chaussure dans son «berceau».

Arriveront-ils à concurrencer les produits asiatiques ? L'avenir nous le dira ! ***A. T.***

SARL VERY NET

œuvrant dans l'industrie des détergents

sise à ZAC TAHARACHT, Akbou

RECRUTE

Un responsable de la communication H/F

Missions principales

- Elaborer la stratégie de communication en collaboration avec la direction
- Gérer la communication interne/externe de l'entreprise
- Réaliser les produits et supports de communication
- Sélectionner et assurer le suivi des fournisseurs et prestataires
- Collaborer à l'élaboration du plan marketing
- Créer et organiser des actions publiques (événementiel)

Critères de sélection

- Diplôme universitaire en sciences de l'information et/ou en sciences humaines
- Expérience de 3 ans minimum dans un poste similaire
- Sens de la communication
- Disposer d'une aisance rédactionnelle
- Avoir un esprit créatif et ouvert
- Maîtrise des langues française et arabe
- Posséder le permis de conduire catégorie B

Un directeur commercial H/F

Missions principales

- Elaborer la stratégie commerciale en collaboration avec la direction
- Proposer des plans d'actions annuels
- Constituer et manager une équipe commerciale
- Réaliser la veille concurrentielle
- Participer au lancement de nouveaux produits
- Représenter l'entreprise lors d'événements publics
- Prendre en charge les réclamations et litiges clients
- Gérer, développer et animer un réseau de distribution national
- Contribuer à l'élaboration et l'exécution des plans marketing

Critères de sélection

- Diplôme universitaire en sciences commerciales ou équivalent
- Expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire
- Sens de la communication
- Capacité managériales
- Aptitudes à la négociation commerciale
- Maîtrise des langues française et arabe
- Maîtrise de l'outil informatique de base
- Posséder le permis de conduire catégorie B

Pour postuler, adresser CV avec photo et lettre de motivation à : DRH_ VN@YAHOO.FR

JUSTE UN MOT

Encore une histoire à la Kheiredine

Par Boudjemaâ Karèche

Les deux dernières histoires dites à la Kheiredine nous ont valu de nombreuse réactions aussi chaleureuses et sympathiques les unes que les autres. Les lecteurs qui redécouvrent Kheiredine Ameyar et ceux qui le découvrent à leur tour se rejoignent pour nous dire combien ils sont frappés par son humour vagabond, son imagination fertile et surtout son amour de la fiction comme tous les grands cinéastes et c'est pourquoi nous donnons aujourd'hui la troisième histoire. Elles sont fortes les femmes. Elles ont souvent des idées audacieuses et ne reculent devant rien pour les concrétiser. Il en est ainsi de cette nouvelle mariée, belle et intelligente, qui avait du mal à supporter les absences répétées de son mari. Elle sentait que ce dernier lui échappait. Il rentrait de plus en plus tard et quelque peu éméché, il allait dormir trop tôt.

Elle avait pensé naïvement que la naissance de l'enfant le retiendrait et nourrirait leur amour de nouveau. Rien n'y fit. Quelques semaines plus tard, les mauvaises habitudes avaient repris et elle sentait son mari lui filer d'entre ses bras une nouvelle fois. N'en pouvant plus, notre dame décida alors d'avoir une discussion avec son époux. Un soir, après l'avoir convaincu de s'asseoir un moment pour l'écouter, voilà ce qu'elle lui dit : *«Je me demande ce qu'il y a de particulier dans ton bar, ce qui te plaît et te retient. Si tu veux, à partir de demain, j'en crée un à la maison, qui sera sans doute plus agréable et plus accueillant.»*

Interloqué et curieux, notre ami accepta la proposition. Le lendemain, après la sortie du boulot, il rentra directement chez lui. Un spectacle inouï s'offrit à ses yeux, un petit comptoir était installé dans un coin du salon avec un magnifique tabouret haut, la lumière était tamisée, une sono discrète diffusait un air de jazz langoureux. Son épouse, plus belle que jamais, vêtue d'un tablier digne des grands professionnels, se tenait derrière le comptoir. Tout en le vouvoyant, elle lui souhaita la bienvenue et lui proposa une carte avec un grand choix de consommations. La seule règle qu'elle fixa, ce qu'il accepta immédiatement, était qu'il devait payer cash ses tournées quotidiennes.

Tout se passa très bien pendant des jours et des semaines. Le climat était serein, les discussions riches, le couple retrouvé. Ils parlaient de tout, politique, économie, sport, culture, voisinage, embouteillages. Elle remarqua que le sujet préféré de son mari était le sport et particulièrement le foot. Elle passa alors des heures à potasser le sujet, lisant des journaux et des revues spécialisés, écoutant ou regardant les émissions de radio et de télé. Elle demandait même des infos aux jeunes du quartier en se rendant au marché.

Ainsi, tout allait pour le mieux jusqu'à ce samedi fatidique, lendemain de la cuisante défaite du Mouloudia, 6 à 0 face à la JSK. Ce soir-là, la discussion fut tendue. Notre ami, ayant perdu la tête tant il était chauvin, s'échauffait et le ton montait de plus en plus. En fin de soirée, ils se retrouvèrent à se chicaner sur le nombre de tournées. Elle en exige treize, lui répétant sans cesse qu'il n'y en avait que douze. Tout n'était que cris et vociférations quand, ayant soudain retrouvé un réflexe de gentleman, le monsieur se calma et accepta de régler les treize consommations. Mais, d'un ton ferme, il tint à conclure en ces termes : *«Ecoutez madame, moi je suis un homme, j'ai une parole. J'accepte donc de payer. Mais soyez sûre d'une chose, je ne remettrai plus les pieds chez vous !»*

B. K.

P. S. : Restons dans le foot, en reprenant la déclaration absolument succulente d'une sympathique artiste, Fella Ababsa : *«Je me rappelle très bien de la victoire des nôtres en Coupe d'Afrique d'Allemagne en 1982.»*

LA CHRONIQUE DE MAURICE TARIK MASCHINO

Un jour viendra...

Disparaissez enfin révoltantes distinctions de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés. L'instant est venu de fonder la République des égaux».[1]

Plus de deux siècles après l'appel de Gracchus Babœuf, Olivier Besancenot reprend le flambeau de la révolte et dans un livre que devraient lire tous ceux qui veulent comprendre dans quel monde de gangsters ils vivent et pourquoi un changement radical de société s'imposera tôt ou tard, il donne quelques bonnes raisons d'espérer.

Elles résultent du spectacle même qu'offre le monde actuel : *«2% de la population détiennent la moitié de la richesse globale, 50% n'en possèdent que 1%.» «Nous sommes 99%, ils ne sont que 1%»*, rappellent de jeunes Américains. 1% qui décide des choix fondamentaux des Etats-Unis et, par voie de conséquence, des choix des pays qui, directement ou indirectement, vivent dans leur dépendance.

Echappant à toutes les crises, mieux, en profitant, les riches ne cessent de s'enrichir : en 2013, 200 nouveaux milliardaires ont rejoint les rangs des 1426 milliardaires de la planète, qui totalisent près de 7000 milliards d'euros de richesse personnelle, *«plus de 200 fois le montant nécessaire à la fin durable de la malnutrition dans le monde, selon les estimations de la FAO»*. Une malnutrition qui tue chaque année 30 millions de personnes, dont 3 millions d'enfants. *«D'un côté du décor, des crève-la-faim s'accrochent à la vie comme ils peuvent ; de l'autre, des hommes et des femmes gavés d'argent et de richesses amoncellent des fortunes qui dépassent l'entendement.»*

Contrairement à ce qu'affirmait F. Hollande – *«Mon adversaire n'a pas de nom, pas de visage…, c'est la finance !»*, les ploutocrates ont un nom, un prénom, un visage et sont parfaitement connus.

Les administrateurs des plus grandes entreprises passent facilement de l'une à l'autre, leur rémunération, comme celle des grands patrons, résultent d'une entente, beaucoup se fréquentent, associent leur famille et leurs intérêts par le biais de mariages et vivent entre eux dans de vrais ghettos. Tous se rencontrent lors de dîners, de forums, d'assemblées, à l'occasion de voyages, de fêtes, pendant les vacances dans des stations de sports d'hiver ou sur les plages de l'île Maurice.

Leur vie ne regarderait personne, si leur richesse ne provenait que de leur travail. Or, elle provient d'un vol. Un vol chaque jour recommencé et inhérent au système capitaliste. Le salaire d'un travailleur n'est pas le prix de son travail, ce travail produit plus de richesses qu'il n'en reçoit, et cette richesse que le patronat accapare, c'est la plus-value.

C'est là que se situe le vol : non pas dans l'existence de la plus-value, indispensable au fonctionnement et à l'enrichissement de l'entreprise, mais dans sa privatisation. Seule une infime partie revient au travailleur sous forme de salaire – 30 euros par mois au Bangladesh – le reste échoit aux dirigeants, qui en disposent comme ils l'entendent, et d'abord pour s'enrichir. *«La propriété, c'est le vol»*, disait déjà Proudhon. Le vol continue à une échelle encore plus vaste dans les pays industriels d'abord, comme dans ceux qu'ils pillent, en Afrique, en Asie, en Amérique latine. Le Mali aurait sans doute moins intéressé les Français si le groupe Areva ne détenait pas des sources minières d'uranium à la frontière nord du pays.

Certains estiment que la puissance des riches s'explique par la quasi disparition d'une classe ouvrière susceptible de s'y opposer. Or, contrairement à une idée reçue, *«les prolétaires n'ont jamais été aussi nombreux sur la planète»* : selon les chiffres du BIT, ils représenteraient un peu plus de 2 milliards d'individus sur les 3 milliards que compte la population active, dont 600 millions d'ouvriers d'industrie.

Leur quotidien, *«ce sont la sueur, les larmes, le sang»*, mais même lorsque se produisent des catastrophes – 245 incendies en 13 ans dans des usines du Pakistan et du Bangladesh, un incendie monstre dans une usine textile à Dacca, qui fait 1200 morts – la classe ouvrière, où qu'elle soit, n'intéresse personne : les partis de gauche l'ignorent, les journaux télévisés n'en parlent pas : d'où cette impression qu'elle n'existe plus. Sans doute, bien des obstacles l'empêchent de se dresser contre ses exploiteurs. Faim, maladies, épuisement, aliénations de toutes sortes, absence de syndicats et de partis révolutionnaires rendent très difficile un soulèvement. Mais *«l'encéphalogramme de la contestation sociale n'est pas plat»*.

En Europe, manifestations, grèves, séquestrations de patrons, occupations d'usines mobilisent régulièrement les travailleurs et «le souffle des résistances» s'étend à de nombreux pays : Brésil, Turquie, Grèce, Portugal, Espagne. Des places – place de La Casbah à Tunis, Syntagma à Athènes, Puerta del Sol à Madrid, Tahrir au Caire, Taksim à Istanbul – sont devenues ou redeviendront des foyers de résistance. Qui aurait cru que l'immolation de Mohamed Bouazizi soulèverait les Tunisiens contre la dictature de Ben Ali ? Parfois, il suffit d'un acte pour qu'un peuple se révolte. *«Chacun peut résister… Nous avons le pouvoir de faire et de défaire»*, conclut Olivier Besancenot, et c'est pourquoi, même si les chemins de la liberté sont rudes, il n'y a aucune raison d'être défaitiste.

M. T. M.

1) Le Manifeste des égaux, 1796.

VU À LA TÉLÉ

Le temps des représailles

Par A. Merad

Nos lecteurs et tous les Algériens farouches défenseurs de la liberté d'expression sont avertis : des jours encore plus sombres attendent la presse indépendante. On savait déjà qu'avec l'arrivée de Bouteflika au pouvoir, elle allait être sérieusement ébranlée et malmenée dans la perspective d'être bâillonnée. Et ce fut le cas le long de ses trois mandats durant lesquels elle a subi les pressions les plus pernicieuses de son existence en raison d'une ligne éditoriale jugée non conventionnelle. Pressions, chantages, intimidations et représailles, le régime incarné par le clan présidentiel ne s'est pas arrêté au niveau des intentions, passant parfois brutalement à l'acte puisque des journaux comme *Le Matin* ont été carrément fermés, et son directeur jeté en prison. La dernière campagne électorale pour le candidat malade a été l'occasion de durcir encore le ton envers cette presse qui refuse de s'incliner. Les menaces sont devenues plus précises, plus directes. C'est à certains ministres qu'a été confiée la mission de propager la force de la répression qui allait s'abattre sur les titres récalcitrants. ***«Après le 17 juin, on s'occupera de vous…»***, ont-ils lancé aux auditoires qui leur étaient acquis pour montrer que le pouvoir ne badine pas quand sa survie est en jeu. C'est le contenu insidieux mais combien terrifiant du message qu'ils ont diffusé lors des meetings. Dans le lot de tous ceux qui étaient visés pour avoir montré leur opposition à cette quatrième mandature, et qui donc devraient s'attendre à ce que la foudre leur tombe sur la tête, il y a la presse indépendante considérée par les «nouveaux maîtres du pays» comme l'adversaire le plus redoutable en raison de l'influence qu'elle a sur l'opinion publique. Il y a ainsi accélération, ces derniers temps, du processus de mise hors d'état de nuire de ces médias à travers un plan de nuisance et d'affaiblissement qui se met petit à petit en place pour devenir progressivement opérationnel. Dans les rédactions, on sent en tous cas la tempête venir. Tout laisse croire que ce plan est pensé au plus haut niveau de la décision, autrement dit au niveau du cercle très fermé de la présidence, qui lui seul adopte les stratégies de déstabilisation avant de les mettre à exécution. Ceci pour dire que le ministre de la Communication n'est, dans cette optique, qu'un pion dans l'échiquier à qui, néanmoins, revient le rôle de faire passer les directives avec la tonalité qui lui convient. Celui qui vient d'être fraîchement installé n'a pas été choisi au hasard, dit-on dans le milieu de la presse. Lui-même journaliste et ayant longtemps sévi comme répartiteur de publicité dans une grande boîte de téléphonie mobile, il passe aux yeux du pouvoir comme celui qui possède une expérience avérée dans le domaine de la communication avec les médias, et notamment une certaine «technicité» pour faire le distinguo entre les «méritants» et les autres… En termes plus clairs, si le plan en question doit être efficace, il lui faudrait une structuration à la base pour aboutir. L'essentiel étant d'épurer le champ médiatique de toutes ses mauvaises herbes. On est loin, très loin de la profession de foi du président Bouteflika qui avait, à l'occasion de la Journée mondiale de la presse, réaffirmé son souci de *«veiller à garantir l'exercice de la liberté d'expression et de presse loin de toute pression, en dehors de toute tutelle et de toute restriction, si ce n'est celle de la conscience professionnelle ou celle expressément prévue par la loi»*. Entre la belle parole et l'acte, le décalage n'a pas de limite. Le premier coup de semonce de la série qui s'annonce longue a été accueilli par les confrères comme un signal fort de la détermination du pouvoir. Il s'agit de la fermeture sans ménagement du quotidien arabophone *El Fedjr* qui a été soumis à un intolérable chantage politique avant de mettre la clé sous le paillasson. L'argumentaire est connu pour arriver à une telle fin : le journal, dit-on dans les cercles officiels, n'a pas honoré ses factures d'imprimerie, alors qu'entre la direction du quotidien et celle de la société d'impression il y avait un accord de paiement conclu sous la forme classique d'un échéancier. Le fait aurait été tout à fait logique si effectivement le journal refusait de respecter ses créances, et si surtout tous les autres journaux, soutenus par des subventions indirectes de l'Etat, avec des situations financières désastreuses, avaient été exposés à la même sanction. Une sanction fatidique qui met un quotidien sur le carreau non pas pour des considérations commerciales, mais bien pour ses prises de position contre le quatrième mandat en particulier, et contre la persistance d'un système à l'agonie en général. Le clan présidentiel qui a l'œil sur tout ce qui bouge a donc fait payer chèrement à la directrice du journal son engagement politique et ses principes démocratiques. Dans cet acte innommable contre la liberté d'expression, la responsabilité du nouveau ministre est pleinement engagée et restera dans l'histoire de la presse algérienne indépendante comme un point noir. Mais l'entreprise de destruction est loin d'être finie, elle ne fait en fait que commencer. Notre journal, qui reste parmi les plus en règle sur le plan de la déontologie professionnelle, est dans l'œil du cyclone. Par une curieuse coïncidence, il est soumis ces jours-ci à une forte pression de l'administration fiscale, alors que ses comptes sont contrôlés à la loupe par les instances compétentes, et aussi à celle moins visible qui veut l'étouffer en agissant sur les annonceurs publicitaires privés. Quand on sait que de grosses boîtes étrangères fidèles de notre titre ont fait l'objet d'un odieux marchandage politique pour se démarquer d'*El Watan*, on peut imaginer jusqu'où irait le pouvoir pour arriver à ses fins. Mais il ne faut pas s'y méprendre, notre journal n'est pas le seul à subir ces épreuves de force visant à détruire la presse indépendante. Les télés privées qui ne marchent pas totalement dans les sillons tracés par le clan Bouteflika risquent d'avoir de grosses surprises. A bon entendeur, salut !

A. M.

FESTIVAL NATIONAL DE LA CRÉATION FÉMININE

L'Algérie revendique la parternité du couscous

● Plat traditionnel d'Afrique du Nord, le couscous se décline en Algérie en plusieurs variantes
● A chaque région son couscous.

En marge du Festival national de la création féminine, plusieurs conférences ayant comme thème le couscous ont été animées. Preuve en est avec les deux intéressantes conférences données, mardi dernier, à la bibliothèque du Palais des Raïs à Alger.

Les intervenants sont remontés loin dans le temps pour situer la date exacte de l'apparition du couscous. La conservatrice et directrice du musée national des Antiquités, Mme Houria Cherid, s'est attelée à développer la thématique portant sur «Les références historiques et archéologiques du couscous».

La conférencière sait de quoi elle parle, puisqu'elle a consacré son mémoire de fin d'études à ce succulent mets. D'emblée, l'universitaire indique que le couscous est un plat national des pays d'Afrique du Nord. Plusieurs chercheurs se sont accordés à dire que ce plat est d'origine berbère. C'est un plat complet, riche en vitamine B, en magnésium et en phosphore, qui a plusieurs appelations de Kabylie jusqu'à Alger, Moyen Atlas et au sud-est marocain, où on le nomme seksou ; au Maroc, c'est plutôt kesksou. Dans les Aurès, à l'est de l'Algérie, on

PHOTO : D. R.

A base de blé ou de son, la saveur est garantie

l'appelle barboucha. A Constantine, ce plat est nommé naâma, et en Tunisie et Annaba on l'a baptisé coskси. La cuisson du couscous à la vapeur est une spécificité maghrébine. L'oratrice a axé son intervention sur des références historiques oscillant entre les XIIIe et XVIIIe siècles. Plusieurs hommes et chercheurs ont écrit des livres sur la gastronomie. En témoignent les publications éditées au XIIIe siècle par le Syrien Ibn El Adil, ou encore Ibn Razine El Tadjab. Mieux encore, un inconnu qui a consacré un livre aux recettes culinaires du Maghreb a soutenu que le couscous est fait à partir de miettes de pain. Au XIVe siècle, l'explorateur et voyageur marocain musulman, Ibn Battûta, qui a profité du développement du commerce, a évoqué l'existence du couscous à cette époque. D'autres chercheurs, voyageurs et missionnaires, dont Andorne Antoine et l'abbé Poiret ont témoigné de l'existence de ce plat. Même si son origine divise les historiens, la conférencière a soutenu que les premiers textes attestent que le couscous a fait son apparition à Tlemcen et à Tiaret. La propagation du couscous s'est, par la suite, poursuivie et a connu une importante poussée durant le XXe siècle, et ce, grâce aux vagues d'immigration depuis l'Afrique du Nord vers de nombreux pays européens. Houria Cherid a indiqué que les fouilles archéologiques ont révélé la présence d'ustensiles de cuisine datant des IXe et Xe siècles, ressemblant à l'outil principal de cuisson du couscous, le couscoussier.

De son côté, le fondateur et manager des établissements Lahlou, spécialisés dans le couscous traditionnel roulé à la main, Sid-Ali Lahlou, a présenté une communication ayant pour thème : «Du couscous traditionnel, véritable patrimoine national, à la transformation industrielle». Pour rappel, la maison Lahlou est lauréate du premier prix du Festival international du couscous de San Vito Lo Capo, en Sicile. Existant depuis 1985, elle a été primée, en 2005, pour son couscous de grande qualité. Après avoir fait un historique sur le couscous et les techniques de commercialisation, Sid-Ali Lahlou a préconisé un véritable travail de recherche en direction de ce plat, qui devrait être classé patrimoine immatériel.

Nacima Chabani

BLOC-NOTES

■ FELIV 2014
RENCONTRE LITTÉRAIRE
Esplanade de Riadh El Feth, jeudi 12 juin 16h30

■ LE RÔLE DU TEXTE littéraire dans la création de l'actualité et son évolution
Mona Prince/Hamdy Al Batran/Sami Adhibi
Modération : Fatima Benchaâlal,
jeudi 12 juin à 18h

■ HOMMAGE À GABRIEL GARCIA MARQUEZ
Pour rendre hommage à ce grand nom de la littérature, disparu il y a peu, deux écrivains majeurs : Gamal Ghitany et Rachid Boudjedra. Accompagnés de Hamid Abdelkader, ils évoqueront l'œuvre du prix Nobel de littérature et son influence sur leur travail.
Rachid Boudjedra/ Gamal Ghitany
Modération : Hamid Abdelkader

■ VENDREDI 13, 16h30
Lecteurs de roman, Lecteurs de poésie : présent et perspective
Samir Darwish/Issam Ayyad/ Kenza Mébarki
Modération : Fatima Benchaâlal.

TÉLÉVISION

TF1

19:15 Football

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE. COUPE DU MONDE 2014.

Cette cérémonie, qui précède le match d'ouverture entre le Brésil, pays organisateur, et la Croatie, marque le coup d'envoi du tournoi, dont la finale aura lieu le 13 juillet. Au pays du football-roi, où sont nées des légendes comme Pelé,...

2

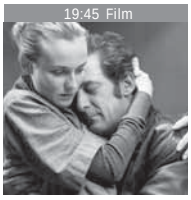
19:45 Magazine

ENVOYÉ SPÉCIAL

Viols en série au pays de Gandhi. Le 16 décembre 2012, à New Delhi, Jyoti Singh, 23 ans, sort du cinéma et monte dans un bus. A son bord, six hommes qui deviendront ses bourreaux. Pendant plusieurs heures, Jyoti est battue et violée. Quelques jours plus tard, l'étudiante meurt des suites ...

3

19:45 Film



POUR ELLE

Lisa et Julien sont mariés et mènent une vie heureuse et sans histoire avec leur fils Oscar. Mais leur vie bascule quand, un matin, la police vient arrêter Lisa pour meurtre. Elle est condamnée à 20 ans de prison. Persuadé de l'innocence de sa femme, Julien décide de la faire évader. Jusqu'où sera-t-il prêt à aller ...

CANAL+

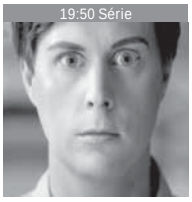
19:55 Série

SCANDAL

Mellie et Fitz préparent une interview télévisée avec leurs enfants, Jerry et Karen. Mais peu avant le début du direct, cette dernière surprend sa mère avec Andrew, le candidat à la vice-présidence. Pour mettre un terme aux agissements du B-613, Olivia et son équipe cherchent à découvrir comment l'organisme...

arte

19:50 Série



REAL HUMANS

La tension monte chez les Engman entre Hans et le clone de Lennart qui ne supportent pas de cohabiter ensemble. De son côté, Inger s'occupe de négocier un contrat de travail avantageux pour Mimi qui a reçu une proposition d'embauche de la part de Claes. Le père de Douglas organise une fête...

M6

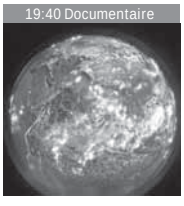
19:50 Divertissement

LA PLUS BELLE RÉGION DE FRANCE

Cette semaine, le jury dévoile les atouts de ces cinq régions de caractère. La journaliste et historienne Clémentine Portier-Kaltenbach, le chef cuisinier de renom Christian Etchebest et Jean-Bernard Carillet, enquêteur et auteur d'ouvrages touristiques, découvrent ces endroits en ...

5

19:40 Documentaire



TERRE SOUS INFLUENCE

La technologie actuelle permet, grâce aux nombreux satellites et missions spatiales, de voir la Terre d'une façon différente et beaucoup plus précise. Les courants marins, les vents de sable, les nuages de vapeur ou encore les radiations électromagnétiques deviennent visibles. Il est possible de

4

19:45 Série

FBI : PORTÉS DISPARUS

Laura Richards, une jeune étudiante en arts plastiques, fait des travaux d'intérêt général dans un hôpital d'anciens combattants, où elle est très appréciée. Mais elle disparaît. Malone apprend qu'elle entretent des relations conflictuelles avec son père, lui-même un vétéran du Vietnam,...

Direct 8

19:50 Série

FEMMES DE LOI

Le corps d'Hélène Lancelot, une psychanalyste, a été retrouvé dans sa maison de campagne. Pour Marie Balaguère, il s'agit d'un cambriolage qui a mal tourné. Elisabeth Brochène pense plutôt qu'il s'agit d'un assassinat. L'autopsie révèle en effet que la victime a été torturée. Seul un magnétophone manque...

tmc

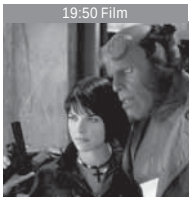
19:55 Série

LES EXPERTS : MANHATTAN

Mac et son équipe enquêtent sur le meurtre de trois co-accusés, tués la veille de leur procès alors qu'ils fêtaient séparément leur dernier jour de liberté. L'un a été tué dans un bar, l'autre retrouvé mort en pleine rue et le troisième gisant dans l'appartement du ...

W9

19:50 Film



HELLBOY II

A l'aube des temps, les hommes et les créatures du monde magique étaient en guerre. Lorsque les invincibles légions d'or furent construites et menacèrent de détruire le monde, une trêve fut conclue et, d'un commun accord, tous décidèrent de les cacher dans les tréfonds de la Terre.

NRJ 12

19:55 Magazine

TELLEMENT VRAI

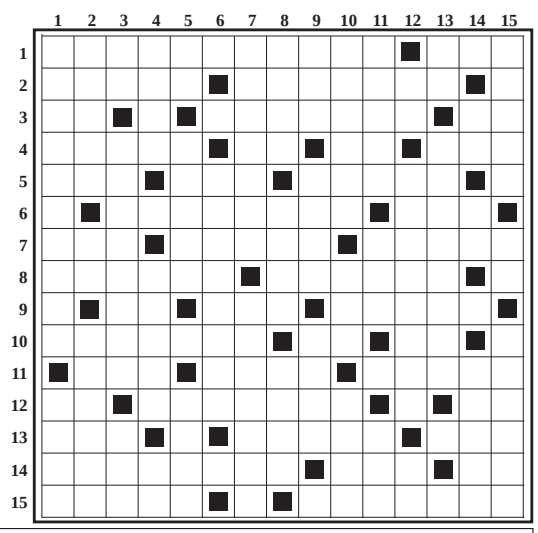
A partir d'enquêtes et de témoignages, Matthieu Delormeau propose de découvrir quatre destins à suivre en parallèle.

JEUX - DÉTENTE

Quinze sur 15 N° 3839

HORIZONTALEMENT : 1.Action de tendre vers un même but. Bel emplumé 2.Personnage haut placé. Roues de mécanisme 3.Astate. Parole basse et vile. C'est nickel 4.Qui reflète le bonheur. Sorte de cale. C'est idem. Chat de bédé 5.Colle. Peuple noir. Plante aromatique 6.Fringale. Fin de participe 7. Au milieu d'une baguette. Evaluer minutieusement. Incroyable 8.A dessein. Fait de revenir 9.Prêtresse en sabots. Transpire. Soudées 10.Raides. Réfléchi. Thulium 11.Aire de lancement. Apre. Point imaginaires 12.Accord russe. Flûte. Avant la matière 13.Fuse dans l'arène. Joueur de foot. Ceinture japonaise 14.Dépitée. Eructation. Préposition 15. Lieu de gladiateurs. Hydrocarbure.

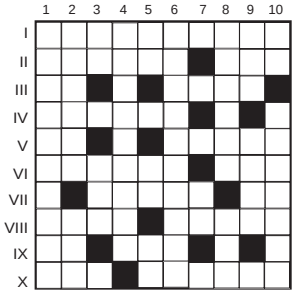
VERTICALEMENT : 1.Attaque. Potelé 2.Instrument de travail. Neuf, romain. Exposes 3.Conjonction. Arbre. Autre moi 4.Exprime un bruit violent. Course bruyante de voitures. Pronom 5.Fin d'année. Espion. Pensai 6.Heurtera 7.Osé. Il prête à des taux illicites 8.Dieu des Vents. Génitrice. Mange 9.Sans fioritures. Surface. Renifle 10.Dent. Envoie *ad pâtres.* Ventile 11.Protection. Atome. Eructation 12.En fin de journée. Minceurs. Tour symbolique 13.Champion. Proposition 14. Drame de geisha. Pris connaissance. Fusil 15.Détériore. Avant nous. Base.



SOL. QUINZE SUR 15 PRECEDENTS : HORIZONTALEMENT : 1. CONDITIONNEMENT 2.ONEREUX. OUTIL 3.MU. UNE. VIA. SUIS 4.PSI. AUBERGE. ERS 5.AIDE. RAI. ECU. AI 6.REELS. CNP. ARENE 7.UNAU. PHANERES 8.LESTERENT. CO 9.IR. SAO. DU. ETAPE 10.OIE. USEE. SEULES 11.NOTICE. STE. SARS 12.SNOBE. EVE. TEE 13.SN. SENTIR. ROT 14.NU. MORNES. RTA 15.CLE. MUNIT. ESSEN. VERTICALEMENT : 1.COMPARUTIONS. OC 2.ONUSIEN. RIONS 3.NE. IDEAL. ETONNE 4.DRU. ELUES. IB 5.IENA. SAUCES 6. TUEUR. PTOSE. EMU 7.IX. BACHE. ANON 8.VEINARDES. TRI 9. NOIR. PNEU. TEINT 10.NUAGE. EN. SEVRE 11.ET. ECARTEE. SE 12.MIS. URE. TUS 13.ELUE. ESCALATORS 14.IRAN. OPERETTE 15.TISSIEZ. ESSE. AN.

Mots Croisés N°3839

Par M. IRATNI



HORIZONTALEMENT

I- Aller et venir sans but précis. II- Comédien - Artère parfois bouchée. III- Pronom - Est très irrité. IV- Boniment (2 mots). V- Lac des Pyrénées - Naturelle. VI- Pratiques - Sélection. VII- Navire à voiles - Branché. VIII- Unie - Pas bien élevée. IX- Saint de la Manche - Travesti à cheval. X- La clé des cabinets - Refus.

VERTICALEMENT

1- Cuisine médiocre. 2- Félin - Fils d'Apollon. 3- Note - Baie du Pacifique. 4- Remise dans un emballage. 5- Tableau de maître - Points opposés - Cependant. 6- Non argumenté. 7- Tranche de pain. 8- Qui ne peut être différé - Domine la flotte. 9- Obtenue - Irlande du poète. 10- Note - Chagrinées.

SOLUTION N° 3838

HORIZONTALEMENT

I- RAGOUTANTE. II- ELUS - ANAIS. III- FLETAN - TAS. IV- RE - NU - RE. V- IGNORE - CE. VI- GA - LIEGE. VII- ETRE - SOLES. VIII- RIA - SEN. IX- EOSINES - EU. X- ENEMA - ERES.

VERTICALEMENT

1- REFRIGEREE. 2- ALLEGATION. 3- GUE - RASE. 4. OSTIOLE - IM. 5- RI - ANA. 6- TANNEES. 7- AN - GOSSE. 8- NAT - CELE. 9- TIARE - ENEE. 10- ESSE - OS - US.

Sudoku N° 139

REGLE DU JEU

Une grille est composée de plusieurs carrés. Chaque carré contient tous les chiffres de 1 à 9. Chaque ligne comme chaque colonne contient aussi tous les chiffres de 1 à 9. Certains chiffres vous sont donnés, à vous de trouver les autres. Pour cela, procédez par déduction et élimination.

3						9		6
	7	6	4			1	5	
				7			4	
	1		6		4			7
	6						2	
4			8		5		1	
	4			6				
	5	2			3	8	9	
9		1						2

Solution Sudoku précédent

8	5	2	9	1	7	4	3	6
6	7	3	5	4	2	1	8	9
9	4	1	6	8	3	2	5	7
1	3	6	7	9	4	8	2	5
2	8	5	1	3	6	9	7	4
4	9	7	8	2	5	6	1	3
7	2	4	3	6	1	5	9	8
5	1	9	4	7	8	3	6	2
3	6	8	2	5	9	7	4	1

Tout Codé N° 3839

Définition du mot encadré

En vous aidant de la définition du mot encadré, complétez la grille, puis reportez les lettres correspondant aux bons numéros dans les cases ci-dessous et vous découvrirez le nom d'un personnage célèbre.

Lit, familièrement

1	2	3	4	3	4	5	6	6	7	4	8	2
2	9	7	8	3	2	10	2	2	11	■	2	1
8	7	3	■	9	■	4	■	3	■	3	8	4
1	4	2	12	■	7	13	4	11	2	8	■	11
2	10	2	13	2	■	7	14	■	1	5	3	11
3	10	■	2	11	5	3	2	8	4	15 M	12	2
12	2	10	2	■	9	8	7	6	2	12	8	■
2	11	2	■	8	2	2	10	■	8	2	4	6
10	■	13	4	5	10	■	2	3	7	■	6	5
10	12	2	■	3	5	8	11	2	■	7	■	16
2	3	■	7	11	3	4	■	8	7	17 G	2	11

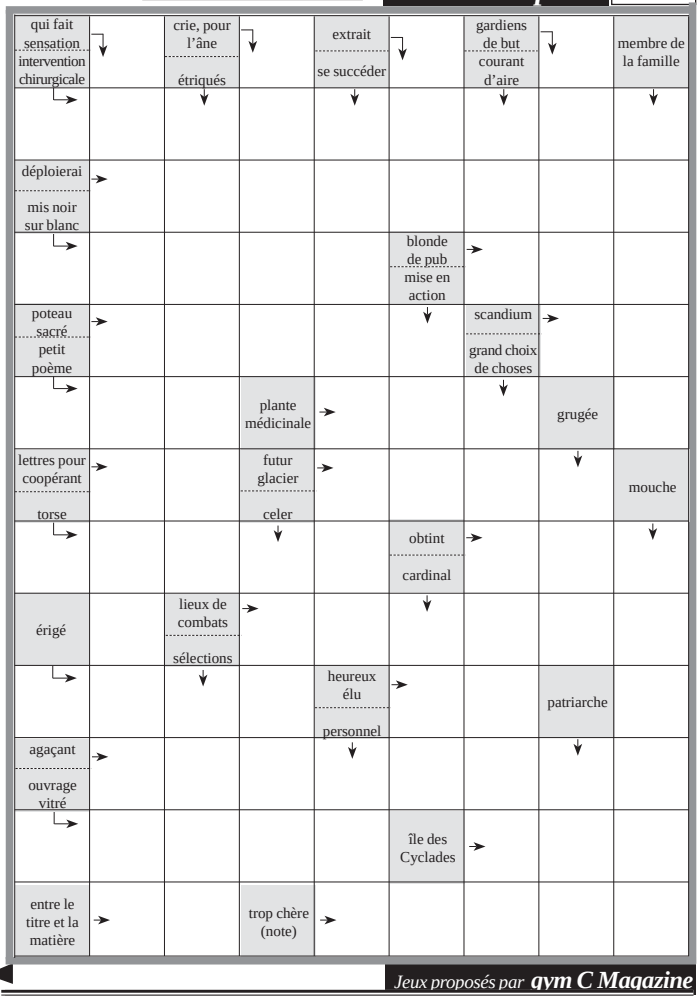
14	4	7	6	7								
8	5	11	11									

SOL. TOUT CODÉ PRÉCÉDENT : CHAIRE - LILY TOMLIN

SOLUTION FLÉCHÉS EXPRESS PRÉCÉDENTS :

HORIZONTALEMENT : DESTITUER / STRICTES / ATRE / AISES / RUDIMENTS / REE / RITE / DAN / AVOIR / TTC / RE / AI / LOT / AN / OU / TERNI / ANNEAU / CT / SIR / RUEE.
VERTICALEMENT : RESTAURATIONS / STRIDENT / UNI / ATRESIE / CL / ER / II / EM / OTA / ETC / SERVITEUR / UTE / NIO / FEE / ATTIRANCE / RSF / SERENITE.

Fléchés Express N° 3839



Jeux proposés par **gym C Magazine**

ON VOUS LE DIT

Barrage Beni Haroun : panne de la méga pompe

La seule pompe de refoulement du barrage de Beni Haroun qui était en service jusqu'au 1er juin dernier vient de tomber en panne, faisant planer le spectre de la sécheresse sur la région de Mila et de Constantine. Cette panne fait suite à une défaillance du transformateur électrique qui l'alimente en énergie, selon une source sûre. Une défaillance qui a provoqué l'arrêt des opérations de pompage de l'eau du lac de Beni Haroun vers les stations de traitement de Aïn Tinn et de Oued Athmania, d'où sont alimentées en eau potable les wilayas de Mila et de Constantine. Des équipes de techniciens algériens, français et turcs ont été dépêchées pour tenter de remettre la pompe en fonction, mais jusqu'à hier, leur intervention est restée sans résultat. Notre source précise que le stock d'eau disponible au niveau du barrage réservoir de Oued Athmania, estimé à 32 millions de mètres cubes, suffirait aux besoins des deux wilayas de Mila et de Constantine pour une durée de 4 à 6 mois.

Alger redore son blason

Une opération visant à nettoyer et à assainir les quartiers de la commune d'Alger-Centre, à l'occasion du mois de Ramadhan, a débuté, hier à 21 heures, a annoncé l'APC dans un avis à la population. *«Cette opération, qui se prolongera jusqu'au 26 juin, se fera en collaboration étroite entre les services de l'APC d'Alger-Centre et les représentants des comités de quartiers de cette même localité»* a précisé cet avis placardé dans les quartiers. Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour réussir cette campagne qui enregistre, selon la même source, la participation de deux établissements de wilaya, à savoir Hurbal et l'Erma, chargé de l'exploitation et de la maintenance du réseau d'éclairage public. L'APC sollicite les habitants et les appelle à contribuer au succès de cette opération, en respectant les horaires et les lieux d'entreposage des déchets ménagers et de gravats en vue de leur collecte.

Cinq morts dans un accident à El Bayadh

Cinq personnes, âgées de 23 à 50 ans, ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu, hier, sur un tronçon de la RN6 entre les wilayas d'El Bayadh et de Saïda, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit à 135 km au nord d'El Bayadh, suite à une violente collision entre deux camions, l'un venant de la wilaya de Béchar et se dirigeant vers le Nord du pays, et l'autre, en provenance de la wilaya de Tiaret, qui se dirigeait vers Mécheria (Naâma), a-t-on précisé de même source. Quatre des victimes sont décédées sur le coup et la cinquième a succombé lors de son évacuation vers l'Etablissement public hospitalier de Bougtob (El Bayadh), selon la Protection civile. Les services de la Gendarmerie nationale territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

Bilan de la gendarmerie à Blida

Durant les cinq premiers mois de 2014, les éléments de la gendarmerie de Blida ont traité 1038 affaires, dont 37 sont liées au crime. 1163 personnes ont été arrêtées, dont 474 ont été traduites devant la justice. Parmi ces affaires, quatre sont liées à des assassinats avec préméditation et de parricide, et une affaire d'enlèvement d'un mineur suivi d'agression sexuelle où huit suspects ont été présentés devant le procureur. Concernant le parricide, les éléments de la brigade de la gendarmerie de Meftah ont reçu, le 22 mai dernier, un appel téléphonique de la polyclinique de la même commune annonçant l'admission d'une personne qui a succombé à ses blessures après avoir reçu 18 coups de couteau. Une enquête a été ouverte et s'est soldée par l'arrestation de l'auteur qui n'est autre que le fils de la victime. L'arme utilisée par le criminel a été trouvée dans son domicile. Il s'agit d'un poignard de 25 cm. Le criminel a fini par reconnaître son acte odieux. Il a été traduit devant le tribunal de Larbaâ.

DES RÉFUGIÉS SYRIENS À TIZI OUZOU

La galère de l'exil

● L'aide des autorités locales est insuffisante, estiment certains Syriens.

La ville de Tizi Ouzou et ses environs immédiats, notamment la Nouvelle-Ville, ainsi que Draâ Ben Khedda, à l'ouest du chef-lieu de wilaya, connaissent depuis plusieurs mois un nombre important de refugiés syriens, «mendiant» à leur manière au niveau de la plupart des carrefours de ces centres urbains. *«Je vends des mouchoirs en papier pour subvenir aux besoins les plus elémentaires de notre famille. Mon père est handicapé, ma mère ne travaille pas»*, nous dira Fadi, un enfant syrien de 6 ans, rencontré à la Nouvelle-Ville de Tizi Ouzou. Ces réfugiés sont de plus en plus nombreux aux carrefours principaux, notamment au niveau de ceux dotés de feux tricolores, pour recevoir une obole ou quelques pièces de monnaie, voire parfois un billet de banque, contre un paquet de mouchoirs coûtant généralement 10 à 15 DA. Des pères et des mères de famille, avec des bébés dans les bras, accompagnés de gamins et de gamines, investissent les lieux dès le lever du jour et ce, jusqu'à la tombée de la nuit. La présence des réfugiés syriens en Algérie remonte à 2011, soit avec le début de la guerre civile dans ce pays du Proche-Orient. Maya, maman de deux garçons, rencontrée dans la Haute ville de Tizi Ouzou, nous relate son histoire lors de son débarquement en Algérie. *«Je suis venue de la ville d'Alep. Cela fait plus de six mois que nous avons franchi les frontières de l'Algérie. Les douaniers ont cacheté nos papiers avec la mention "réfugiés". Cela nous a permis de circuler de façon plus ou moins libre entre les différentes régions de ce pays.»* Parmi les réfugiés syriens, nombreux sont ceux qui ont choisi de rallier Tizi Ouzou pour des raisons différentes par rapport à d'autres régions d'Algérie. Selon Maya, Tizi Ouzou paraît plus calme et surtout située tout près d'Alger, la capitale. En revanche, pour Fadi et un groupe de ses compatriotes, c'est plutôt une obligation car, nous indiquent-ils, *«nous sommes restés trois mois à Alger. Mais nous avons été contraints de changer de lieu car le nombre de réfugiés syriens à Alger est important. Nous n'avions pas où loger et les aides que nous recevions ne nous suffisaient pas»* dira une mère de famille qui veut garder l'anonymat de son identité et de sa ville d'origine. Pour les Syriens de Tizi Ouzou, le logement pose un véritable problème. *«Nous avons loué une maison à Oued Aïssi, nous y recevons des aides, certes, mais cela reste insuffisant pour couvrir nos besoins quotidiens»* dira Dima, une jeune fille de 21 ans. Selon des témoignages, quelques familles sont logées dans différents hôtels de la capitale du Djurdjura, alors que d'autres se sont retrouvées dans des bidonvilles d'Oued Aïssi. Selon la Direction de l'action sociale (DAS), des aides ont été attribuées aux réfugiés syriens se trouvant dans la wilaya. Ces aides sont constituées principalement de denrées alimentaires et de vêtements. Néanmoins, la tâche est devenue très difficile pour les services de la DAS, du fait que le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter chaque jour. Notons que le Croissant-Rouge algérien (CRA) a refusé de nous donner toute information à ce sujet. Nous avons pourtant tenté de joindre le chef de cabinet du wali pour connaître le nombre approximatif de Syriens réfugiés à Tizi Ouzou, ainsi que les conditions de leur prise en charge dans la wilaya. En vain. Des familles veulent surtout que leurs enfants soient scolarisés dans les écoles algériennes afin de ne pas remettre en cause leur avenir scolaire, alors que d'autres gardent l'espoir que la guerre prenne fin rapidement, en vue d'un retour prochain dans leur pays natal.

Rabéa Saïm

COUPE DU MONDE

Une aubaine en or pour les narcotrafiquants

● Le Brésil est le deuxième pays consommateur de cocaïne après les USA

● Les prix des drogues dures ont été multipliés par cinq à l'approche de cet événement mondial.

Les autorités péruviennes ont constaté depuis le début de l'année une multiplication de «narcovols», des petits avions transportant clandestinement des cargaisons de cocaïne vers la Bolivie pour entrer par la route au Brésil, qui organise la Coupe du monde, un évènement planétaire qui enchante les cartels de la drogue. *«Nous avons observé une activité très intense du narcotrafic à l'approche du Mondial»* relève le général Vicente Romero, directeur du bureau antidrogue du Pérou (Dirandro) cité par l'AFP. Les pistes clandestines poussent comme des champignons le long des vallées de production de coca, d'où décollent, dans un ballet incessant, des appareils transportant jusqu'à 300 kg de cocaïne, selon les autorités. Les équipes de la Dirandro ont détruit, par des opérations commando, 72 pistes durant les cinq premiers mois de l'année. *«Les trafiquants brésiliens savent que, durant la Coupe du monde, les contrôles ne fonctionnent pas et ils se préparent à un véritable festival de consommation de cocaïne»* déclare Jaime Antezana, un expert de l'université catholique du Pérou. Les cartels de narcotrafiquants au Pérou et en Bolivie, deux des principaux producteurs de cocaïne au monde, se sont ainsi mis au diapason de la fête planétaire du football, en acheminant d'énormes quantités de drogue vers le Brésil où la Coupe du monde donnera lieu à une orgie de consommation, selon les experts. *«Le Brésil est actuellement le deuxième plus grand consommateur de cocaïne au monde, mais durant la Coupe du monde, on s'attend à ce qu'il passe devant les Etats-Unis pour devenir le pays qui en consommera le plus»* ajoute l'expert. Le Brésil partage des frontières amazoniennes au contrôle quasi impossible avec le Pérou, la Colombie et la Bolivie, les trois plus grands producteurs de feuilles de coca et de cocaïne. Les forces antidrogue des trois pays ont cherché à frapper un grand coup contre les mafias avant le début de la Coupe du monde et ont ainsi pu saisir 570 kg de chlorhydrate de cocaïne destinées aux villes brésiliennes participant à la compétition. Dans la région frontalière péruvienne de Ucayali, 18 laboratoires, produisant 400 kg de cocaïne-base par semaine, ont été détruits récemment. Dans le cadre du dispositif de sécurité pour la Coupe du monde, le ministère de la Défense du Brésil a lancé, en mai dernier, l'opération Agata 8 pour juguler l'afflux de drogue. Des forces militaires ont été déployées tout au long des 17 000 km de frontières et quelque 40 tonnes de drogue destinées aux villes de Sao Paulo et Rio de Janeiro ont été saisies. On fait aussi état d'une hausse importante des prix de cocaïne . *«Au Pérou, un kilo de cocaïne peut coûter 1000 dollars, mais à Manaus (Brésil), cette même quantité est vendue 5000 dollars et à Sao Paulo, c'est 7000 dollars»* explique le directeur du bureau antidrogue du Pérou (Dirandro).

R. E.

OBÉSITÉ

L'anneau gastrique, méthode efficace

La chirurgie bariatrique, qui consiste à restreindre l'absorption alimentaire, est la méthode la plus efficace à long terme contre le diabète chez les personnes obèses, a établi une recherche ayant suivi des patients en Suède pendant 18 ans. Cette étude clinique montre que, chez les sujets obèses souffrant de diabète adulte (type 2), la chirurgie a permis des rémissions plus fréquentes et moins de complications liées à cette maladie que dans le groupe témoin traité sans intervention bariatrique, précisent les chercheurs dont les travaux paraissent dans le *Journal of the American Medical Association* (Jama). L'obésité et le diabète atteignent des proportions épidémiques et représentent un fardeau pour la santé publique. Quelque 347 millions d'adultes dans le monde vivent avec le diabète de type 2, ce que la moitié ignore, indique l'étude.

L'incidence du diabète, qui est directement liée à l'obésité, pourrait être réduite de 50% avec un changement de mode de vie et des médicaments, selon les auteurs. La recherche, menée par Lars Sjostrom de l'université de Göteborg, a suivi des sujets obèses en Suède dans des hôpitaux et des centres médicaux. Les auteurs ont recruté, de septembre 1987 à janvier 2001, 260 patients obèses dans un groupe de contrôle de 2037 personnes et 343 autres patients souffrant aussi d'obésité mais ayant subi une intervention bariatrique. Ils étaient tous diabétiques. Pour ceux qui ont eu des complications liées au diabète, la période moyenne de suivi a été de 17,6 ans dans le groupe de contrôle traité avec des médicaments, de l'exercice physique et un nouveau régime alimentaire, contre 18,1 ans parmi ceux qui ont eu une chirurgie bariatrique. Deux ans après, la proportion de patients en rémission de diabète, définie comme une glycémie inférieure à 110 milligrammes de glucose par décilitre de sang sans médicament, était de 72,3% dans le groupe ayant eu une intervention bariatrique contre 16,4% dans le groupe de contrôle.

El Watan - Le Quotidien Indépendant
Édité par la SPA "El Watan Presse" au capital social de 61 008 000 DA. Directeur de la publication : *Omar Belhouchet*
Direction - Rédaction - Administration Maison de la Presse - Tahar Djaout - 1, rue Bachir Attar 16 016 Alger - Place du 1er Mai *Tél :* 021 68 21 83 - 021 68 21 84 - 021 68 21 85 - *Fax :* 021 68 21 87 - 021 68 21 88

Site web : http://www.elwatan.com E-mail : admin@elwatan.com PAO/Photogravure : *El Watan Publicité - Abonnement : El Watan* 1, rue Bachir Attar - Place du 1er Mai - Alger. *Tél :* 021 67 23 54 - 021 67 17 62 Fax : 021 67 19 88. *R.C :* N° 02B18857 Alger. Compte CPA N° 00.400 103 400 099001178 - Compte devises : CPA N° 00.400 103 457 050349084 *ACOM :* Agence de communication : 102 Logts, tour de Sidi Yahia, Hydra. Tél :023573258/59 *Impression :* ALDP - Imprimerie Centre ; SIMPREC- Imprimerie Est ; ENIMPOR - Imprimerie Ouest. *Diffusion :* Centre : Aldp Tél/Fax : 021 30 89 09 - Est : Société de distribution El Khabar. *Tél :* 031 66 43 67 - Fax : 031 66 49 35 - Ouest : SPA El Watan Diffusion, 38, Bd Benzerdjeb (Oran) *Tél :* 041 41 23 62 - *Fax :* 041 40 91 66

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction.

OJD PRESSE PAYANTE Diffusion Certifiée 2012

El Watan
météo ALGER 19° 26° | ORAN 18° 29° | CONSTANTINE 16° 29° | OUARGLA 22° 37°
LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Jeudi 12 juin 2014

LE HIC

FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA LITTÉRATURE DE JEUNESSE

Les écrivains du monde au métro d'Alger

Le coup d'envoi du 7e Festival international de la littérature et du livre de jeunesse (Feliv) a été donné, hier en fin d'après-midi, à la station de métro Tafourah-Grande Poste d'Alger avec l'inauguration d'une exposition originale, «Ecrivains du monde, monde d'écrivains» au son de la zorna. Il s'agit de portraits de romanciers, poètes, nouvellistes et dramaturges réalisés par le photographe italien Francesco Gattoni depuis 2003. *«C'est la première fois qu'on monte une telle exposition sur les quais du métro. Les gens s'arrêtent, regardent, lisent. Des petits textes écrits en arabe et en français accompagnent les portraits, qui sont également exposés aux stations Fusillés et Jardin d'essai. On devrait multiplier ce genre d'expositions pour donner des couleurs aux quais du métro, pour sortir de la morosité habituelle»*, nous a déclaré Khadidja Chouit, responsable de l'exposition au sein du commissariat du Feliv.

PHOTO : M. SALIM

Les voyageurs peuvent admirer une cinquantaine de portraits de Anouar Benmalek (Algérie), Naguib Mahfoud (Egypte), Wendy Guerra (Cuba), Bernard Wallet (France), Gary Victor (Haïti), Yahia Belaskri (Algérie), Rawi Hage (Liban), Valerio Evangelisti (Italie), Winfried Georg Sebald (Allemagne), Dany Laferrière (Canada)… *«Ce n'est pas toujours facile de photographier les écrivains. Parfois, ils ne veulent être pris en photo. Même si certains savent que cela fait partie également de leur métier, lorsqu'il faut entamer la promotion d'un livre»*, a précisé Francesco Gattoni. Le photographe a demandé aux auteurs d'envoyer des petits textes originaux pour donner, peut-être, un sens à leurs propres portraits soumis au regard des passagers.

Francesco Gattoni, 58 ans, a travaillé pour plusieurs journaux européens comme *Le Monde*, *El Pais*, *La Repubblica*. Il est auteur d'un récit de voyage, Cuba, les Chemins du hasard, pour lequel il a sollicité la romancière Karla Suarez. Le Festival international de la littérature et du livre de jeunesse se déroule jusqu'au 20 juin 2014 sur l'esplanade Riadh El Feth (Alger), à Aïn Taya, à Blida et à Boumerdès. Plusieurs rencontres littéraires sont prévues durant le festival, à 16h30 et à 18h. Cet après-midi, par exemple, un débat est programmé sur «Le rôle du texte littéraire dans la création de l'actualité et son évolution» avec notamment Hamdy Al Batran (Egypte) et Sami Adhibi (Tunisie). Un hommage à l'écrivain Gabriel Garcia Marquez, disparu cette année, est également prévu aujourd'hui ; il sera animé par Rachid Boudjedra et Gamal Al Ghitany (Egypte).

Toute l'actualité du Feliv est sur le site www.feliv.dz

Fayçal Métaoui

POINT ZÉRO

Un puzzle diabolique

Par Chawki Amari

Ce n'est pas un jeu parce qu'il n'a rien d'amusant. Plutôt un casse-tête parce qu'il casse les têtes de millions de personnes depuis des décennies. L'Algérie ressemble aux pièces d'un puzzle géant qui auraient été jetées et éparpillées sur le plus grand pays d'Afrique et de la Méditerranée. En dehors de ces milliers de personnes qui ne savent pas précisément ce qu'elles font sur ce territoire, peu sont réellement à leur place, tout le travail étant de rassembler les pièces pour reconstituer le puzzle et former une image homogène. Un problème d'articulation et de représentation où dans les rouages les plus sensibles sont installées les mauvaises personnes, qui n'ont pas l'intention d'en bouger. Des corrompus notoires sont à la tête d'importantes institutions pendant que d'honnêtes et compétents hauts fonctionnaires sont marginalisés. Des voyous président à la destinée collective pendant que des savants et de brillants cadres sont écartés. Les journaux les moins professionnels sont les plus vendus et les intellectuels les plus pointus sont les moins écoutés, rayés des articulations médiatiques. Des affairistes sont aux commandes de l'économie, alors que des économistes de renommée internationale sont exilés, des joueurs à fort potentiel sont inconnus, des écrivains sont jetés aux ordures et des analphabètes sont députés, des vieillards sourds sénateurs et des milliardaires peu recommandables ministres.

Comment tout remettre à sa place et terminer enfin ce puzzle complexe ? Vaste chantier, à commencer par le Président, qui serait plus à sa place dans une maison de retraite en Floride, Saadani dans une salle des fêtes et Ouyahia dans la caserne qu'il n'aurait jamais dû quitter. L'objectif ? Retrouver les bonnes pièces et les mettre à leur place. Sauf que c'est encore plus compliqué, des pièces du puzzle ont même été volées. Bon courage pour la reconstitution. Non, pas la Constitution.

COMMENTAIRE

Place au foot

Par Omar Kharoum

Aujourd'hui, la planète sera aussi ronde qu'un ballon. Un ballon qui, à la faveur d'un mois festif et coloré, se sentira chez lui sur cette terre de football nommée Brésil. La planète donc comme le ballon tourneront au rythme des confrontations entre les 32 pays qualifiés, et le décalage horaire n'en sera plus un. L'univers entier ne sera plus gouverné que par un seul fuseau horaire : l'heure du match. La Coupe du monde est un instant quadriennal magique où des milliards d'yeux aux quatre coins du monde en savoureront chaque instant. Evénement prisé il n'y a pas si longtemps pour sa dimension populaire et compétitive, il faut reconnaître que le Mondial ne charrie pas aujourd'hui uniquement, lors de son passage, passion, joies et peines. Dans son sillage, une cohorte de sponsors intéressés plus par l'accumulation du profit, où des personnalités politiques mues par des dividendes de prestige international font de cette pénétration du business malodorant et de la politique chauvine un mariage contre-nature. Corruption et magouille font aujourd'hui le lit inconfortable de la FIFA, et à l'allure où vont les choses, beaucoup vous diront que le Mondial perd considérablement de son innocence en servant en premier la finance internationale et l'ordre en place au détriment des populations démunies.

Au Brésil, même si les sondages initiés et orientés par le pouvoir local plaident qu'une partie majoritaire de la population est acquise à l'opportunité d'un tel événement, il est cette réalité que le commun des Brésiliens s'insurge contre ce qu'il appelle un gâchis. Grèves et mouvements sociaux se multiplient faisant peser une menace constante sur le bon déroulement de cette Coupe du monde. Même si ce cocktail footballistique sera assurément convivial et haut en couleur bien au parfum du pays d'accueil, il n'empêche que les frondeurs des rues de Rio ou de Sao Paulo visent à démontrer que les colossaux investissements consentis chez eux pour ce rendez-vous ne servent en définitive ni l'économie nationale ni les citoyens locaux. La richesse va ailleurs, renforçant les nantis et accentuant la mondialisation des inégalités sociales.

Au niveau de l'aspect purement compétitif, le star-système dominera puissamment ce Mondial. Dans la guerre constante qu'ils se font, les grandes marques d'équipements sportifs y feront de bonnes affaires, et les footballeurs s'attelleront par leurs performances à être davantage cotés dans la Bourse des valeurs du monde du football. A différents niveaux, les salaires qu'ils perçoivent en club ou les primes promises en équipe nationale sont une insulte à la misère du monde.

Il ne faut pas se leurrer, la domination sera l'apanage des nations nanties, car au palmarès, il y a un hégémonisme euro-sud-américain jamais battu en brèche. Et même si l'identité footballistique afro-asiatique s'est affirmée depuis des lustres dans cette épreuve, l'émergence d'une puissance mondiale, issue de ces deux continents et du niveau des quatre ou cinq nations qui ont trusté les trophées depuis 1930, n'est pas pour demain. Beaucoup de pays participants, à l'instar probablement de l'Algérie, subiront un petit tour et puis s'en iront…